LES CATHOLIQUES,

LIBÉRAUX ET LES MODÉRÉS

A L'ŒUVRE.

Par De Potter.

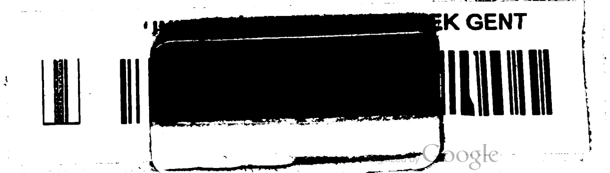
> Chacun d'eux est entré dans une voie différente pour parvenir à son but personnel. Au moyen de l'idée qu'il professe ou qu'il affecte, du parti auquel il s'est inféodé ou dont il se sert, il avance dans cette voie-là.
>
> ÉTUDES SOCIALES.

BRUXELLES.

CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES

—

1843


[redacted] EK GENT
Digitized by Google

LES CATHOLIQUES,

LES

LIBÉRAUX ET LES MODÉRÉS

A L'ŒUVRE.

Imprim. de Delevingne et Callewaert.

LES CATHOLIQUES,

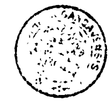
LES

LIBÉRAUX ET LES MODÉRÉS

A L'ŒUVRE.

Par De Potter.

> Chacun d'eux est entré dans une voie différente pour parvenir à son but personnel. Au moyen de l'idée qu'il professe ou qu'il affecte, du parti auquel il s'est inféodé ou dont il se sert, il avance dans cette voie-là.
>
> ÉTUDES SOCIALES



BRUXELLES.
CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES.

1843

Avertissement.

Les quatre écrits [1] que nous réunissons sous un titre commun avaient le mérite de l'à-propos lorsqu'ils parurent, il y a plus d'un an : ils ont plutôt gagné que perdu sous ce rapport.

Toujours même agitation dans le parti catholique et dans le parti libéral ; et toujours même impuissance d'agir. De conviction *sociale*, ni chez les libéraux, ni chez les catholiques, pour une raison fort simple : c'est que la doctrine catholique, comme toutes les doctrines appuyées sur le sentiment et la révélation, a été dépouillée à tout jamais de valeur sociale ; et que les opinions libérales, qui ne sont que la négation de toute incontestabilité en fait de doctrines, n'ont jamais eu de valeur sociale. Elles

[1] Lettre à l'archevêque de Malines. — Qui nous gouvernera ? — Lettre à l'évêque de Liége. — La révélation, l'examen et la raison.

n'ont fait que préparer les voies d'organisation pour une société rationnelle, en débarrassant l'intelligence des incertitudes sur lesquelles la foi et la tradition avaient basé l'ordre.

Le triomphe du libéralisme a eu pour conséquence gouvernementale le constitutionnalisme représentatif, auquel le catholicisme lui-même s'est soumis, quoique sa défaite fût le résultat de la liberté de pensée et de conscience, qui est l'expression du doute protestant. Pour être toléré par l'indifférence légalisée comme opinion individuelle, le catholicisme s'est vu forcé de signer son arrêt de mort sociale.

Dès lors, égales sur le terrain positif de la loi, les deux opinions, se détruisant intellectuellement l'une l'autre, n'ont plus eu qu'à se disputer le pouvoir de fait, *advienne que pourra* pour la société elle-même, livrée à l'anarchie morale, pour l'humanité, menacée de l'anarchie réelle.

On n'est juste, on n'est même modéré, prudent, d'aucune part. Catholiques et libéraux font à qui mieux mieux ce qu'on fait partout aujourd'hui : ils démolissent sans savoir reconstruire ; ils désorganisent sans avoir rien à recomposer. Quand ils n'osent pas s'attaquer en face, ils biaisent ; quand ils n'ont pas le courage de se colleter, ils rusent :

par l'intrigue et l'imposture, ils visent à l'emploi franc de la force brutale. C'est la morale des passions; c'est l'histoire des deux partis [1].

[1] « Les catholiques, ont dit les libéraux, veulent rétablir la dîme. » — *Voudraient*, je ne dis pas non ; mais j'ajoute : *les libéraux également*. Les catholiques ne peuvent pas tout ce qu'ils voudraient pouvoir, et ils le savent ; et pour cela ils ne le veulent pas. Les libéraux, qui le savent aussi, ont donc menti sciemment et avec préméditation, afin de nuire.

« Les libéraux, ont dit les catholiques, veulent détruire la religion. » — La société a besoin d'une religion pour se maintenir; les libéraux ont besoin d'une société pour l'exploiter. Ils demandent *de la religion* à cor et à cri : seulement les prêtres de cette religion devraient être à leur dévotion. Les catholiques, qui veulent, eux, avoir les libéraux sous leur dépendance, mentent volontairement dans l'intention de les évincer et de les perdre.

Aux élections. les catholiques escamotaient les bulletins des votants qui ne savent pas lire. Les libéraux qui les en accusaient, ont été pris *la main dans le sac*, exerçant la même industrie.

Les uns et les autres créent des électeurs ; seulement les libéraux répudient ceux des catholiques, et *vice versa*.

Dans notre état de choses, la loi ne peut pas intervenir : c'est affaire d'*opinion*. Si cependant on en venait aux *actes*, elle se prononcerait avec vigueur... pour les plus forts. Pitoyable et malheureuse société !

Quant aux modérés, — les politiques, le tiers-parti, comme on voudra, — ce sont les malins du métier ou, du moins, ceux qui s'imaginent l'être. Ils espèrent se glisser inaperçus entre les jambes des jouteurs et enlever adroitement le prix de la lutte. Point. Ils se feront échiner sans gloire pour eux, sans profit pour nous.

Les catholiques et les libéraux peuvent dominer tour à tour, exploiter tour à tour, accumuler tour à tour sur leurs têtes toute la haine et tout le mépris que traînent après eux l'arbitraire et le mensonge. Les modérés n'auront de part à la curée qu'en se faisant ou se feignant, tantôt libéraux, tantôt catholiques. Tous disparaîtront de l'arène sociale, parce que tous y auront combattu pour eux seuls.

Et parce qu'au lieu de questions oiseuses pour les masses, questions de factions et de sectes, de formes politiques et de priviléges de classes ou d'individus, se sera dressée impérieuse et terrible *pour tous*, peuple et privilégiés, la question humanitaire vitale, celle du *pain quotidien*.

D. P.

Décembre 1842.

QU'EST-CE QUE

L'ORTHODOXIE?

A PROPOS

DE L'UNIVERSITÉ LIBRE.

Lettre

A M. LE CARDINAL STERKX,

ARCHEVÊQUE DE MALINES.

PAR DE POTTER.

BRUXELLES.
CH. HEN, ÉDITEUR-LIBRAIRE,
Rue des Minimes, 20.

1841

Des philosophes nous offrent, avec une ridicule assurance, les futiles résultats de leur méthode expérimentale comme autant de vérités absolues. Des ministres de la religion s'obstinent avec une cruelle inhumanité à faire croire à l'homme ce qu'ils ne peuvent prouver à sa raison. Enfin, des hommes d'État prétendent, avec une coupable présomption, connaître les destinées de l'humanité et l'entraînent ainsi dans une ruine inévitable.

WRONSKI.

A M. LE CARDINAL

ENGELBERT STERKX,

ARCHEVÊQUE DE MALINES.

MONSEIGNEUR,

La *Circulaire* que vous avez adressée il y a quelques semaines au clergé de votre diocèse, a été bientôt suivie d'une brochure publiée par un de vos prêtres, sur l'*Orthodoxie et l'université libre*. L'orthodoxie ! C'est un grand mot, monseigneur, un mot qui exprime une noble

chose. Qui de nous ne voudrait bien penser, penser juste, connaître la vérité?

Espérant un moment que vous alliez me mettre sur ses traces, j'ai lu avec attention votre circulaire et la brochure du prêtre en question. Mais, je vous l'avoue : j'ai été étrangement déçu; et me voilà tout aussi perplexe qu'avant cette lecture. Si cependant, l'un ou l'autre, vous m'aviez fourni, à défaut d'une démonstration complète, à défaut de preuves suffisantes, du moins une indication quelconque qui aurait pu m'ouvrir la voie, je n'aurais pas hésité à vous suivre dans le développement de vos doctrines. Mais devant des assertions toutes nues, du dogmatisme pur, en un mot devant la croyance par ordre, c'est-à-dire devant l'obligation de renoncer préalablement à tout usage de la raison, je suis demeuré dans le doute qui, quelque pénible qu'il soit d'ailleurs, m'a semblé préférable à la léthargique quiétude de la foi.

Pilate demanda à Jésus ce que c'était que la

vérité ; mais il n'attendit point sa réponse. Si le législateur des chrétiens en avait eu l'occasion et la volonté, que croyez-vous, monseigneur, qu'il eût répondu? Évidemment ce qu'il n'avait jusqu'alors cessé de dire, savoir : « La vérité, c'est moi. Mes paroles sont l'autorité; ma doctrine, la raison. Ayez foi en ma personne, et vous serez sauvés. » Voilà de la révélation, de la révélation sans phrases. Et la révélation peut être bonne dans un sens relatif. Elle le fut véritablement au temps de Jésus, et pour bien des siècles après lui. Elle fut sociale pour aussi longtemps qu'elle fut socialement admise, en ce qu'elle fut le lien moral qui unissait les hommes, le moyen d'ordre qui les organisait et les hiérarchisait, la base de l'harmonie sociétaire. Elle serait utile même à présent *si elle était encore possible.*

Parmi beaucoup de révélations sur lesquelles les sociétés passées ont été établies et par lesquelles elles se sont maintenues, je ne nie pas qu'il n'y en ait une qui puisse être vraie. Et s'il en est une, c'est peut-être celle dont vous êtes,

monseigneur, un des hauts dispensateurs. Mais ce que je nie formellement, c'est que cela soit prouvé. Et je soutiens que cela doit être prouvé aujourd'hui. Vous pouvez, vous ou vos devanciers, avoir deviné juste. Mais de ce que vous n'avez fait que deviner, il vous est impossible de convaincre logiquement les autres que vous avez deviné juste ; et dès lors, les autres continuent à deviner tout comme vous avez fait vous-mêmes. L'heureux hasard qui vous aura fait rencontrer la vérité, sera inutile au monde. Car le monde, n'en sachant rien, ne pourra l'apprécier ; et il se perdra de plus belle à la poursuite des mille et mille erreurs qui l'égaraient auparavant.

La preuve dont je vous parle, monseigneur, c'est elle que j'ai cherchée vainement dans votre circulaire et dans l'écrit sur l'orthodoxie. Je n'y ai vu, en des termes équivalents, que la réponse de Jésus : « L'orthodoxie, c'est moi. » J'ai vu des révélateurs, toujours des révélateurs, et rien que des révélateurs, à une époque où les révélateurs ont définitivement perdu

toute espèce de confiance et de crédit. J'avais soif de raisonnements. Pouvais-je me désaltérer à des affirmations et à des citations? Devais-je me contenter de lois et de coutumes, d'écritures et de traditions, dont vous nous garantissez l'inspiration divine, comme elles nous garantissent votre sainte mission, à vous qui nous les vantez et interprétez?

Des écritures! Mais il y a des lois écrites qui ordonnent le meurtre et l'inceste et qui légitiment l'esclavage. Des traditions! Mais c'est pour demeurer fidèles aux traditions de leurs pères que les cannibales mangent leurs prisonniers. Est-ce que l'éducation et l'habitude constituent le devoir? Alors toutes les écritures sont saintes, divines, et toutes les traditions orthodoxes. Mais s'il n'y a et ne peut y avoir qu'une autorité légale et traditionnelle qui soit vraie, on doit la reconnaître à un signe clair, indubitable, que tout homme puisse saisir, auquel aucun homme sain d'esprit ne puisse résister. Ce signe, ce n'est pas un miracle, qui ne convaincrait que des sots : nous vivons, monsei-

gneur, à une époque d'intelligence, de critique : ce signe donc, c'est une démonstration.

Je suppose ici, monseigneur, que vous et les vôtres ne parlez pas uniquement pour ceux qui sont déjà de votre avis, parce que c'est votre avis : ce serait peine superflue. Mais si vous parlez pour ceux qui ont un avis à eux, et afin, par conséquent, de leur en faire changer, oh! alors il faut prouver, et puissamment, catégoriquement prouver.

Par la publication de votre prêtre, je comprends que c'est à l'occasion de l'université libre, pour ne pas dire contre elle, que vous avez émis votre circulaire. Hé! monseigneur, qu'a de commun l'orthodoxie, la vôtre bien entendu, et l'université libre, et les universités de l'État, et toute école qui n'est pas fondée et entretenue par vous dans le seul but de raffermir vos dogmes ébranlés, de réveiller la foi en vous, qui s'éteint graduellement et même assez rapidement?

Vous avez, grâce à votre majorité parlementaire, électorale et nationale, beaucoup de ces écoles en Belgique. Tenez-les, tant que vous le pourrez, dans le sentier intellectuel que vous appelez *droit;* il n'y a pas un mot à dire. Mais en dehors de ces écoles-là, vous êtes sans pouvoir et même sans influence aucune. Votre orthodoxie n'est plus que votre opinion personnelle, qui n'a d'autre preuve qu'elle-même; et vous devez forcément *laisser faire* ceux qui la repoussent, *laisser passer* ce qui y est opposé, permettre enfin que le siècle qui ne veut plus de vous, non comme enseignant l'erreur, mais comme n'ayant jamais démontré que ce que vous enseignez soit la vérité; permettre, dis-je, que ce siècle suive sa marche partout ailleurs que dans le sein de votre église et de ce qui en dépend.

Vous qualifiez cette église de *catholique.* Ce mot est corélatif à celui d'*orthodoxie.* En effet, si vous étiez universels, vous seriez bien certainement orthodoxes. La doctrine qui aurait été librement reçue par tous les hommes, se-

rait la vraie doctrine de la raison humanitaire; et elle constituerait infailliblement et inébranlablement la souveraineté de l'humanité de par cette raison, souveraineté tout autre que les souverainetés prétendues des individus, des sectes, des peuples même, de par la force, l'autorité ou les majorités.

De même, si vous possédiez l'orthodoxie et si vous pouviez le prouver invinciblement, vous seriez par cela seul universels. Or..... Je ne pense pas, monseigneur, qu'il soit nécessaire de conclure.

Tout se résume donc en dernière analyse, à poser et reposer éternellement la même question : *Qu'est-ce que l'orthodoxie?*

Cette question est le cachet de notre époque de doute. Dès qu'elle est soulevée; et elle l'est, monseigneur, vous ne sauriez en disconvenir; il faut qu'elle soit résolue. Et tant qu'elle n'aura pas été radicalement résolue, il ne pourra y avoir autre chose que des tentatives, des essais

d'orthodoxie, des prétentions à l'orthodoxie. Mais de l'orthodoxie réelle, de celle de bon aloi, incontestée parce qu'incontestable, il n'y en aura point.

Sous le rapport de cette véritable orthodoxie, vous n'êtes pas, monseigneur, plus avancés que nous. Nous aussi, nous avons notre orthodoxie : nous en avons même chacun une, tandis que vous autres, vous en avez une pour tous. C'est un avantage assurément ; cela vous rend actuellement et pratiquement plus forts : vous êtes une légion, et nous ne sommes que des individus. Mais un de ces individus-là peut théoriquement avoir mieux deviné que vous (je dis toujours *deviné ;* car il n'y a que cela de possible dans nos tâtonnements). Pourquoi un aveugle aurait-il moins de chances de prendre, entre tous les chemins qui se trouvent ouverts devant lui, le seul chemin qui conduise au but, qu'une troupe d'aveugles qui se ruent tous dans une même direction ? L'aveugle, je le sais, est exposé à tomber dans la fosse ; mais les aveugles conduits par des aveugles le sont-ils moins ?

Vous voyez, monseigneur, que je prends les choses d'un peu plus haut que votre prêtre, qui s'amuse, lui, à débattre la question de savoir si les professeurs de l'université libre sont où ne sont pas d'accord avec les pères de votre église. Ces professeurs et tous les libéraux cherchent la vérité, bien ou mal, ce n'est pas de cela qu'il s'agit : ils la cherchent; et chemin faisant, il est très possible qu'ils se trouvent face à face avec quelques uns de ceux qui ont autrefois imposé comme vérité ce qui leur avait été imposé de même, c'est-à-dire avec certains partisans de la révélation. Que cela soit ou ne soit pas un fait, peu importe; ce ne sera jamais qu'un fait, qui ne prouvera rien sur ce qui importe réellement et importe seul, savoir sur l'essence de la vérité.

Si les libéraux; j'appelle ainsi non-seulement les incrédules anti-catholiques, mais tous les hommes qui ont admis le principe d'examen en quoi que ce soit, et qui, par conséquent, rejettent déjà l'autorité en principe et finiront par la rejeter en tout et partout; si les

libéraux s'étaient constamment tenus sur ce terrain sans jamais en franchir les limites, il y a longtemps qu'ils auraient eu bon marché des révélationnistes dogmatiques. Mais, au lieu de dire : « La révélation est insuffisante puisqu'elle n'est pas incontestable à la raison de chacun et de tous ; » ils ont dit : « La révélation est fausse » ; ce qu'eux-mêmes étaient incapables de démontrer. Au lieu de se borner à examiner, en d'autres termes à révoquer en doute, toute doctrine non prouvée à la raison par la raison, ils ont voulu, au moyen de l'examen, fonder eux-mêmes une doctrine ; ce qui était se mettre en contradiction flagrante avec leurs principes, puisque c'était vouloir convertir la négation en affirmation, la discussion en autorité.

Qu'en est-il advenu? qu'à côté des *illusions* libérales qui s'élevaient, se sont soutenues les *illusions* catholiques qui baissaient. Les catholiques n'ont-ils pas en effet autant de motifs de se prétendre fondés dans leurs vieilles croyances, que les libéraux de se prétendre fondés à en établir de nouvelles?

Ces deux genres si divers d'illusions font également obstacle au travail de réorganisation qui agite la société. Les hommes de foi, parmi lesquels sont les catholiques qui, à leur avis, possèdent la vérité, veulent arrêter le mouvement social ; ils se font conservateurs *quand même*.... : leurs adversaires examinent, décomposent, sapent, ruinent, pour.... *Risum teneatis !*... pour édifier, unir, coordonner, harmoniser. Les libéraux renversent ce qui était encore sur pied : les catholiques étayent ce qui ne peut plus se tenir sur pied. A la fin de cette déplorable dépense d'efforts sans terme et sans but, l'humanité qui veut un abri, ne trouvera plus que des décombres ; l'humanité qui veut de l'ordre moral, c'est-à-dire du bien-être et de la stabilité par la liberté et la justice, n'aura à choisir qu'entre l'ordre matériel par la force brutale, ou le despotisme d'un ou de plusieurs, et l'ordre matériel par la force du nombre, ou le despotisme des majorités.

Ce dernier despotisme est celui que nous subissons. C'est le plus misérable et le plus

honteux de tous; car c'est le moins rationnel, le plus variable, le moins susceptible de passions un peu grandes et généreuses; c'est le despostisme du calcul égoïstique, de la vanité, de l'envie, du *dégommage* représentatif, de l'étroitesse d'esprit, de la sécheresse de cœur, de l'absence de toute conviction, de tout honneur, de tout dévoûment.

C'est cependant ce despotisme-là que vous et les vôtres soutenez chez nous, monseigneur. C'est celui que vous avez non-seulement accepté, mais encore fait triompher de tout autre despotisme momentanément réalisable à notre époque; c'est celui que vous et les vôtres, majorité en Belgique, avez écrit dans le pacte social, et en vertu duquel vous dominez, je ne dirai pas légitimement, mais certes très-constitutionnellement.

Et vous ne l'y avez écrit que précisément parce que vous étiez majorité par le fait et minorité par le droit; je m'explique : parce que vous étiez le plus grand nombre et que, de votre

aveu, il n'était plus en votre pouvoir de prouver aux autres que vous êtes et que vous êtes seuls dans le vrai.

Ne vous fâchez pas, monseigneur ; ce que je dis est positif. Vous avez voulu la liberté dans l'intérêt exclusivement, ou plutôt dans la nécessité de votre position. Si vous aviez été les moins nombreux, vous auriez aussi demandé l'égalité et le droit commun ; mais vous ne l'auriez pas obtenu, quand même vous eussiez eu raison : nous ne sommes, monseigneur, pas plus tolérants que vous. Quant à la supposition plus que gratuite, que vous eussiez été la majorité et que vos doctrines eussent été irréfragables, vous n'auriez plus rien demandé à personne ; bien au contraire, vous auriez imposé à tous votre volonté comme la suprême loi, et tous l'auraient acceptée. Tant que les premiers chrétiens furent les plus faibles numériquement, ils n'aspirèrent qu'à être libres ; les païens qui avaient tort contre eux, le leur refusèrent et les persécutèrent. Eux, sans pouvoir démontrer qu'ils eussent raison, et pour

cela seul qu'ils était devenus les plus forts, refusèrent bientôt la liberté à ceux qui ne partageaient pas en tout leur opinion, et ils persécutèrent à leur tour. Aujourd'hui que l'examen et la discussion ont enlevé une à une aux catholiques toutes leurs prétentions à la foi par l'autorité, et à la soumission par la foi, là où ils sont les moins nombreux, ils sont soufferts et obéissent; là où ils l'emportent en nombre, ils se cramponnent à la liberté, et par elle ils obtiennent d'expirer sur un lit de parade que les niais des deux partis s'obstinent à prendre pour un trône.

Je vous ai dit, monseigneur, que vous aviez consolidé et exagéré chez nous le despotisme des majorités. Ce n'est pas un reproche. Je reconnais volontiers que vous n'avez fait que ce que la force des choses vous imposait impérieusement de faire, ce qu'il y avait pour le moment de mieux à faire, même tout ce que vous pouviez faire. Mais, pour Dieu, après cela, ne parlez plus d'orthodoxie, ni de catholicisme, ni de perpétuité, ni même de conserva-

tion ! Il n'y a de vrai, de juste, que ce que la majorité déclare tel. Et savez-vous ce que pensera, ce que proclamera, ce que voudra, ce que fera la majorité de demain? hélas! non, monseigneur, et ni moi non plus.

Il me vient parfois à l'esprit; je tâche cependant de chasser, autant que je le puis, cette idée comme si elle était mauvaise; il me vient à l'esprit que le vain combat de phrases entre catholiques et libéraux se propose une tout autre fin que celle qu'on affiche. J'entends bien parler d'opinions, de croyances; mais est-ce réellement de cela qu'il est question? Les opinions et les convictions ont jadis fanatisé les hommes de bonne foi; cela est vrai : et ces hommes se sont sacrifiés à leurs convictions; ils ont mis leurs principes avant leurs intérêts; ils sont allés jusqu'à mourir pour ce qu'ils croyaient la vérité. Mais est-ce le cas actuel? N'y a-t-il rien de changé depuis? Les circonstances sont-elles les mêmes? Les hommes sont-ils ce qu'ils étaient alors? L'influence dissolvante, pour ne pas dire démoralisatrice, du libéralisme n'a-t-

elle pas pénétré jusque dans vos rangs? Vous autres catholiques, ne vous êtes-vous pas un peu protestantisés, vous aussi, au milieu de cette atmosphère délétère de protestantisme intellectuel et d'intérêt matériellement individuel, que nous respirons tous, vous aussi bien que nous?

Si cela était, la situation serait singulièrement simplifiée. Ce ne serait plus de doctrines, ce serait tout bonnement de pouvoir qu'il s'agirait. Les doctrines ne seraient plus que le moyen de parvenir à dominer. On voudrait régner ici de par l'infaillibilité papale, comme ailleurs on règne de par l'infaillibilité gouvernementale; on s'évertuerait à trôner sur ce qu'on proclamerait *l'orthodoxie,* comme autrefois l'orthodoxie, alors réellement sociale, trônait elle-même, et se faisait servir par les hommes les plus dévoués à sa cause.

Régner, ai-je dit. Mais qui donc régnerait? vous, catholiques? vous ne le pouvez pas, dans un système essentiellement libéral, libéral en

fait comme en droit, et sur des hommes tous plus ou moins libéraux; vous devriez régner dans notre sens, c'est-à-dire libéralement, progressivement, contre vous-mêmes; vous devriez vous suicider : vous ne voudriez régner que pour arrêter les effets de la liberté, et vous ne le pouvez plus; car, vous aidant, la liberté vous entraîne tout comme nous et à notre suite : la liberté écrase qui l'arrête. Les libéraux régneraient-ils? Ils ne le peuvent pas, empêchés qu'ils en sont par vous, qui ne voulez être mis à mort que le plus tard possible. Et puis, supposé que vous permettiez à vos adversaires d'agir; dans quel dessein agiront-ils? Chacun dans le sien. Ils sont un égoïsme, deux égoïsmes, dix, cent, mille égoïsmes; faites-moi donc de cela un ensemble, un tout : impossible. Ils ne peuvent donc aller qu'à la débandade, ne nous mener qu'à l'anarchie. Il n'est aucunement besoin pour cela de direction, de gouvernement. Aussi, les événements le prouvent, nous y allons tout naturellement, tout seuls; nous nous y laissons aller. Il y a bien encore dans la société des dignités nominales, et sur-

tout lucratives, qui simulent une apparence d'ordre gouvernemental, dignités qu'on se dispute, qu'on s'arrache à qui mieux mieux. Mais ce n'est pas afin de faire quelque chose pour le bien public; c'est au contraire à condition de ne rien faire du tout : c'est uniquement pour augmenter chacun son bien-être privé, pour se faire chacun sa position particulière, pour se matelasser chacun un petit coin, où il puisse se sauver avant la débâcle sociale, et d'où il compte assister, en spectateur impassible, à la chute du monde.

Là, bien sincèrement, monseigneur, et la *main* sur la conscience; croyez-vous que le remède à ce mal grave, très-grave, soit dans ce que votre circulaire prescrit? Croyez-vous vous opposer efficacement à ce qui se passe sous nos yeux en faisant enseigner vos dogmes sur la création moïsiaque, la trinité, la rédemption et l'église? Croyez-vous que de faire des sermons aux hommes et le catéchisme aux enfants suffise pour régénérer la société humaine? On fait depuis longtemps dans les pays chrétiens

ce que vous ordonnez avec tant de sollicitude; et il en est résulté ce que nous voyons. Confessez-le, monseigneur; ce n'est guère encourageant. On avait enseigné le catéchisme et on débitait des sermons à la génération voltairienne; cette génération, le scalpel du doute à la main, a désormais rendu les sermons et le catéchisme ridicules. On avait élevé dans la foi à l'église et à ses mystères, on avait formé aux pratiques et aux cérémonies du culte la génération révolutionnaire; et elle a fait pis celle-là : elle a envoyé catéchistes et prédicateurs à l'échafaud. Et ce sont encore le catéchisme et les sermons que vous invoquez! les dogmes et les mystères, les prières et le jeûne que vous proposez comme panacée universelle! allons donc!

Il faut, monseigneur, que la pourriture du corps social le fasse tomber en lambeaux. Alors seulement un nouveau corps pourra se recomposer, non à l'aide du pape, des jésuites et des capucins, mais par un effort de la raison humaine, lorsque la raison humaine aura été

conduite à faire cet effort par la nécessité pour l'humanité d'exister et d'exister socialement. Cela est effrayant, j'en conviens. Mais cela est. Ni vous ni moi, ne pouvons rien que nous y soumettre, attendre et espérer.

Du moins, pendant que les choses marchent vers ce dénoûment terrible mais inévitable, renonçons des deux parts, autant que faire se peut, aux débats irritants : ils aigrissent les cœurs, n'éclairent guère les esprits, et nuisent plus qu'ils ne servent au parti qui en prend l'initiative. Vous le savez, monseigneur : vos anathèmes ont galvanisé le cadavre de la franc-maçonnerie, qui a repris pour quelque temps les mouvements de la vie naturelle. Prenez garde de contribuer à faire croire que les libéraux ont effectivement des doctrines communes, qu'ils peuvent s'accorder sur quelque chose de positif, vouloir unanimement un ordre quelconque, et réaliser une organisation sociale permanente. En vérité, des attaques du genre de celles de votre prêtre, et plus encore de celles de certains organes du pouvoir, qu'il est

si étrange de voir se rencontrer avec vous dans cette arène théologique, pourraient finalement inspirer à la jeunesse des universités non catholiques, un ensemble de vues et une marche suivie qui, provisoirement du moins, rendraient la lutte plus égale entre elle et vous. Et alors le triomphe du libéralisme serait de beaucoup accéléré.

L'union fait la force, avez-vous dit : c'est juste. Mais la colère peut faire l'union ; et dans un accès de colère on est parfois très-fort. N'excitez donc pas la colère, inutilement et mal à propos. Ce ne serait pas adroit, et vous pourriez avoir à vous en repentir.

Vous avez, monseigneur, vous et les vôtres, les défauts de tout pouvoir dominant ; vous n'êtes ni modérés ni modestes.

Les libéraux belges ont quelques-unes des vertus des vaincus : ils sont soumis et résignés. Je ne leur en fais pas un mérite. Ce ne sont que des vertus de circonstance. Car là où ils sont

ce que vous êtes, ils ne se montrent pas plus indulgents que vous. Je parle de l'indulgence morale, qui découle de la conviction qu'à une époque de doute absolu, c'est-à-dire à une époque où il n'existe *pas encore* de critérium socialement accepté de la vérité et du droit, il faut se garder de dire : « La vérité est découverte depuis tant de siècles ; nous en avons conservé le monopole exclusif, et quiconque ne la prend pas chez nous toute fabriquée, n'a que de la marchandise altérée, sans poids déterminé et sans mesure certaine. »

Je viens de parler du triomphe du libéralisme : ne pensez pas, monseigneur, que je me contredise. Voici comme je l'entends. Le libéralisme triomphera ; il est bon qu'il triomphe : son triomphe est la seule planche de salut pour la société. Mais sera-ce comme étant la vérité qu'il remportera la victoire? Non, certes : il ne vraincra que comme étant la négation de l'erreur. Son triomphe sera sa mort. Devant le libre examen, toute erreur possible, c'est-à-dire toute opinion, soit vraie, soit fausse, mais con-

testable aux yeux de la raison, doit s'évanouir sans retour. La raison seule peut fonder, peut faire. L'expérience ne peut que défaire ce qui avait été mal fait ou fait au hasard, afin que la place pour ceux qui, plus tard, seront à même de faire mieux et de faire à coup sûr, demeure large et nette.

Pour construire, il faudrait que les libéraux eussent un plan, tracé sur une échelle convenue, d'après une idée gravée dans l'intelligence de tous également. Or, la seule idée qui soit dans toutes les têtes, est précisément celle qui les divise entre elles, et qui fait de chacune un monde intellectuel à part, où l'individu a toujours raison contre l'individu. Ne les écoutez donc pas quand ils protestent de leurs doctrines monarchiques ou républicaines, patriotiques ou dynastiques, chrétiennes ou déistes. Au *nous* dont ils ont l'habitude parlementaire de se servir en pareille occurrence, il faut toujours substituer le *je* tout crû. Ne voyez que cet égoïste *moi*, même dans leurs professions de foi vagues où il semble y avoir une ombre

d'unité, celles, par exemple, auxquelles généralement tous ont recours pour réclamer *une religion* qui puisse servir, sinon de base à je ne sais quel ordre social, du moins de correctif au désordre anti-social qui se manifeste de plus en plus, et de principe à une éducation publique, censée propre à prévenir les funestes effets de l'éducation du monde. Demandez leur quelle religion? et vous entendrez le *concert européen* de contradictions palpables qui assourdira vos oreilles.

Ce fractionnement du *tout* social fait des progrès, et ne cessera d'en faire jusqu'à ce qu'il ne reste plus à fractionner. Votre parti, monseigneur, nous enverra constamment quelques douteurs de plus, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre : car chez les catholiques, qui n'est pas *entièrement* avec eux est contre eux ; et le nombre des croyants absolus, en tout et sur tout, et sans restriction aucune, diminue de jour en jour. Nous autres, nous ne perdrons que des politiques hypocrites, c'est-à-dire des gens qui, restant avec nous de conviction et de

sympathie, feindront d'être des vôtres parce qu'ils croiront que leur intérêt l'exige ainsi.

Belle acquisition, vraiment, que celle de prosélytes convertis par la peur et la cupidité, qui ravalent la religion au niveau de la police! acquisition digne en tout de ceux qui l'agréeront, savoir des politiques religieux, qui ne demandent à Dieu que de leur asservir la terre!

C'est là, monseigneur, ce que j'appelle le triomphe du libéralisme. Le doute doit devenir et deviendra universel. C'est un progrès qu'il faut faire, un mauvais pas qu'il faut franchir. Et, je vous le répète : vous-mêmes avez rendu hommage à sa puissance toujours croissante, en consacrant *en droit* la liberté des opinions, de l'enseignement, des associations, et de la presse. La presse est plus forte que vous : elle vous briserait si vous essayiez de la briser; et, avec elle, l'examen demeurera éternellement libre. Eh bien! du droit au fait, il n'y a qu'un pas. Et le fait suprême du droit d'examen sera

l'anarchie sans bornes des intelligences ; et de cette anarchie sans bornes naîtra nécessairement la confusion de toutes choses.

La confusion de toutes choses serait la dissolution de la société et la fin du monde humanitaire, si l'*intérêt humain* ne s'y opposait.

Mais le doute expérimental ayant triomphé dans l'anarchie, on sentira enfin :

Que l'ordre est aussi impossible par les majorités libérales et progressives que par l'autorité ou la force conservatrice ;

Que l'ordre cependant est indispensable pour le maintien de la société ;

Que, par conséquent, il faut demander à la raison humaine une règle de justice et de vérité, découlant d'un principe tellement incontestable, qu'il s'universalise par l'adhésion spontanée de toutes les intelligences et le concours de tous les cœurs.

Mais pour cela, il est nécessaire que catholiques et libéraux, torys et wihgs, légitimistes et républicains, conservateurs et réformistes, ces Pharisiens et Saducéens de l'ère moderne, aient également disparu de la scène politique, et cédé le terrain sans partage à *celui qui doit venir,* au Logicien, je ne dis pas au Révélateur, qui transformera la société, et à cette société de l'avenir que ses éternels ennemis, l'anarchie et le despotisme, auront enfin jeté dans les bras de la souveraine législatrice : la raison de l'humanité.

Nous n'en sommes pas là, monseigneur, mais nous y arriverons ! J'en ai la conviction profondément sentie. L'homme y marche par des chemins difficiles, ardus, qu'il arrose de ses pleurs et de son sang. Mais le perfectionnement et le bonheur de l'humanité sont à ce prix. C'était au doute à nous débarrasser de la foi ; la raison nous dégagera de l'anarchie : le besoin nous forcera à recourir à la raison ; ce besoin sera excité par l'excès du mal. Portons en attendant, portons courageusement la part

qui nous est dévolue dans l'œuvre humanitaire : celle de nos enfants sera probablement plus lourde encore que la nôtre. La postérité recueillera le fruit de notre labeur à tous ; et Dieu, qui est juste autant qu'il est grand, rendra à chacun selon son mérite.

Mais, pour la dernière fois, monseigneur, trêve d'orthodoxie *sur parole!* La chose n'a plus de force ; le mot n'a plus de sens.

De Potter.

Bruxelles, 5 mars 1841.

DEMANDE :

QUI NOUS GOUVERNERA?

RÉPONSE :

GOUVERNERA-T-ON?

De Potter.

Les mots ne tiennent pas longtemps lieu des choses.

Page 11.



BRUXELLES.
CHARLES HEN, ÉDITEUR-LIBRAIRE,
Rue des Minimes, 20.

1841

Lorsque fut conclue en Belgique la fameuse *Union* entre les membres de l'ancienne opposition, tant catholique que libérale, ou pour parler plus exactement, entre les partisans de l'autorité religieuse et ceux de l'examen en matière de toute espèce d'autorité, contre le gouvernement des Pays-Bas qui ne permettait d'opposition d'aucune sorte, ni réformiste ni conservatrice, on savait positivement ce qu'on voulait, ce qu'on faisait; et on le voulait sans arrière-pensée parce qu'on avait inté-

rêt à le vouloir. On le voulut donc avec intelligence et ensemble; on le voulut persévéramment, et on réussit.

On avait un ennemi bien individualisé; on le connaissait pour tel : on s'unit contre lui; et tous les efforts furent dirigés dans le sens qu'il devait céder ou succomber. La victoire ne tarda pas à couronner l'*Union* du succès le plus éclatant.

Mais, cet ennemi vaincu, les Belges ont commencé à voir qu'ils n'étaient guère mieux qu'auparavant. A ce qui mécontentait autrefois, vinrent bientôt se substituer de nouveaux sujets de mécontentement. On s'était soustrait à l'oppression; il fallut échapper au mauvais usage ou au non-usage de la liberté. On avait longtemps mal marché, il est vrai : mais valait-il mieux d'être réduit à ne plus marcher du tout?

Les traînards de 1830 se sont alors rappelé; bien ou mal à propos, nous verrons cela tout à l'heure; le remède qui avait été si heureusement appliqué à cette époque mémorable : et, de conjurés constitutionnels qu'ils avaient été, devenus ré-

cemment pouvoir parlementaire, ils nous proposent hardiment d'y avoir recours. Rafraîchissons, disent-ils, l'union des catholiques et des libéraux; et tout sera dit.

L'union n'était-elle pas révolutionnaire, très-honorables? Quelle révolution voulez-vous donc opérer? C'était aussi, s'il m'en souvient, un pacte entre gens d'un même avis sur quelque chose, pour combattre quelqu'un qui ne partageait pas le moins du monde cet avis-là; et vous voulez que ce pacte lie des gens d'un avis diamétralement opposé, pour qu'ils ne combattent personne ni rien, des gens qui ne peuvent que s'unir les uns contre les autres et se combattre mutuellement!

« Les divisions déplorables; ainsi parle le sénat au roi; les divisions déplorables qui se sont manifestées pendant cette session dans le sein de la représentation nationale, sont une preuve nouvelle de l'impuissance où se trouvent les assemblées législatives de s'occuper des besoins réels de la nation, lorsque les partis s'éloignent au lieu de se rapprocher. »

Cela est d'une vérité incontestable.

Les divisions existent. Il est de l'essence des partis de s'éloigner lorsqu'ils n'ont aucun intérêt à se rapprocher; et je défie toutes les imaginatives réunies des deux Chambres d'en inventer un seul qui ne soit particulier à l'un des partis, et par conséquent étranger à l'autre, s'il ne lui est encore hostile. Donc les assemblées législatives sont, dans ce cas au moins, impuissantes; et nos intérêts réels, à nous, seront nécessairement négligés..... Mais n'anticipons pas sur nos raisonnements.

Il y a dans le cri de détresse de nos représentants un aveu précieux à recueillir : l'aveu que le pays souffre. Nous le savions bien, nous autres représentés. Seulement, il nous importait de constater que les mandataires, comme on dit, de notre choix, s'en étaient égalcment aperçus. Or c'est ce qui résulte clairement des derniers debats législatifs. Le mal est entrevu puisqu'on cherche à le guérir.

Mais là-dessus j'ai plusieurs questions à poser. La première, si c'est effectivement le même mal, celui d'il y a un peu plus de dix ans et celui de ce

jour. Évidemment non. En 1830, nous voulions nous débarrasser d'un régime qui ne nous convenait pas. Aujourd'hui nous ne trouvons plus de régime qui nous convienne. Notre chaussure d'alors nous blessait et ne nous laissait nous mouvoir que douloureusement. Actuellement, tout mouvement nous est interdit faute de chaussure qui nous siée. Dans deux cas si différents, il ne me paraît pas qu'on doive se servir du même remède.

La seconde question est celle de savoir si le mal que nous sentons si vivement, est aussi celui qui répand l'alarme parmi les procureurs de la nation. Dans l'impasse où notre pauvre Belgique se trouve acculée, nous nous plaignons, nous, que ce dont on s'occupe le moins, c'est de nous, en d'autres termes que nos fondés de pouvoirs ne se trémoussent sur leurs bancs que pour ce qui les concerne personnellement, eux et leur secte ou leur coterie, faction ou fraction, que sais-je? et non pour ce dont nous les avons chargés en leur confiant la mission de faire nos affaires avant les leurs. C'est ainsi que, lorsque nous avons des ministres

quelconques, qui, nous l'espérons toujours, vont prendre à cœur les intérêts de la patrie, les Chambres les harcèlent, les battent en brèche et les forcent de nous oublier complétement, pour ne plus songer qu'à se défendre contre elles. Elles font ainsi pencher constamment la balance en faveur du ministère qu'elles travaillent déjà à composer, avant même qu'elles aient renversé celui dont elles trament la dissolution. Nos représentants ne se fâchent, eux, que de ne point dominer par eux-mêmes ou par leurs amis, par les hommes du système auquel ils se sont inféodés. Nous nous inquiétons sérieusement de ce que tout gouvernement est de cette manière devenu impossible. Eux s'indignent de ce qu'ils ne peuvent gouverner avec les coudées franches. Nous demandons simplement que quelqu'un, pour notre argent, administre nos intérêts dans le but de nous conserver le peu d'avantages sociaux qui nous restent, et de les augmenter, de les généraliser progressivement, autant que faire se peut. Eux se dépitent de ce qu'ils ne réussissent pas à se faire une position inamovible,

de ce qu'admis à la curée, ils ne peuvent avaler que quelques gros morceaux à la hâte, et non savourer longuement la fameuse pitance.

Je parle ici des deux grandes catégories qui se sont dessinées dans la représentation nationale, dans les colléges électoraux et dans la nation elle-même; catégories qu'on ne saurait assez déplorer, mais qui sont un fait, et qui ne cessent pas d'exister par cela seul qu'on les nie, ou qu'on les méconnait, ou qu'on se fait illusion sur leur existence. Quand nous avions un ministère catholique, tout ce qu'il y avait de libéral ou de sémi-libéral s'est ligué avec ceux qui avaient des motifs pour repousser les doctrines ou les hommes au pouvoir; et ces hommes se sont retirés. Un ministère libéral a suivi : et aussitôt catholiques et mécontents conspirent pour l'empêcher d'agir dans aucun sens aussi longtemps qu'il sera debout, et pour le renverser à la première occasion où les passions pourront être remuées un peu plus profondément que de coutume. Cela déplait aux faiseurs libéraux et catholiques qui cherchent à mener les choses à leur

gré : je le conçois. Mais cela nous déplaît bien plus, et à bien plus juste titre, à nous qui voulons et qui avons le droit de vouloir que les choses soient menées à notre gré, pour la prospérité de la Belgique; qu'elles soient menées enfin n'importe par qui, mais avec sagesse, fermeté et désintéressement.

Unissez-vous donc! nous crie-t-on. Nous unir? soit. Mais commençons par nous entendre.

Nous qui ne demandons qu'à laisser faire notre bonheur, nous sommes parfaitement unis dans le désir de vivre tranquilles au sein d'une honnête médiocrité; mais vous, qui affichez la prétention de nous rendre heureux, n'avez-vous également qu'une opinion et une volonté pour y parvenir? Vous vous prêchez donc l'union à vous-mêmes.

Mais si vous avez sérieusement le projet de la conclure, auriez-vous l'extrême complaisance de nous éclairer sur le genre d'union que vous avez en vue; sur la qualité des personnes entre lesquelles vous pensez qu'elle puisse se contracter; sur la fin qu'elle se proposera; sur la manière dont elle pourra être consolidée; sur le fondement enfin

que vous avez pour croire qu'elle remplira vos patriotiques intentions.

Car je ne suppose pas que vous ne vous soyez attachés qu'au mot seulement : les mots ne tiennent pas longtemps lieu des choses. Je ne pense pas que vous ayez uniquement voulu jeter de la poudre aux yeux, ni qu'à l'aide d'une de ces phrases vagues, comme celles qui font fortune chez nos voisins du Midi régulièrement tous les six mois, vous vous évertuïez à bâcler une coalition telle quelle, qui serve de béquilles provisoires au système le plus boiteux qui ait jamais cloché sur le terrain politique.

C'est la chose même à laquelle vous tendez ; c'est de l'union belle et bonne, de l'union réelle, que vous avez conçu l'idée lumineuse de cimenter, comme base future de notre édifice gouvernemental. J'en suis convaincu ; et je ne doute pas que tous vos représentés ne soient aussi touchés que moi de votre zèle pour le bien public.

Mais ce zèle est-il selon la science? Il serait bon, je crois, de s'en assurer au préalable. Reprenons

pour cela la question au point où nous en avons interrompu la discussion.

De quelle union s'agit-il? De l'union entre les catholiques et les libéraux. Et dans quel but? Ce ne peut être que dans celui d'imprimer au gouvernement une direction propre à satisfaire la nation et qui puisse se maintenir. Or cela ne sera que lorsqu'une des deux fractions qui se disputent le pouvoir, gouvernera effectivement, sans avoir désormais à redouter, ni les obstacles que lui susciterait l'autre fraction, ni la défaite finale qu'elle lui préparerait. Et ce sont ces deux fractions-là que vous voulez unir? En vérité, cela ressemble singulièrement à une mauvaise plaisanterie.

Est-ce pour faire dominer les catholiques que les libéraux s'allieraient à eux? ou pour organiser le règne des libéraux qu'on engagerait les catholiques à prêter leur appui à leurs adversaires? Je ne vois que cela de possible. Et, je l'avoue, celle des deux fractions qui se laisserait duper par la jonglerie de l'unionisme en 1840, me paraîtrait bien mériter ce qui lui en reviendrait.

Tâchons une fois pour toutes de nous rendre un compte net et précis de ce qu'est l'union essentiellement et nécessairement. Après cela, *s'il y a lieu*, nous invoquerons son secours; sans cela, nous courrions grand risque de chercher à opérer par son moyen des effets qu'elle n'est peut-être pas à même de produire.

Que des personnes qui diffèrent d'opinion s'unissent dans un intérêt commun, rien de plus naturel. Cet intérêt satisfait, l'union dans ce cas est dissoute ; elle n'a plus de motif; il n'y a par conséquent plus de lien entre ceux qu'elle avait mis passagèrement d'accord et sur un point déterminé.

Mais vouloir unir des personnes qui ont des opinions et un intérêt opposés, pour cela seul qu'elles *pourraient* se proposer un but commun, qu'elles *devraient* placer un intérêt commun au-dessus de leur intérêt privé; c'est, de deux choses l'une : ou une absurdité palpable, ou une insigne tromperie.

Y a-t-il union entre les catholiques? Non : il y

a mieux que cela ; il y a unité. Ils pensent de même ; et de l'harmonie de leurs opinions naît la concordance de leurs volontés ; et celle-ci, lorsque les circonstances le commandent, les fait converger dans leurs actes. Les catholiques ne peuvent pas s'unir : ils sont *uns*.

Y a-t-il unité chez les libéraux ? Non : car il est de l'essence même de la doctrine qu'ils professent de n'avoir que des principes individuels et point de lien commun. Il peut y avoir union entre eux, union de défense contre ceux qui les attaquent, union d'attaque contre ceux dont le triomphe serait leur mort, union contre les catholiques, par exemple, quand ceux-ci pèsent sur le libéralisme trop lourdement, le tracassent trop en détail, manifestent trop ouvertement le plan de s'emparer du présent de la société pour s'en assurer l'avenir. Le sentiment de leur conservation sous l'égide de la doctrine de l'examen qui ne peut être restreinte en rien ni par quoi que ce soit, est alors l'intérêt commun qui unit les libéraux. Mais cette union est simplement négative : elle ne se propose pas

d'édifier; là-dessus les libéraux ne sauraient s'entendre : elle se propose uniquement de résister aux efforts qu'on fait pour démolir le libéralisme. Aussi, dès que les libéraux se croient, comme on s'exprime, *au-dessus de leurs affaires*, toute union cesse entre eux. C'est précisément alors que les catholiques en ont bon marché.

En 1829, les catholiques et les libéraux se sont dit : Nous sommes opprimés les uns et les autres, non comme allant ou n'allant pas à la messe, mais comme n'étant ni protestants ni Hollandais; nous sommes opprimés comme Belges. Qu'on nous vexe, tantôt au nom de la religion et du pape, tantôt au nom de Voltaire et de la philosophie, peu importe; on ne nous en vexe pas moins : et tant que nous nous laisserons aveugler par le machiavélisme du pouvoir, nous n'aurons à accuser que nous-mêmes. Unissons-nous pour nous affranchir. Ni le pape ni la messe ne font ici rien à la chose. Chacun de nous gardera à cet égard et à l'égard de tout ce qui ne se rattache pas immédiatement à l'intérêt de notre émancipation, les idées qu'il s'est faites

ou qu'on lui a faites, et se conduira en conséquence. Mais il nous faut à tout prix de la liberté, de la justice : il nous faut la garantie de nos droits pour consulter Voltaire ou croire au pape, pour fréquenter l'église ou ne pas la fréquenter, comme nous le jugeons à propos.

En 1839, les patriotes belges, encore une fois sans distinction de croyants et d'incrédules, d'hommes d'examen et d'hommes de foi, tentèrent de s'unir contre les menaces de la diplomatie étrangère, la lâcheté ou la trahison de la diplomatie intérieure, et contre l'égoïsme des hommes du pouvoir.

Mais lorsque les Hollandais eurent été vaincus par l'union, et lorsque les morceleurs, l'indifférence populaire aidant, eurent vaincu l'union, chacun reprit ses idées, ses intérêts propres, sa position et son allure à lui, et l'union ne fut plus qu'un souvenir historique.

Quoi! parce que des gens avaient un même intérêt contre un tiers, vous voulez que, cet intérêt n'existant plus, ils aient aussi pour cela le

même intérêt entre eux ! Et quoiqu'ils aient palpablement des intérêts contraires les uns aux autres, vous prétendez qu'ils s'unissent dans un devoir commun qu'il vous plait d'appeler leur commun intérêt ! Parce qu'il leur a fallu à tous secouer le même joug, vous décidez qu'ils seront tous du même avis sur ce qu'ils ont à faire de leur liberté ! Parce qu'ils ont mis de côté la question de la messe alors que la messe n'était pas en question, vous exigez qu'on n'en parle pas davantage, à présent qu'il ne s'agit plus que de savoir qui, *matériellement*, va à la messe ou n'y va pas !

Si cela se pouvait, pourquoi les avis seraient-ils partagés ? pourquoi parlerait-on pour la messe ou contre ? Croit-on en disant que cela se peut, en votant des adresses au roi, en décrétant l'union, faire que cela soit possible, soit réellement ? Tout le monde sera-t-il dès lors d'accord, et conviendra-t-on d'aller tous ensemble à l'église ou de n'en plus désormais franchir le seuil ?

Car c'est là tout le nœud de la difficulté. Et il faut nécessairement que ce nœud-là soit tranché

par l'une épée ou par l'autre. Le desserrer, le défaire, est impossible. N'ayons égard, disent les conciliateurs en matière de pouvoir, ces éternels gâte-sauce, à qui il n'importe qu'une chose, c'est d'y tremper les doigts ; n'ayons égard qu'à la probité et au mérite. Fort bien. Mais en quoi consiste le mérite pour les catholiques? N'est-ce pas à se soumettre au curé, à l'évêque et au pape, et à aller à la messe? Et quelle est à leurs yeux la seule garantie valable de la probité? N'est-ce pas l'orthodoxie et l'exactitude à remplir ce qu'ils qualifient de *devoirs religieux?*

Les libéraux ne préféreront-ils pas toujours l'homme exempt de ce qu'ils appellent, eux, *préjugés religieux*, à celui qui, en y sacrifiant, leur prouve sa bonne foi si l'on veut, mais aussi son manque absolu des lumières indispensables pour précéder le siècle dans ce qu'ils croient ses voies?

Il faut donc que le catholicisme ou le libéralisme triomphe; que le catholicisme ou le libéralisme périsse. Il faut que le libéralisme ou le catholicisme abandonne la direction de la société à

la doctrine rivale. Alors seulement il y aura gouvernement, parce qu'il y aura système, marche, volonté, *du moins pour quelque temps.*

Nous avons parlé de conciliateurs. Ceux-là mettent en avant un système mixte, un ministère mi-partie, une marche que je suis fort embarrassé de définir, puisqu'il s'agirait de se mouvoir pour n'aller nulle part, ni en avant ni en arrière, ni à droite ni à gauche. Et c'est l'expédient qui semble devoir l'emporter, parce que, n'engageant finalement à rien, il permet cependant d'avoir l'air de paraître manifester une intention quelle qu'elle soit. C'est l'expédient de tous ceux qui sont littéralement *à bout,* mais qui ne veulent pas se l'avouer à eux-mêmes, qui ne veulent surtout pas que les autres s'en aperçoivent.

« Le ministère, ainsi s'expriment les chambres, n'a pas notre confiance. » Hé ! mon Dieu, messieurs; ni la nôtre non plus. Il ne s'avancerait pas trop, je crois, celui qui dirait, en général, que, depuis notre indépendance, la nation n'a encore tenu que faiblement à tous les ministères dont elle a été gra-

tifiée. Mais un ministère catholique aura-t-il jamais la confiance des libéraux? Un ministère libéral aura-t-il jamais la confiance des catholiques? Un ministère mi-partie aura-t-il la confiance de personne?

Il aura la confiance de ceux qui le composeront, et l'appui de ceux qui y gagneront : voilà tout.

Et s'il pouvait effectivement être aussi catholique que libéral, il s'ensuivrait forcément qu'il ne serait plus ni l'un ni l'autre, qu'il ne serait plus rien.

Mais le ministère sera toujours un peu plus catholique que libéral, ou un peu plus libéral que catholique. Et s'il ne l'était pas, on croirait ou on ferait semblant de croire qu'il l'est; ce qui reviendrait à la même chose.

Quant au système mixte, j'avoue que je ne comprends pas ces mots, à moins qu'ils ne signifient un système qui n'en est pas un, le défaut de tout système. Jamais la juxta-position de deux ou plusieurs idées disparates ne constituera un raisonnement sain et concluant. Le système mixte, ce

seraient, dans l'espèce, des hommes d'opinions incompatibles qui s'uniraient pour, diraient-ils, se dévouer au bien public en acceptant un portefeuille; ce qui, traduit en langage non parlementaire, devrait s'interpréter : pour immoler à leur cupide égoïsme personnel jusqu'à leur dignité de citoyen et d'homme. Et une fois leur ambition satisfaite, leur ambition qui avait été le seul point de contact, le seul rapport entre eux, ces ministres se tourneraient chacun de son côté et du côté des siens. Singulière conciliation que celle-là ! Et surtout très-avantageuse à une nation qui demande qu'on marche avec elle, et non qu'on la disloque sans relâche en la tiraillant dans toutes les directions!

Savez-vous quel serait l'effet unique de la formation d'un ministère de conciliation ou de coalition? Ce serait de resserrer les éléments d'irritation dans une plus étroite enceinte. Ce serait de déplacer le champ de bataille. Au lieu d'une guerre ouverte entre le pouvoir ministériel et l'opposition qui aspire à ce pouvoir, vous auriez une guerre sourde entre les ministres mêmes : au lieu de se battre

pour le gouvernement, on se battrait au gouvernement : au lieu du grand abîme creusé par eux-mêmes, dans lequel les ministres sont lancés tour à tour, vous auriez des trébuchets où les ministres se prendraient les uns les autres.

En serions-nous mieux?

La victoire donç, n'importe de quel parti, en serait réellement une pour la Belgique, qui saurait enfin où elle va, et pourquoi, et comment. Mais y aura-t-il victoire? Je ne le pense pas, du moins de sitôt. Des chambres, la lutte entre catholiques et libéraux descendra aux élections et au peuple; comme elle est montée du peuple aux élections et aux chambres. Or les libéraux ont tout juste la force nécessaire pour empêcher les catholiques de se servir de la leur; et ainsi des catholiques dans leurs relations avec les libéraux. Il ne peut donc rien résulter de cet état de choses, ni pour les uns, ni pour les autres, et encore bien moins pour nous, que de nous user tous les uns les autres sans profit pour qui que ce soit. Je ne conteste point la bonne volonté des deux parts, ni les lumières, ni, si on

veut, l'amour de l'humanité ; mais je soutiens que tout cela est inutile, parce qu'il y a impuissance, et que la société ne peut vivre ni de désirs, ni de promesses : elle ne vit que de faits.

Le mal est irrémédiable. Il se reproduit partout, sous des apparences diverses et avec des prête-nom différents ; mais toujours identiquement le même. Croira-t-on, ou examinera-t-on ? Se soumettra-t-on aveuglément, ou conservera-t-on le droit de délibérer ? En d'autres termes, gardera-t-on, oui ou non, les libertés acquises de la parole et de la presse ? ou, en un seul mot, sera-t-on ou ne sera-t-on pas libre ?

S'il était possible qu'en Belgique l'un ou l'autre parti l'emportât de haute lutte, qu'en arriverait-il ? Voyons.

Les catholiques, maîtres du pays, le domineraient, je ne dis pas seulement pour eux-mêmes mais par eux-mêmes. L'assiduité à la messe serait dès-lors de rigueur pour obtenir le moindre emploi, et les billets de confession tiendraient bientôt lieu de certificats de capacité et de moralité de

tout genre : et n'obtiendrait ces billets que celui qui, comme de juste, se serait aplati complètement sous le niveau clérical, aplati d'esprit et de bourse.

Il faudrait donc être catholique ou le sembler, croire ou faire l'hypocrite, être, pour parler comme les libéraux, un imbécile ou un fripon. Ce n'est pas tout : l'enseignement serait exclusivement du domaine de l'église, de manière que, moyennant la censure épiscopale et la législation des mains-mortes, moyennant des congrégations permanentes et des missions ambulantes, nous pourrions nous flatter de nous retrouver, dans une ou deux générations, aussi avancés..... qu'on l'était à l'époque de la réformation de Luther.

Que si les libéraux demeuraient les seuls arbitres du pouvoir, oh! alors nous avancerions à coup sûr; mais vers où? c'est ce qu'il serait de toute impossibilité à personne de prédire ou de prévoir. Chacun irait où il voudrait. Il n'y aurait d'accord que pour maintenir en faveur de tous cette pleine et entière liberté de chacun. Je me

trompe : il y aurait accord en outre; si l'on peut appeler de ce nom ce qui serait précisément la preuve la plus flagrante de l'antagonisme radical et universel; il y aurait accord en ce que chaque individu voudrait dominer, diriger et exploiter la société à lui tout seul. Dans cette supposition, il faudrait être libéral indubitablement pour avoir voix prépondérante dans le conseil social, et pour y jouer un rôle actif. Mais les catholiques qui se résigneraient à ne rien vouloir et à ne rien faire, seraient protégés : d'abord parce qu'ils ne gêneraient point ceux qui se seraient réservé de vouloir et de faire; ensuite parce qu'ils garantiraient de leur mieux, sinon la conservation d'un ordre qui n'existerait plus, du moins l'espoir de voir le désordre faire des progrès un peu moins rapides; enfin parce qu'ainsi ils assureraient provisoirement le pouvoir, avec ses avantages et ses jouissances, aux mains qui s'en seraient saisies. Car les libéraux ont peur de leurs propres principes. Ils sentent instinctivement que l'analyse indéfinie ne les mènera jamais à la synthèse, et que la subdivision

sans limites équivaudra finalement à une vaporisation qui échappe aux sens.

Et pourvu que les catholiques ne règnent pas, c'est-à-dire ne les mettent pas, eux libéraux, immédiatement à la porte, ils ne demandent pas mieux que de se servir du catholicisme, pour rendre un peu moins incliné le plan sur lequel ils désirent ne glisser que le plus lentement possible vers le précipice.

Au quatrième siècle de l'ère vulgaire, il fallait aussi que le christianisme, cette doctrine de l'examen d'alors, mais de l'examen qui ne laissait de choix qu'entre l'autorité ancienne et la nouvelle autorité, entre les vieilles idées de l'empire et la jeune révélation de Jésus; il fallait, dis-je, que le christianisme écrasât le paganisme ou qu'il en fût écrasé. Constantin éleva l'innovation, comme la qualifia son successeur Julien, sur le trône du monde. Julien, que les novateurs flétrirent du nom d'*apostat*, tenta de relever peu après le catholicisme romain d'alors. Ce fut en vain. L'empire entier innovait; les païens qui se croyaient le plus

catholiques étaient, dans un sens ou dans un autre, plus ou moins chrétiens. Même là où on ne voulait pas encore du culte du Christ, on ne voulait plus de la tradition païenne. La question s'était bornée à savoir qui, *matériellement*, allait au temple ou n'y allait plus, qui sacrifiait ou ne sacrifiait pas à Jupiter. Les fanatiques adversaires des idoles, qui n'avaient eux-mêmes que des adversaires très-peu fanatisés pour elles, furent en peu de temps maîtres de toutes choses.

La société se reconstitua à l'ombre du principe d'autorité qui unissait les chrétiens entre eux. Il n'y eut plus qu'une société chrétienne et des chrétiens.

Il en serait de même aujourd'hui si les libéraux avaient un principe positif de croyance et d'action. Mais ils n'ont pu et ne pourront jusqu'au bout que préparer les voies à ce principe que posera la raison humanitaire. Tant que ce critérium universel du vrai et du juste n'aura pas été socialement proclamé et accepté, il n'y aura rien de fait, et il faudra constamment défaire.

Ne l'oublions pas : ce fut du sein même de l'unité dogmatique du christianisme, que surgirent les plus énergiques protestations contre elle. Toutes tendirent à l'établissement d'une autorité de leur façon; ce qui seul était une négation tacite du principe d'une autorité unique, réelle, et vraie à l'exclusion de toute autre : peu réussirent à faire reconnaître leur autonomie, si ce n'est comme autorité purement négative. La grande réformation protesta, elle, contre le principe même de l'autorité, et par conséquent contre toute règle imposée à une église ou à une société quelconque : l'examen dès lors marcha tête levée. Le libéralisme en applique aujourd'hui les doctrines à tout ce qui est d'intérêt humain; c'est maintenant entre les partisans de l'autorité sans preuves logiques et ceux du droit illimité d'examen de tout et pour tous, une guerre à outrance, une suite de combats à mort.

Et l'indolence est du côté des catholiques qui n'ont qu'à arrêter, qu'à immobiliser, qu'à conserver; l'ardeur est de celui des libéraux qui veulent

toujours avancer, réformer, changer. Les catholiques résistent à une action qu'ils n'ont pu empêcher : les libéraux accélèrent l'impulsion qu'ils y ont donnée. Il y a force vice chez ceux-ci ; il y a tout au plus force retardatrice chez les autres.

L'examen finira par demeurer seul maître du terrain : car la guerre est sans paix ni trève ; et la liberté est invincible, appuyée qu'elle est sur la presse à laquelle elle a donné naissance, et qui elle-même est indestructible, comme la pensée dont elle est l'expression et la réalisation. L'autorité imposée est, au contraire, variable de sa nature et caduque. Combien d'autorités diverses l'histoire ne nous montre-t-elle pas, qui se sont heurtées, qui se sont supplantées l'une l'autre?

Avant que la messe succombe définitivement, il y aura cependant encore bien des réactions en sa faveur. Nous vivons au milieu des oscillations que cet état de choses occasionne ; et ce n'est guère consolant. Pour quelques intrigants qui s'en accommodent, les masses en souffrent. Et il devient de plus en plus difficile de communiquer à la so-

ciété un mouvement quelconque régulier à la fois et stable. Il faut que cette difficulté soit poussée jusqu'à l'impossibilité la plus absolue.

Une violente et brusque secousse, qui brisera en éclats la machine gouvernementale parce que l'un ou l'autre des rouages principaux s'en sera tout d'un coup détaché, mettra, un peu plus tôt un peu plus tard, un terme à ces misères. Ce qui se passe sous nos yeux, savoir la lutte de domination entre catholiques et libéraux, entre ceux qui veulent ce qui ne se peut plus, et ceux qui ne veulent pas même ce sans quoi rien ne se peut, entre les conservateurs de toutes les erreurs et de tous les abus et les démolisseurs de toutes les vérités et de tous les principes, quelque déplorable d'ailleurs que ce soit, présente du moins encore des signes de vie. Notre société en décomposition rendra le dernier soupir, le jour où cette lutte cessera par le triomphe complet des uns ou des autres. Car, je le répète : le *catholicisme-pouvoir* se divisera, comme il a toujours fait, contre lui-même ; le *libéralisme-pouvoir* fera ce qu'il lui est impossible de ne pas

faire : il subira les conséquences fatales de son principe de division.

C'est par le doute, le fractionnement à l'infini qui en est la suite, l'anarchie en un mot, que la société actuelle doit périr dans sa forme.

Jusqu'à cette catastrophe, il y aura inévitablement, au lieu de ce qu'on appelait jadis société et gouvernement, trois parties intégrantes et distinctes de notre chaotique agglomération humaine : celle des exploiteurs en pied ; celle des opposants qui les envient en attendant qu'ils les remplacent ; enfin celle des exploités. Ceux-ci demandent qu'on les gouverne pour le bien général ; ce qui ne se peut plus : les autres veulent gouverner ; ce qui ne se peut qu'à tour de rôle, c'est-à-dire pour le temps strictement nécessaire à une opération d'intérêt privé. Est-il étonnant que le public ne prenne d'autre part à cette honteuse *course aux portefeuilles* que celle de siffler vainqueurs et vaincus ?

Je désirerais de tout mon cœur comme bien d'autres, que les choses ne fussent pas ainsi ; mais

cela les changera-t-il? et est-ce une raison pour ne pas crier sur les toits qu'elles sont ainsi?

Cela démontre du moins, que la voie dans laquelle on se précipite n'a point d'issue, et qu'y avancer n'est que se fourvoyer davantage. Ce ne sera que lorsque tout le monde sera convaincu de cette vérité, qu'on cherchera une autre voie, et qu'on la trouvera.

Et avant cela, on ne gouvernera point; on ne trouvera personne qui puisse gouverner : nous nous laisserons aller à la force des choses, qui nous sauvera par l'excès du mal.

18 mars.

LE

GOUVERNEMENT

CONSTITUTIONNEL-REPRÉSENTATIF

ATTEINT ET CONVAINCU D'IMPUISSANCE.

LE

GOUVERNEMENT

CONSTITUTIONNEL-REPRÉSENTATIF

ATTEINT ET CONVAINCU D'IMPUISSANCE.

Lettre

A M. VAN BOMMEL,

ÉVÊQUE DE LIÉGE;

PAR DE POTTER.

Le scepticisme semble vouloir étendre
son empire sur le monde entier.
VOYAGE AUTOUR DU MONDE.



BRUXELLES.
CHARLES HEN, ÉDITEUR-LIBRAIRE,
RUE DES MINIMES, 20.

1841

Lettre

A M. VAN BOMMEL,

ÉVÊQUE DE LIÉGE.

Vous avez, monseigneur, laissé échapper à votre plume quelques mots d'une bien haute portée dans une bouche comme la vôtre.

« Messieurs, avez-vous écrit aux membres du conseil communal de Liége, j'aurai toujours besoin à l'intérieur de l'église de toute mon autorité, quand ce ne serait que pour faire respecter la vôtre à l'extérieur. »

Cela est vrai, très-vrai ; mais effrayant de vérité.

Je ne suis pas étonné que vous, monseigneur, qui évidemment êtes doué d'une intelligence supérieure à celle de la plupart des hommes de votre parti, vous vous soyez rendu compte à vous-même du véritable état des choses; mais je le suis que vous ayez osé exprimer tout haut votre opinion, avec une crudité que la prudence, dont vous devriez également être pourvu, ne me semble pas avouer.

Je me trompe fort, ou vous avez voulu faire entendre aux magistrats qu'il est de leur devoir de vous soumettre les esprits, pour que vous puissiez leur soumettre les corps et, avec les corps, les richesses dont se compose le domaine social. Car les richesses ne sont qu'une extension des forces physiques chez les individus, à l'aide de laquelle ils parviennent à mieux réaliser leur liberté. Or si les magistrats coopéraient à la confiscation de cette liberté à votre profit, vous pourriez de votre côté assurer aux magistrats la disposition arbitraire des individus eux-mêmes, corps et biens.

Après cela, quand, avec l'assistance du pouvoir, vous vous seriez emparés des ames, vous contenteriez-vous de cette conquête morale? N'y verriez-vous pas ce qu'elle serait en effet, savoir la conquête matérielle de l'homme tout entier? et ne refuseriez-vous pas de vous en dessaisir en faveur du pouvoir qui, lui-même, se trouverait dans votre dépendance? Ce sont là des questions que je ne me

suis pas proposé d'examiner dans cette lettre. Je me borne à rechercher si, dans l'état donné des choses, état qui existe et que, comme nous faisons, vous devez accepter, *quand même*....., la magistrature peut réellement quelque chose pour vous, et si vous, vous pouvez quelque chose pour elle.

Inutile de dire que par *magistrature* j'entends le pouvoir civil sous toutes ses faces et dans tous ses degrés; et par *vous*, monseigneur, l'autorité religieuse catholique que vous représentez.

Cela posé, ma réponse est catégorique et positive : c'est que vous ne pouvez activement rien l'un pour l'autre, rien l'un contre l'autre, que même, en thèse générale, vous ne pouvez rien, ni le pouvoir ni vous; qu'une même fatalité vous pousse tous deux, qu'un même destin vous emporte, qu'une même fin vous attend : j'ajoute que vous-même en faites l'aveu tacite.

Que signifie cette menace : « Magistrats, protégez les prêtres; ou les prêtres vous abandonneront, et vous tomberez dans le mépris? »

Ce n'est donc pas, comme j'aurais aimé à le croire, au devoir des hommes puissants que vous vous adressez, mais seulement à leur intérêt, à leur égoïsme, à leur poltronnerie. « Voulez-vous être forts? dites-vous; donnez-nous de la force. Nous nous emploierons pour vous comme vous vous serez employés pour nous. Service pour service.

Vous nous aurez passé la casse, comme dit le proverbe, et nous vous passerons le séné. Amis zélés, les prêtres sont des ennemis implacables : vous le savez. Au lieu de nous nuire réciproquement, entendons-nous. Cet arrangement à l'amiable nous livrera la société sans partage, et nous l'exploiterons avec vous, de compte à demi. »

Ouais ! monseigneur, je comprends cela fort bien. Je comprends qu'on le pense ; je comprends qu'on le veuille; je comprends qu'on traite sur ce pied : mais seulement entre intéressés exclusivement, à huis clos, en conciliabule secret, incomparablement plus secret que les réunions maçonniques, dont l'inoffensif mystère vous semble si redoutable pour vos mystères à vous, pas tout à fait aussi innocents.

Mais qu'on le dise tout haut, qu'on le proclame, qu'on le crie sur les toits ! C'est à s'y perdre.

Quand Napoléon eut rouvert les temples catholiques en France, on vit paraître dans le catéchisme une vertu quasi-théologale toute nouvelle, savoir celle de la fidélité à la dynastie impériale. Cela sautait aux yeux. Cependant on n'avait jamais eu l'indiscrétion de publier l'accord en vertu duquel l'empereur aurait soumis les Français au droit pontifical afin qu'il leur fît accepter le fait de l'empire.

Monseigneur, vous avez en vue une transaction

toute temporelle et mondaine; la chose est claire. L'église, par votre organe, manifeste son désir de rentrer dans la jouissance du pouvoir réel dont elle disposait autrefois et que l'état lui a enlevé. L'état, de son côté, commence à sentir qu'il a besoin d'autorité spirituelle pour conserver son pouvoir, et que cette autorité, il n'a pu l'enlever à l'église avec le pouvoir. Vous promettez à l'état l'application d'une partie de votre autorité religieuse, et en récompense, vous lui demandez une partie de son pouvoir civil. N'est-ce pas ainsi? Dans le siècle des transactions, des atermoiements, du doute sur tout, de la peur de tout, sous l'empire du *mezzo termine* par excellence, de la transaction-mère qu'on appelle *régime constitutionnel-représentatif*, ce n'est pas déjà si maladroit. Je ne vous reproche aussi que la seule maladresse d'avoir convoqué le public pour discuter les termes d'un accommodement dont il ne faut pas le faire juge, quoiqu'il en soit l'objet, et parce qu'elle doit se résoudre en une spéculation chez lui, sur lui et sans lui.

Le public sera tenté d'établir une comparaison entre l'église telle que vous la faites, monseigneur, et une autre institution gouvernementale pour laquelle, à cause des abus auxquels elle s'est toujours si honteusement prêtée, il ne professe pas une bien haute estime. Le pouvoir, dira-t-il, a une police, ostensiblement chargée de faire avor-

ter les crimes en projet, afin de diminuer un peu la tâche du bourreau ; et il la protége. Est-ce à cette protection que l'église aspire et pour les mêmes motifs ? Que les grands de la terre demandent une religion pour le peuple, c'est-à-dire fondée par eux contre le peuple, cela se conçoit : ils nient, eux, qu'il y ait une religion absolue, ou indépendante de tous et égale pour tous. L'église le nierait-elle de même ? Il faut le croire puisqu'elle se ravale au niveau de la police, et qu'elle s'offre moyennant un honnête guerdon, à garantir les grands de la terre contre le vol au dedans et les pillages au dehors, contre les domestiques dont ils s'entourent et les prolétaires qui les entourent.

Je passe, monseigneur, à l'examen plus direct de votre fameuse phrase.

J'ai déjà dit que je suis tout à fait d'accord avec vous sur la source de la force qui est toujours l'autorité, et sur ce que toute espèce d'autorité se résume dans l'autorité religieuse. Je le suis encore sur ce que cette autorité, depuis le moyen âge et aussi longtemps qu'elle a été sociale dans notre Europe, vous a eus pour dépositaires. Je le suis enfin sur l'énorme faute, la faute irréparable que le pouvoir civil a commise envers lui-même en vous en dépouillant. Il a cru ne faire autre chose que secouer le joug que vous faisiez peser sur lui ; et il a brisé tout joug quelconque. Il a remporté

sur les prêtres une victoire complète : mais dès que leur armée a été en déroute, la sienne s'est dispersée. En les tuant comme autorité, il s'est suicidé comme pouvoir. Il en est aujourd'hui à jeter au vent de vaines formules de commandement que personne n'écoute, et que bientôt il ne lui sera plus même permis de proférer.

Je suis donc bien plus explicite que vous, monseigneur; je ne dis pas aux magistrats : « Conservez la considération au sacerdoce, pour que vous ne soyez pas couverts de mépris. » Mais bien : « Vous avez porté le dernier coup à la considération que la religion inspirait aux peuples; le mépris des peuples vous attend. »

Ce n'est plus ici une menace; c'est la constatation d'un fait : ce n'est plus une punition ; c'est une conséquence. Le fait, c'est l'autorité éteinte, et cette extinction dévoilée par des actes du pouvoir. La conséquence, c'est la chute du pouvoir.

Si je parais charger le pouvoir de l'erreur dont il se serait rendu coupable en vous perdant, je ne le fais que pour me conformer un instant à votre manière de voir, qui est que la force pouvait quelque chose contre l'autorité comme vous pensez qu'elle peut quelque chose pour elle. Ce n'est cependant pas mon avis. Selon moi, la force n'est que l'autorité réalisée; elle est donc aussi incapable de nuire à cette autorité même que de la

servir, tant que celle-ci existe comme telle. Elle n'est puissante que contre ceux qui s'obstinent à vouloir imposer et interpréter cette autorité, parler, enseigner, prescrire et régner en son nom, *lorsqu'elle n'est plus*.

Le pouvoir a employé sa force dans ce sens. La dernière illusion de l'autorité a été détruite. Mais aussi le prestige de la force s'était dissipé, et le pouvoir, en principe du moins, était anéanti.

Lorsque la force déblaie le terrain social des gravois qui l'obstruent, c'est que déjà l'examen n'y a laissé que des débris. Mais elle-même ne brise pas l'autorité : elle en enlève les décombres. C'est ainsi que les irruptions des peuples du Nord n'ont pas introduit la barbarie dans l'empire des Césars. Cette barbarie y avait tout vicié, tout dépravé, tout flétri, avant qu'ils survinssent. Sans elle, ils n'y auraient jamais pénétré. Une fois qu'ils y furent, ils n'eurent qu'à jeter à la voirie les lambeaux du grand cadavre épars sur le sol.

Hé bien! c'est là le cas pour l'autorité que vous soutenez. Elle avait succombé sous les coups de la discussion philosophique, lorsque le pouvoir aussi crut devoir se ranger parmi ses adversaires. Il était las de voir les prêtres tenter de s'en servir, même contre lui, comme si rien n'avait été examiné, rien débattu, rien renversé. Il voulut recueillir les fruits d'une victoire à laquelle il n'avait point contribué :

il se fit pillard à la suite. Mais le pouvoir non plus ne s'était pas nettement rendu compte de ce qu'il est essentiellement, savoir l'expression de l'état social qu'il croit régir et qui, au contraire, le domine. Il humilia les prêtres jusqu'au pied de l'autel. Qu'arriva-t-il? Que, lorsqu'il étendit la main vers l'autel pour y saisir l'autorité religieuse et en faire sa proie, il n'y en avait plus trace. Il demeura donc avec une force mécanique uniquement, dépendante de chacun et de tous, et qui allait être matériellement disputée tout entière à tous par chacun.

Les majorités montaient sur le trône.

Ne m'objectez pas, monseigneur, que l'autorité sans force ne serait bonne à rien. Je vous répondrais que l'autorité sociale est toujours forte, tant qu'elle est autorité acceptée socialement. C'est, ajouterais-je, la force qui n'est rien sans celle-ci; et il peut y avoir *momentanément* force sans autorité. Même, quand l'autorité manque, la force se montre seule. C'est précisément où nous en sommes. La société n'est plus alors que l'accord, pour ne pas dire la ligue des intérêts de la majorité contre ceux de la minorité, qui est en conspiration permanente contre son heureuse rivale. Et peu à peu on rétrograde vers *l'état,* comme on dit, *de nature,* où le plus fort a raison contre le plus faible, où plusieurs ont droit contre un seul, où, en un mot, il n'y a plus dans le fait, ni raison, ni droit.

Les premiers chrétiens, mus par l'autorité qui les unissait et avec la foi pour étendre son empire, étaient déjà forts virtuellement : ils finirent par s'imposer au monde civilisé, ainsi que leurs doctrines. Qu'était devenue, sur ces entrefaites, l'autorité précédente, celle du paganisme romain? Quelle fut la force du pouvoir romain auquel elle avait servi de support? Il n'y avait plus d'autorité, plus d'unité, plus de force; il y avait des intelligences toutes divisées entre elles, et de l'espace qu'aucune ne pouvait remplir : le christianisme occupa l'espace, après avoir uni les intelligences qu'il domina, et soumis les corps qui n'avaient plus qu'une même intelligence.

Quelques siècles plus tard, l'autorité catholique en appela à la force pour l'affermir : elle se sentait chanceler. Les lois protégèrent l'orthodoxie; la conviction fit place à la terreur, et les flammes du bûcher furent substituées au flambeau de la foi. L'inquisition fut la clef de voûte de tout l'édifice religieux. Clef et voûte s'écroulèrent bientôt sur le sacerdoce; et il ne resta plus à l'humanité de son vieil abri social, que quelques pans de mur lézardés, que l'on convient de replâtrer, de temps à autre, de peur qu'ils n'écrasent tout dans leur éboulement.

L'état aujourd'hui en est au point où était alors l'église; et il y est en conséquence de ce que l'é-

glise y a été. Le pouvoir n'a plus de garantie que dans un besoin vague d'un ordre tel quel, dans l'intérêt actuel de chaque individu à ce qu'il ne soit point sacrifié à tous les autres, dans la crainte indéterminée d'une révolution qui pourrait tout compromettre et tout bouleverser.

Ce sont là des garanties bien faibles, et que les passions individuelles, ou de secte, ou de parti doivent facilement et souvent neutraliser.

Ne partagez-vous pas, monseigneur, mon opinion sur l'autorité, qui me paraît chose spirituelle ou morale exclusivement? Je n'y vois, pour ma part, que l'acte d'assentiment libre, en vertu duquel les intelligences se soumettent à un principe qui, en conséquence, devient, pour les adhérents, le critérium de leurs jugements et la règle de leur conduite. Et lorsque la société entière adhère, l'autorité est sociale; et l'adhésion par laquelle on s'y rattache, est le lien le plus puissant, le moyen d'ordre le plus réel, la force et la durée. Avant que le besoin d'examiner pour croire se fût fait sentir, cette autorité ne reposait que sur la foi qu'on avait aux révélateurs du principe. Depuis que l'examen est passé en fait, et que la généralité du fait a forcé de le constituer en droit, il n'y a plus de révélateurs, plus de vérité sur parole, plus d'autorité du tout. Et c'est folie que de demander à la force d'en rétablir une, ou de prêter son appui à la fan-

tasmagorie de l'autorité d'autrefois, laquelle, plus on chercherait à la rendre terrible, plus elle prêterait aux plaisanteries de l'incrédulité. Croyez-moi, monseigneur, la religion extérieure, telle que le temps et les hommes l'ont faite, est bien peu de chose, trop peu de chose pour que, sous le nom *d'autorité du clergé dans l'église*, vous mettiez tant d'importance à la restaurer. Il serait sage de laisser tranquillement briller et successivement s'évanouir les quelques lueurs que cette religion jette en mourant, sans vouloir l'entourer d'artifices qui la feront pétiller et bruire un instant, il est vrai, mais pour éclater aussitôt et s'éteindre comme un pétard.

Je l'ai dit ailleurs : une religion ne se décrète pas; on ne convient pas d'un principe social, inventé *ad hoc*, discuté et voté par le plus grand nombre; il n'y a jamais eu de croyance par ordre. J'ajouterai ici qu'on ne soutient pas une religion qui tombe, qu'on ne relève pas une religion qui est tombée, avec l'appareil des lois et de la force publique. Vous vous targuez, monseigneur, d'opinions mortes, dont il ne reste qu'une phraséologie sans signification, des cérémonies dépourvues de tout sens social, et une hiérarchie sans influence véritable dans les affaires du monde : croyez-vous que tout cela reprendrait corps et vie par cela seul que le pouvoir ferait, par exemple, placer deux

sentinelles à la porte de votre palais? La question que vous avez soulevée est tout entière là.

Mais que vous parlé-je de sagesse? En vérité, l'esprit de vertige qui vous fait tourbillonner autour du pouvoir, dans notre petite Belgique, paraît vous en avoir fait oublier jusqu'aux premiers éléments.

Quoi! il ne survivait à la maçonnerie que ce qui survit au catholicisme, le nom; et ce nom ne réveillait aucune idée hostile aux habitudes catholiques. On était maçon comme on était catholique, et on était l'un et l'autre tout ensemble, sans que cela tirât à conséquence, parce que l'un et l'autre étaient désormais sans conséquence, n'étaient plus rien du tout au fond et en réalité. La maçonnerie vous avait combattus, qui le nie? mais seulement tant qu'il y avait eu chez vous quelque chose qu'elle pût combattre : après cela elle était rentrée dans l'oubli où elle vous avait aidés à la précéder. Tout eût été dit, monseigneur, si vous ne vous étiez avisés de vous servir du malencontreux droit que la constitution vous assure, cela est incontestable, le droit de faire une sottise. Vous avez voulu faire de la force morale, sans songer que, si elle rencontrait de l'opposition, vous ne pouviez plus l'appuyer sur de la force matérielle. Tout en ayant l'air de se fâcher quelque peu contre vous, on haussa les épaules : mais on se reforma. Si vous aviez pu disposer de

moyens coërcitifs, probablement vous les auriez appelés à votre aide. C'eût été bien pis alors : on se serait fâché pour tout de bon. Et dans le siècle où, à défaut de raison véritable, la force, soit numérique, soit organique, est tout, vous eussiez été battus pour tout de bon aussi, gardez-vous d'en douter.

Après avoir reconstitué les maçons, vous essayez, à ciel découvert, de mettre la main sur l'instruction publique. C'est, il est vrai, la liberté de de l'enseignement que vous invoquez seule; mais c'est le monopole de l'instruction qui est votre but. On n'est pas dupe de vos paroles. On sait que vous ne voulez, que même, dans l'état des choses, vous ne pouvez vouloir la liberté que pour vous assurer la domination. Vos prétentions d'ailleurs sont fort légitimes. Tout le monde les émet; vous pouvez de plus les effectuer, et vous le faites : soit. Sous le régime des majorités, la liberté en tout et pour tous est l'expression de l'incertitude sur toutes choses, et de l'indifférence en tout ce qui n'est pas d'intérêt actuellement et palpablement individuel. Mais vos prétentions sont-elles raisonnables? Non certes : il fallait laisser faire les libéraux. Ils auraient organisé l'instruction dans leur sens, j'en conviens; mais ils vous y auraient réservé une bien belle part, la plus large que vous puissiez effectivement y avoir, celle de retarder le plus possible la crise sociale que

les libéraux sont condamnés, eux, à hâter. Cela eût bien mieux valu, *pour vous*, que d'organiser vous-mêmes l'instruction sous des formes catholiques, mais avec une tendance inévitablement libérale. Car, je vous défie, monseigneur, de l'organiser autrement ; à moins que vous ne vouliez l'abolir : *ce que vous ne pouvez pas*. Les libéraux ont besoin de vous pour vivre un peu plus longtemps ; et pour cela ils vous feront vivre *si vous les laissez agir*. Ils vous demanderont même en grâce de vous jeter entre l'anarchie qu'ils ont préparée et l'ordre quelconque, dont provisoirement vous serez les champions dans votre intérêt et le leur.

Troisième gaucherie : vous aviez un ministère libéral qui vous obéissait comme s'il vous eût été dévoué. Je sais bien que c'était à contre-cœur ; pas n'était besoin pour cela que l'organe de ses doctrines en fît le trop candide aveu ; mais qu'importe? Ses services en étaient-ils moins réels? N'était-ce pas même un vrai plaisir, un plaisir des dieux, de damner éternellement dans l'autre monde des hommes qui vous conservaient l'empire de celui-ci, uniquement parce qu'ils le faisaient en rechignant? Hé bien, au lieu de les apprécier comme il fallait, au lieu d'épauler de votre mieux de si précieux auxiliaires, vous les chicanez, les humiliez, les provoquez, vous les attaquez enfin ouvertement et, faute des fautes ! vous voulez vous mettre à leur

place [1]. La place de ministres! vous ne savez donc pas, monseigneur, que c'est aujourd'hui la plus triste des positions, que c'est un véritable pilori poli-

[1] Ceci était écrit avant la chute du ministère libéral, comme on l'appelait, pour cela seul que les titulaires n'étaient peut-être pas très-assidus aux offices de l'église. Cette chute est un des coups de tête les plus imprudents que les catholiques pussent se permettre. Ils ont troqué des ministres utiles quoique malveillants, contre des ministres bienveillants, il est vrai, mais que la nécessité de ne pas trop faire crier les libéraux forcera à des concessions qui les rendront inutiles. Les ministres passés seraient allés même à la messe pour rester ministres; les ministres présents iront à la messe, et ne resteront pas ministres. Après eux, il y aura au pouvoir, ou des libéraux moins dociles, ou des catholiques moins accommodants. Le catholicisme reculera avec les uns comme avec les autres: car il se trouve entre deux abîmes, celui que lui creuse son exagération, et celui où le poussent ses ennemis. Les libéraux maintenant sont piqués au jeu. Ils laissaient passer les avances qu'on faisait aux catholiques en leur nom; ils ne recevront plus les avances des catholiques qu'avec défiance. C'était une paix plâtrée: c'est devenu une guerre sérieuse.

Quant à la conciliation, il y aurait de l'ingénuité à nous en occuper ici. Laissons une erreur aussi douce à ceux qui proposent cette utopie de bonne foi; les autres, il serait difficile, non de les convaincre, mais de leur faire avouer la vérité contre l'intérêt qu'ils ont à soutenir le mensonge.

tique! Quelque désintéressé d'ailleurs que puisse être celui qui s'y résigne, ce n'est que par ambition ou par cupidité qu'il paraît en affronter les misères. Et il n'en descend jamais aussi pur aux yeux du public, qu'il y est monté. Qu'y fait-on au surplus? quelque chose pour soi et pour ses parents et amis politiques ou religieux : voilà tout. Pour la nation, on ne fait rien ; ou on fait le mal. Et c'est là que vous voulez pousser les vôtres! Y pensez-vous?

En étaient-ils moins bons les marrons que les libéraux vous tiraient du feu? faut-il, pour les savourer, que vous y fassiez brûler des pattes catholiques? Les actes de déraison et d'iniquité que les ministres, quels qu'ils soient, sont forcés de faire, comme acteurs obligés dans un drame dont le nœud est le scepticisme et qui aura le désordre pour dénouement, voulez-vous absolument les faire vous-mêmes? Voulez-vous en faire porter au catholicisme la déplorable responsabilité? Laissez les libéraux achever la démolition de leur masure : c'est leur métier. Vous, recrépissez-la ; c'est le vôtre. Elle n'en tombera pas moins : mais elle vous aura hébergés jusqu'à la fin, comme tout le monde ; et vous n'encourrez pas le blâme d'avoir mis, de vos mains, le feu à la mine dont l'explosion doit, un jour ou l'autre, nous faire sauter tous.

Le parti qui agit, à l'époque actuelle, fait néces-

sairement des fautes dont profite le parti contraire. « Attendre les sottises d'autrui est, aujourd'hui comme au temps de Tacite, la plus grande preuve de sagesse. » Voulez-vous que ce soit votre parti qui fasse triompher celui des libéraux? alors continuez : sinon, changez promptement et radicalement de tactique. Sans les libéraux et leurs bévues, il y a longtemps que vous seriez tombés tout à plat; et ils seraient depuis longtemps tombés sans vous. Vous faites leurs affaires comme les rois font celles des républicains, et eux les vôtres comme les républicains ont fait jusqu'ici celles de la royauté.

Croyez-m'en : tenez-vous cois. Vous y gagnerez, et le libéralisme n'y perdra rien. En voulant brusquer la victoire, vous ne faites que hâter votre défaite : car alors les libéraux ne craignent plus que vous. Ils n'ont qu'un intérêt, celui de s'opposer à vos progrès; et pendant qu'ils vous combattent, le libéralisme va bon train. Vous ne voyez donc pas que c'est le libéralisme qui vous nuit et non les libéraux! Vous ne voyez pas que si vous vous retiriez de la scène, les libéraux s'y voyant seuls, seraient saisis de la panique qu'ils s'inspirent à eux-mêmes, et qu'ils retarderaient autant qu'il est en eux le triomphe du libéralisme! Pourquoi les armer tous en légion contre vous, tandis que vous pouvez les voir fuir les uns devant les autres et vous demander peut-être un asyle? Quels que soient les minis-

tres qu'on aille chercher chez vous, monseigneur, il eût été d'une bien meilleure politique de ne pas offrir la bataille au libéralisme pour un aussi mince avantage. Et nous autres, nous eussions respiré quelques moments de plus, à l'ombre de la trêve qui se serait renouvelée entre la crosse épiscopale et le maillet maçonnique.

J'allais, monseigneur, passer sous silence la plus audacieuse de vos folies, celle qui vous porte à vous constituer *personne civile* pour multiplier indéfiniment les moyens que vous avez déjà de propager vos principes, et, vous l'espérez du moins, de relever votre pouvoir : comme vos autres essais, celui-là aussi est fort légal. Vous pouvez faire cela. Le pacte qui garantit le droit illimitable des individus, doit reconnaître le même droit aux associations d'individus : il n'y a point de doute. Mais la question est de savoir s'il est de votre intérêt bien entendu de réclamer l'exercice pratique de ce droit. Je ne le pense pas. Voici comment je raisonne.

La propriété est de droit, non naturel, mais positif; c'est-à-dire, que c'est un privilége garanti par la loi que les privilégiés ont faite. Tôt ou tard, il faudra que ce privilége soit contre-pesé par des avantages sociaux équivalents, qui seront accordés et assurés aux non-propriétaires; ou la société succombant sous sa propre injustice, périra. Car, sous l'absolu despotisme des majorités, la véritable ma-

jorité, celle que produira le vote universel, ne souscrira pas toujours à son exhérédation en faveur d'une minorité qui l'a constamment pressurée, et à qui elle peut faire rendre gorge. Maintenant, qu'est-ce qui est le plus propre à faire avancer le moment de la crise? Précisément ce que vous voulez; savoir, une mesure qui fera bien plus vivement sentir l'odieux du privilége dont l'iniquité est déjà fortement sentie : une mesure en vertu de laquelle cent privilégiés, en s'associant, acquerront un nouveau privilége plus exorbitant que le premier, puisque celui-ci s'affaiblit toujours en se subdivisant à la mort de chaque propriétaire, et que l'autre s'accroîtra indéfiniment et ne se subdivisera jamais; puisqu'en outre le propriétaire ordinaire peut déchoir par des malheurs ou des fautes, et que le *propriétaire-corps* ne pâtira d'aucune faute et sera à l'abri de tous les sinistres; puisqu'enfin le privilége personnel chacun peut l'attaquer, et que le privilége de main-morte n'aura à craindre qu'une association plus forte que celle qui en jouit, ou plus riche, ou mieux organisée, ou plus nombreuse. Vous vous flattez, monseigneur, de vous mettre à l'abri des coups du libéralisme; vous vous trompez : vous ne ferez qu'exciter contre vous, outre les libéraux, vos anciens adversaires, tous les non-privilégiés de notre civilisation, dont, vous ne l'ignorez pas plus que moi, ils forment la presque totalité. Ceux-

là, monseigneur, une fois réveillés de leur longue léthargie, balaieront du sol social les libéraux et vous.

N'avez-vous jamais réfléchi au danger que vous faites courir aux vôtres par vos projets inconsidérés et votre outrecuidance hors de proportion? Avez-vous oublié que les libéraux vous ont prêté leurs idées et leur énergie pour vous débarrasser des Hollandais, sous lesquels vous jouissiez cependant de toute la considération à laquelle vous semblez aujourd'hui borner votre ambition, savoir, de celle à l'intérieur de l'église; mais avec lesquels vous vouliez, aussi bien que les libéraux, partager le pouvoir hors de l'église? Je ne vous en blâme pas. C'était naturel à vous comme aux libéraux; et, la révolution faite, il était juste que vous exerçassiez à côté d'eux toute votre liberté. Mais vous prétendez monter plus haut encore: c'est le pouvoir et tout le pouvoir qu'il vous faut. Je trouve toujours cela fort naturel: seulement, je ne le trouve plus raisonnable; c'est un mauvais calcul plus encore qu'une mauvaise action.

Déjà les libéraux se disent: « Nous avons été bien mal inspirés de lâcher la bride à ces gens-là. Hé quoi! nous avons la charge de les payer sans le droit de contrôler leurs actes! Il se recrutent et se perpétuent entre eux contre nous, comme ils l'entendent, et ils s'imposent à nous tels qu'ils veulent

que nous les subissions! Ils correspondent avec leur chef du dehors, et nous notifient ce que, de la part de ce chef du dehors, nous avons à entériner comme lois de l'état! Enfin, au nom de la liberté de l'enseignement, ils accaparent l'instruction de la jeunesse, de manière à se rendre aussi nécessaires à nos enfants qu'ils nous ont été insupportables. Mieux vaudraient cent fois la législation française, la hollandaise, la prussienne, qui leur font leur part équitable, et qui savent les y borner strictement. »

Je suis loin de penser comme eux. Je ne connais qu'un seul droit, le droit commun, droit qui appartient au même titre aux catholiques et aux libéraux, et que je serai toujours prêt à défendre contre les libéraux en faveur des catholiques, comme contre les catholiques en faveur des libéraux. Au jour où nous sommes, chacun doit se faire sa part à soi-même; cette part n'est équitable qu'à ce prix. Cela durera jusqu'à ce que le plus stupide des pouvoirs, celui de la majorité réelle, issue du vote universel, fera violemment cette part à tous.

Comment ce que prétendent les libéraux eût-il été praticable en Belgique? Nous y voulions et devions tous y vouloir de la liberté, coûte que coûte: or, la liberté n'est possible que sans esclaves. La révolution l'a compris; et sa liberté en tout et pour

tous a été la base de la loi des lois, qu'elle n'a pas pu s'empêcher de porter, et où il a nécessairement fallu comprendre tout le monde à conditions scrupuleusement égales.

Le désir de la liberté d'intelligence et de conscience, qui a été la cause de notre révolution, a eu pour effet de rendre cette liberté entière; la conséquence politique en a été la séparation radicale de l'église et de l'état. Car l'état, ce n'est plus, sous l'influence du scepticisme, que la somme des intérêts positifs; et l'église est une opinion, sans plus. Mais cette opinion, comme toute autre, doit pouvoir se poser, se maintenir, se propager de toutes les manières, sans restriction aucune, que les intérêts d'ailleurs en souffrent ou n'en souffrent pas.

La France, la Hollande et la Prusse considéreront un jour les choses sous le même point de vue que nous, et feront ce que nous faisons : la force des choses les y contraindra. Nous n'aurons fait que les précéder. Rétrograder jusqu'à elles, ce serait vouloir recommencer sur nouveaux frais; et, Dieu merci, c'est assez d'une fois. Comme la Belgique, ses voisins accorderont finalement à leurs catholiques la faculté de contribuer librement pour leur grosse part à l'œuvre de l'anarchie à laquelle nous travaillons tous.

Contentez-vous-en, monseigneur, et ne faites

pas en sorte que les vôtres précipitent cette œuvre outre mesure.

Ne craignez-vous pas de créer en Belgique un parti, je ne dis pas qui appelle l'étranger, mais auquel l'intervention étrangère ne soit plus aussi odieuse qu'il le faudrait pour la consolidation d'une nationalité naissante comme la nôtre? Dix années de confusion dans les idées et les affaires, de manéges, d'intrigues et de lâchetés, sans rien, absolument rien en compensation, ont fini par rendre le peuple assez indifférent sur une existence nationale qui ne lui a valu que des troubles et ne lui laisse en perspective que la misère. Si, en outre, par des tracasseries actuelles et la crainte d'un avenir de plus en plus vexatoire, vous forcez les libéraux à envier l'ordre qui règne hors de chez eux et à leurs portes, il y aura une chance de plus pour que cet ordre vienne un jour, sans trop de peine, s'implanter ici aux dépens de notre indépendance. Est-ce là ce que vous cherchez? Est-ce le despotisme universitaire français, sont-ce les directions des cultes, hollandaise et prussienne, est-ce la privation de toute influence politique, est-ce le salaire comme récompense de la docilité aux vues du pouvoir, est-ce du catéchisme *par ordre* et des bulles avec *placet* auxquels vous visez? Vous avez pris le bon moyen. Cela ne tardera point.

Voulez-vous le contraire? ne perdez pas un instant : quittez le théâtre où, décidément, on refuse de vous voir jouer aussi orgueilleusement un rôle si opposé à vos maximes.

Et notez bien que c'est ici le conseil d'un homme qui attache pour lui fort peu d'importance à ce que ce soient les libéraux ou vous qui frayiez la route à l'anarchie où peu à peu toutes choses vont s'engloutir, d'un homme qui sait que le gouvernement constitutionnel-représentatif engendre nécessairement cette anarchie, puisque ce gouvernement est le résultat inévitable du désordre d'idées, qui est résulté lui-même du libre examen, lequel a été la conséquence du développement des intelligences humaines, et qui a pour but le renversement de toute autorité, soit religieuse, soit politique, qui n'est pas logiquement incontestable aux yeux de la raison.

Je me borne à dire : « Si les libéraux nous guident, nous descendrons tout doucement la pente fatale, et il y aura avantage pour tous. Si les catholiques s'en mêlent, il y aura choc : nous irons plus vite et plus rudement ; ce qui ne peut convenir à personne. »

Je terminerai, monseigneur, par quelques considérations générales sur le système qui nous régit.

Nos gouvernements modernes sont tout bonne-

ment des haltes dans le vague, faites au hasard, pour un temps indéterminable.

On s'est arrêté, parce qu'on sentait qu'on approchait de l'abîme.

Mais pourquoi s'est-on arrêté plutôt aujourd'hui qu'hier? on n'en sait rien. On aurait tout aussi bien pu ne s'arrêter que demain.

Pourquoi est-on allé jusqu'au point où nous sommes? Pourquoi n'irait-on pas un peu plus loin? Hé! mon Dieu, tout cela est un arcane que personne ne cherche à approfondir. Comment découvrir la raison de ce qui n'a pas de raison?

Le jour où on s'est aperçu qu'*on ne pouvait pas* reculer vers le despotisme et qu'*on n'osait pas* avancer vers la liberté, ce jour-là le constitutionnalisme a pris naissance. Pour échapper à l'arbitraire d'un seul et à l'arbitraire de tous, on se livra à l'arbitraire de quelques-uns, dont on appela les décisions *institutions* et *lois*. La nouvelle *doctrine* qui, tout à la fois, se résignait au présent comme négation du passé, et repoussait l'avenir qui aurait nié le présent, s'appela *juste-milieu*.

Le fait est qu'on avait marché, et qu'on n'avait pu faire autrement, parce qu'il est de l'essence de l'esprit humain de connaître pour que l'homme agisse, et que connaître c'est examiner, discuter, douter de ce qu'on croyait par habitude, nier ce qu'on affirmait sur parole, démolir ce qu'on avait

édifié sur le sable, pour construire mieux et plus solidement. Ce mouvement continue, car tout le monde y pousse.

Mais le fait est aussi qu'on veut, sinon supprimer tout mouvement, ce dont instinctivement on comprend l'impossibilité, du moins retarder l'effet qu'on redoute d'un mouvement sans fin ni cesse, empêcher les conséquences d'une démolition dont on ne voit pas le terme, changer le mouvement rectiligne et progressif en de simples oscillations, ou en une révolution perpétuelle autour d'un même point.

Il est entendu que ce quasi-mouvement, cette agitation stationnaire, si l'on peut ainsi parler, est surtout l'objet des vœux de ceux qui auraient plus à perdre encore qu'à gagner à une impulsion plus franchement directe, sans retardements ni déviations. Or ceux-ci sont numériquement la très-petite minorité. Leurs vœux ne seront donc pas longtemps remplis.

Cette minorité se partage en deux partis fort distincts : l'un, de ceux qui coopèrent au mouvement, tout en tremblant de le voir trop vivement se presser; l'autre, de ceux qui sont contraires à tout mouvement quelconque, si ce n'est à celui qui nous ramènerait en arrière, et par là ajournerait le moment de leur ruine définitive.

Les premiers, dans les pays où la question a

encore sa forme primitive, la forme religieuse, s'appellent protestants, libéraux ou philosophes; dans ceux où elle a revêtu une forme politique, hommes du progrès ou du mouvement, opposants, réformistes, whigs, dynastiques, républicains, chartistes, socialistes, communistes, radicaux. Ils s'efforcent de défaire secrètement dans les ténèbres, une partie de la toile de Pénélope qu'ils se sont fait gloire d'ourdir à la lumière du jour.

Les seconds qui se qualifient de catholiques, légitimistes, homme de la résistance, conservateurs, torys, n'ajoutent jamais que bien malgré eux quelques nouveaux fils à la toile fatale, et à chaque occasion en arrachent tous ceux qu'ils parviennent à saisir.

On a beau dire et beau faire, ces partis existent partout, n'importe sous quelle dénomination : ils sont une conséquence de l'essence même de l'esprit humain et de ses développements. Il serait niais de croire que les partis disparaîtraient dès que l'on aurait cessé de les qualifier. Les mots ne créent pas les choses; ils en naissent : et ce n'est pas le mot ici, mais la chose dont on voudrait se débarrasser. Lorsqu'au XVIe siècle, on avait défendu en France de s'injurier sous les noms de huguenots et de papistes, s'y trouvait-il moins qu'auparavant des calvinistes et des catholiques-romains? Il en est de même aujourd'hui. Et partout où les catholiques

conservateurs seront assez forts, ils feront une St-Barthélemy des libéraux réformistes, non en les exterminant, le moyen a été reconnu inefficace, mais en les enchaînant et les muselant. Si ce sont ceux-ci qui ont le dessus, ils finiront par absorber tous les éléments d'unité et de conservation, et l'heure de la débâcle sonnera.

Sous quelque point de vue donc qu'on l'envisage, la question politique n'est jamais que la question religieuse appliquée aux intérêts matériels de la société. C'est toujours l'autorité absolue d'une part, représentée, soit par l'infaillibilité pontificale, soit par l'arbitraire monarchique; et d'autre part la protestation contre cette autorité, l'opposition plus ou moins avancée à ce qui exprime l'intelligence et la volonté d'un homme imposées à ses semblables. Cette protestation mène tôt ou tard à la négation de toute autorité possible, de tout pouvoir possible, autres que l'autorité et le pouvoir acceptés par l'intelligence de tous.

Une chose fort remarquable, c'est que les opposants ou protestants, parvenus à un point quelconque de leur travail de démolition, prétendent non seulement y stationner, mais encore y faire stationner les autres, en leur criant de toute la force de leurs poumons : *Jusque-là; mais pas plus loin*. Or cette prétention est absurde, et les événements en ont de tout temps démontré la va-

nité. De deux choses l'une : ou il faut ne pas bouger, ni penser, ni agir; ou il faut aller et toujours aller. *Jusque-là*, est en contradiction manifeste avec *Marche!* Le catholicisme pouvait régner éternellement, mais à la condition *sine qua non* de se maintenir seul; en a-t-il été ainsi? Et pour se maintenir seul il devait toujours régner; cela était-il possible? Pour régner sans interruption et sans conteste, il aurait fallu que le genre humain ne fût doué que d'une raison catholique, répartie exclusivement entre les prêtres, ou plutôt départie au seul pontife suprême; et non d'une raison humaine, partagée par tous les hommes. A la première réclamation, je dis plus, au premier examen d'un homme quel qu'il fût, l'autorité fut ébréchée. Et dès que cet homme fit secte, il y eut une autorité nouvelle, mais simplement de fait celle-ci et de circonstance, contre laquelle il y eut bientôt de nouvelles protestations, qui se constituèrent également *autorité* à leur tour; et ainsi à l'infini.

De même, dans la sphère politique, une fois que le principe du droit arbitraire et absolu est ébranlé par celui de la légalité d'un pacte restrictif ou d'une convention quelconque contre ce droit, il n'y a plus rien de fixe, plus rien de durable. C'est le pacte présentement victorieux qui règne, jusqu'à ce que les restrictions qu'il pose aient elles-mêmes été

restreintes par un pacte plus radical : et toujours à recommencer.

Dès qu'on a le droit de débattre si l'on croira ou non, si l'on obéira ou non, la foi est morte et l'obéissance avec elle. On tremble devant la force, en attendant qu'on puisse écraser la faiblesse.

Il n'y a donc que deux idées vraies et par conséquent que deux systèmes réalisables : le système de l'autorité sans bornes d'un seul homme sur la société humaine entière, aveuglément soumise à cette autorité ; ce qui est la négation de toute intelligence et de toute liberté individuelle, hormis chez un seul homme : et le système de l'examen illimité et du doute, de l'opposition, de l'insurrection, de la révolte, en tout et pour tous ; ce qui est, en dernière analyse, l'intronisation du fait, la déification du succès, la négation de tout ordre et de toute stabilité.

Nous avons vu que tout le monde, de gré ou de force, contribue au mouvement, au changement, au progrès, même ceux qui veulent l'invariabilité et l'immobilité ; et que tout le monde aussi s'efforce de modérer le développement et la marche de l'humanité, même ceux qui ont le plus coopéré à y déterminer ce développement, et qui, s'ils étaient conséquents, favoriseraient et hâteraient cette marche jusqu'au bout. Les catholiques religieux et les conservateurs politiques, agissant dans un milieu

social, je dirais presque révolutionnaire; car tout a été remis en question, et la hache de l'examen a frappé au pied l'arbre antique de l'autorité et de la foi; agissent nécessairement dans le sens de la démolition réformatrice.

Ils imposent la soumission, et ils enseignent à discuter : ils veulent qu'on ne croie que ce qu'ils disent, et ils constitutionnalisent la liberté de tout nier : ils exigent qu'on obéisse, les yeux fermés, les oreilles et la bouche closes, et ils ouvrent tous les yeux, ils laissent les opinions les plus contradictoires se glisser dans toutes les oreilles, ils font parler toutes les bouches : ils veulent que toute chose se conforme à un ordre arrêté et constant, et ils appellent à délibérer sur cet ordre ce qu'il y a de plus insaisissablement versatile, savoir les majorités. Je ne les condamne pas. Il leur est impossible de faire autrement : ils sont sous l'empire des *faits accomplis*, ils sont remorqués par la *force des choses :* mais je constate que l'examen, le doute, la décomposition, ont pénétré jusqu'au cœur de la société et circulent dans tous ses membres.

On embarrasserait bien les conservateurs et les catholiques si on leur demandait *ex abrupto* jusqu'où ils veulent rétrograder. Ils ne seraient pas plus d'accord entre eux pour répondre à cette question, cependant fondamentale, que ne le seraient les libéraux et les protestants pour résoudre celle

de savoir où définitivement ils ont l'intention de s'arrêter. Preuve manifeste que l'autorité n'existe plus, et que la négation de toute autorité n'est pas pour cela une autorité nouvelle. Aurait-il fallu conserver l'inquisition? faudrait-il rétablir la torture? Pourquoi pas? Ce sont là des moyens qui ont été employés et qui, aussi bien que d'autres, eussent pu faire atteindre le but qu'on se proposait, si la foi ne reposait pas uniquement sur elle-même, si l'ordre n'était pas la conséquence exclusive de la concordance des intérêts, et cette concordance le résultat de la conviction que les destinées humaines sont *unes* et que les intérêts de tous convergent.

L'autorité de la société future sera la définition *démontrée* de ce que sont réellement les destinées humaines.

On n'embarrasserait pas moins les libéraux si on leur demandait où ils en veulent venir. Certainement les protestants de Luther ne se proposaient pas d'aller aussi loin que les réformés de Calvin, ni ceux-ci aussi loin que les unitaires de Socin. De même les communistes vont plus loin que les radicaux, et ceux-ci plus loin que les républicains à l'américaine, qui eux-mêmes vont plus loin que les monarchistes doctrinaires, et ainsi de suite. Cependant, quoi qu'ils en aient, tous aboutiront au même point. Les protestants en sont aujourd'hui

au rationalisme individuel ou au scepticisme social ; les libéraux en viendront forcément au vote universel : et là, le *Quot capita, tot sensus*, amènera la catastrophe finale.

L'incertitude absolue est aujourd'hui le fait d'où dérivent toutes les chartes, et auquel elles rendent hommage en proclamant la liberté d'intelligence et de conscience sans direction possible ni limitation déterminable. L'inflexible logique de l'intérêt personnel en tirera irrésistiblement les dernières conséquences.

Le constitutionnalisme-représentatif est l'expression du mal présent : comment espérer qu'il en devienne le remède? Il n'est pas la cause de nos souffrances; cela est vrai : mais il ne peut pas plus les calmer qu'il n'a pu les faire naître. Il est l'effet de l'état des esprits et des connaissances socialement acquises, d'où le doute dans lequel nous flottons, les hésitations qui nous tiraillent dans tous les sens, l'égoïsme qui nous subjugue, le découragement qui nous accable, le désordre qui s'avance à grands pas. Nous jouissons en Belgique du régime moderne dans la plus haute perfection où il soit encore parvenu. On y a écrit dans le pacte toutes les libertés de détail dont la liberté se compose : liberté de penser et de croire, liberté de la parole, liberté de l'enseignement, liberté de la presse, liberté des associations, liberté de ras-

semblement, liberté de commerce, liberté d'industrie. Je vous le demande, monseigneur; quand on voit ce beau régime fonctionner régulièrement, n'y a-t-il pas de quoi sourire de pitié tout en se sentant soulever le cœur de dégoût?

Difficulté toujours renaissante de marcher avec le ministère qu'on a; difficulté au moins égale d'en combiner un autre; impossibilité d'en créer un viable et qu'on puisse conserver; des gouvernants n'ayant que le temps d'apprendre ce qu'il y a à faire de plus urgent, avant de céder la place à d'autres, à qui on ne permettra aussi que de se mettre au fait d'une besogne que personne ne fera jamais; des chambres qui s'entravent l'une l'autre, qui entravent le gouvernement, et ne font rien elles-mêmes; des électeurs qui, consultés, enverraient probablement à la représentation, des chambres plus embarrassantes encore et moins actives; antagonisme partout, entre le roi et ses ministres, le ministère et le parlement, le parlement et l'élément électoral, les électeurs et la nation dont ils sont censés la représentation la plus directe, de sorte que le ministère n'existe qu'en l'absence des chambres, que les chambres ne donnent signe de vie qu'en renversant le ministère, que ces deux pouvoirs ne sont quelque chose que par la nullité du roi, et que la nation n'est jamais rien; et enfin en dehors de cette *olla podrida* comme nos grands

dignitaires eux-mêmes l'ont qualifiée, la masse prolétaire, qui ne s'inquiète aucunement de ce tripotage officiel dont elle est le prétexte, qui sollicite un peu de bien-être et qui ne saurait l'obtenir.

Plus un pacte constitutionnel est libéral, moins il est exécutable. Nous gardons le nôtre, parce que nous ne cherchons pas à nous en servir. Si nous l'essayions, la Belgique n'existerait pas six mois : elle se bouleverserait elle-même, au cas que ses voisins ne se hâtassent pas de la renverser pour éviter de participer au bouleversement. Donnez notre constitution à une nation plus entreprenante et plus vive que la nôtre, et vous verrez. Avec la charte belge, la France aurait bientôt débordé la monarchie et la république.

Nos formes de gouvernement sont tout juste ce qu'est la société entière, savoir un immense mensonge. Elles sont basées sur des fictions ridicules et n'ont pour moyen d'action que des tromperies criminelles. L'inviolabilité royale est une déception pour le monarque; la responsabilité ministérielle, pour les citoyens; l'équilibre harmonique des pouvoirs, pour tous : la souveraineté du peuple est une cruelle moquerie; elle ne deviendra une vérité que par le vote universel, et la moquerie alors sera horriblement vengée. La liberté de tous, illusion; l'égalité de tous devant la loi, illusion; la tendre sollicitude des gouvernants pour le peu-

ple, illusion et toujours illusion ! Le concert représentatif est tout comme le *concert européen*, une cacophonie sans pareille, où tous jouent la même partie, mais chacun dans un ton différent, son ton à lui. Tous remplissent un rôle dans la même comédie qui fait rire quelques-uns et pleurer tous les autres. Mais personne ne se montre franchement et ouvertement tel qu'il est. Il n'y a de vrai dans ce qui se passe sous nos yeux, que ce que le jésuitisme gouvernemental couvre si charitablement de son manteau d'hypocrisie; c'est-à-dire, la corruption générale et la désorganisation prochaine.

Si l'on pouvait se contenter de mots, oh ! le régime constitutionnel serait admirable. On vous y en donne tant et plus, de toutes les couleurs, de toutes les portées. Mais au delà, rien. Pétitionne, peuple, et l'on ne t'écoutera pas : prête l'oreille, peuple, aux programmes et aux circulaires dont on n'est pas avare, mais seulement par curiosité. Oublie bien vite; car il n'y a là rien de sérieux. On n'a parlé que pour parler,... et pour cacher ce qu'on pense. *Mundus vult decipi :* il faut des constitutions aux imbéciles.

Promettre, on le peut, et on le fait. *Tenir,* on ne le fait pas, on ne veut pas le faire, *on ne peut pas le vouloir*. Les promesses varient, mais les actes sont immuablement les mêmes. Tous les mi

nistères me semblent également bons, également sages, et également nuls parce qu'également impuissants.

Si j'avais à conseiller les despotes dans leur intérêt, je leur dirais d'envoyer chaque année un certain nombre de jeunes gens instruits étudier le jeu des machines représentatives. Ils retarderaient par là de quelque temps l'introduction chez eux de ces pitoyables machines.

Dans le monde, ce n'est qu'en agissant en fripon qu'on réussit à ne pas être dupe. Au gouvernement comme nous le concevons, il n'y a point de dupes; les dupes n'y parviennent jamais. Il faut bien de la persévérance et une espèce de courage pour consentir à gouverner de cette manière aujourd'hui!

Et c'est dans un pareil cloaque que vous voulez, monseigneur, trouver du respect extérieur pour vos personnes, puisque l'autorité de vos doctrines, socialement méconnue, n'entoure plus votre caractère de la vénération sans laquelle vous n'êtes rien! Mais c'est absurde.

L'aveu que votre position vous arrache n'en est pas moins précieux à recueillir. Le chaos social existe en fait : vous avez amplement contribué à son existence en reconnaissant cette existence en droit. Vous devez coopérer avec nous à rendre ce chaos de plus en plus anarchique. Dans l'intervalle,

votre considération comme la nôtre deviendra ce qu'elle pourra, avec votre autorité et le pouvoir social. Vous sortirez de là avec nous, après avoir passé par toutes les mêmes phases que nous; et vous en sortirez, non à l'aide de la révélation catholique imposée à tous; car on ne *croit* plus qu'à soi; ni à l'aide du scepticisme libéral; car on se sera convaincu de la nécessité de *savoir* quelque chose de certain : mais avec le secours de la raison.

Ne perdez pas de vue, monseigneur, que je n'accùse ni vous ni personne. La position est donnée; elle est forcée : je plains du fond du cœur ceux qui s'y exposent aux regards; je plains encore plus ceux qui doivent agir. Ils paraissent coupables : ils ne le sont que d'avoir volontairement hérité des fautes de leurs prédécesseurs, et d'avoir en conséquence à léguer à leurs successeurs un héritage plus funeste encore.

Une chute toujours entraîne une autre chute.

Et nous ne sommes pas au bout.

Au bout se trouve le précipice.

Il serait plus facile aujourd'hui de n'y pas tomber, qu'il le sera demain d'en sortir. Mais je commence à croire qu'il faudra que nous y tombions afin de nous convaincre qu'il y a un précipice. La question d'en sortir sera alors de rigueur. La ques-

tion de n'y pas tomber ne le sera probablement que trop tard.

Je suis loin d'être injuste envers mes contemporains. Je sais que ce n'est pas eux qui rendent leur époque mauvaise; mais que c'est leur époque qui fait qu'eux ne peuvent rien valoir. Ils sont l'œuvre de ceux qui étaient avant eux, et ce que le milieu qui les environne les fait être. Changez ce milieu et, quoique raisonnant toujours de même, ils agiront tout à l'opposé. D'autres prémisses, ils tireront d'autres conséquences. Vous aurez les mêmes hommes, mais une société différente.

Je vais jusqu'à supposer parmi nous toute l'étoffe qu'il faudrait pour faire de grands hommes, si, dans l'état des choses, de grands hommes étaient possibles. Nous avons peut-être sous les yeux des Charlemagne et des Grégoire VII d'une autre époque. Mais précisément à cause de cela, ils ne sont rien à cette époque-ci. Charlemagne, de notre temps, ne resterait pas six semaines ministre, et Grégoire mourrait inconnu au fond de quelqu'obscur diocèse.

Vous ne me répondrez pas, monseigneur; vous ne me répondrez pas plus que les libéraux ne me répondent. Que diriez-vous? Vous auriez beau jeu si je prenais la défense du libéralisme. Mais je n'ai garde; je n'en suis pas plus partisan que vous, tout libéral que je suis moi-même. Je m'y résigne comme à une tempête destinée à purifier l'atmosphère,

mais qui ne laissera rien après elle, si ce n'est l'espérance de plus beaux jours. Dites contre les doctrines des libéraux tout ce qu'il vous plaira, je renchérirai encore sur vos paroles.

Et les libéraux, que me reprocheraient-ils? Je n'exalte pas le catholicisme. Je déclare ouvertement que je ne vois dans ses vieilles croyances que les lisières et le bourrelet de l'enfance de l'humanité; et je crois que l'humanité est désormais en âge d'apprendre à marcher seule, au risque de faire quelques faux pas. Les chutes sont parfois douloureuses, je le sais; je sais même qu'elles le deviendront de plus en plus, à mesure que l'intelligence humaine grandira, et que l'homme tombera de plus haut. Je n'ai pas la moindre confiance dans les béquilles libérales : mais reprendre les lisières et le bourrelet catholiques, cela me semble le comble de l'ineptie. Les libéraux ne veulent pas des catholiques pour maîtres, mais ils se serviraient d'eux volontiers comme instruments de modération, de tempérament et d'ordre. A mes yeux, le catholicisme est un instrument complétement usé, rompu, hors de service, sans force aucune et sans valeur.

Tant que la lutte sera entre les libéraux et les catholiques, elle sera interminable : jamais le catholicisme ne triomphera du libéralisme; et, quand le libéralisme aura triomphé du catholicisme, nous serons au bout de ce qui existe actuellement. On ne

peut, ni toujours avancer en aveugle, ni s'arrêter sans savoir pourquoi. Libéralisme ou mouvement et catholicisme ou conservation sont deux éléments indispensables à l'état présent des choses, qui n'est que le tiers-parti formé du mélange de tous deux, et la transaction, tenant lieu d'accord, entre l'un et l'autre. Il faut un élément supérieur qui démontre qu'il n'y aura quelque chose à conserver que quand il y aura quelque chose d'établi incontestablement; et qu'il y a nécessairement une limite à la démolition, savoir la reconstruction. Avant d'arriver là, le catholicisme aura rendu à l'humanité le service de faire sentir qu'il fallait un jour y arriver, c'est-à-dire qu'un principe d'autorité sociale est indispensable; le libéralisme, celui de prouver que les catholiques, pas plus que les autres révélationistes, n'y étaient arrivés, c'est-à-dire que leur principe n'est pas incontestable.

En attendant, monseigneur, tout ce qui est faisable, c'est de semer d'un peu de sable la route ardue que, catholiques et libéraux, nous parcourons si péniblement, afin d'éviter les fortes secousses, et de la débarrasser des trop grosses pierres d'achoppement. Et si c'est faisable, n'est-ce pas aussi un devoir de le tenter?

Est-ce là ce que vous faites, monseigneur? Ne rendez-vous pas, au contraire, le chemin plus raboteux? ne vous efforcez-vous pas d'y rouler des

quartiers de roc, qui, pour notre Belgique, déjà si faible et si harassée, le rendront finalement impraticable?

J'abandonne cette question à votre sagacité et à votre conscience.

30 avril.

LA

RÉVÉLATION,

L'EXAMEN

ET LA RAISON.

LA

RÉVÉLATION,

L'EXAMEN

ET LA RAISON.

LA
RÉVÉLATION,
L'EXAMEN
ET LA RAISON.

Réponse

AU

DÉFENSEUR DE M. LE CARDINAL ARCHEVÊQUE DE MALINES;

PAR DE POTTER.

> Comme institution civile, comme principe de gouvernement, comme base de l'édifice social, la révélation est bannie des sociétés modernes.
>
> LE DÉFENSEUR DU CARDINAL.

BRUXELLES.
CHARLES HEN, ÉDITEUR-LIBRAIRE,
Rue des Minimes, 20.

1841

AVIS.

J'ai peu de chose à dire et seulement sur la forme de cet écrit.

En 1829, M. Durand, alors et depuis organe officiel du pouvoir, attaqua, *sans signer,* une brochure que j'avais publiée sur l'*Union politique entre les catholiques et les libéraux belges*. La défense anonyme du roi Guillaume parut, comme la défense pseudonyme de l'archevêque de Malines vient de paraître, chez M. Houdin.

L'identité des circonstances m'a fait adopter le même mode d'y faire face.

Je réfutai M. Durand phrase par phrase. C'est également phrase par phrase que j'entreprends de réfuter mon nouveau contradicteur. Je désire, sans cependant l'espérer, que ce dialogue, comme fit le premier, mette fin à la discussion.

Quel est ce contradicteur? je n'en sais rien. Quel motif le pousse à écrire? Est-ce conscience chez lui, ou y a-t-il spéculation? Car on spécule sur toutes choses, sur le sacré comme sur le profane : des dehors de religion sont un moyen de parvenir, aussi efficace que l'absence de religion intime est une nécessité pour qui veut parvenir au milieu d'une société toute matérielle et sans principes, qui met son Dieu en actions et coupons d'actions comme une affaire. Ai-je à répondre à un entrepreneur en choses saintes ou à un candidat en sainteté? à un exploiteur de croyances ou à un croyant? je n'en sais pas davantage. Il me suffit de connaître bien nettement le sentiment qui m'anime et qui me fait persévérer. Cela me force à ajouter un mot sur le but que je me propose.

Ce but, malgré les variations des hommes et des choses, n'a, il ne m'est pas difficile de le prouver, varié en aucun temps.

Un de mes adversaires de 1829 est rentré dans la lice. Est-ce que les circonstances sont les mêmes? Non, certes : elles ont changé du tout au tout; mais nous aussi, nous avons changé avec elles, et nous nous retrouvons vis-à-vis l'un de l'autre dans la même position. M. Jobard, litho-

graphe, à cette époque, de la légitimité protestante, me *figura* alors en soutane d'évêque, visant à la pourpre romaine, recevant les inspirations de l'Esprit-Saint, et jetant dans les flammes le fruit de mes travaux d'histoire. M. Jobard, journaliste aujourd'hui de la monarchie clérocratique, me foudroie comme matérialiste et athée. D'où vient ce changement de mots pour exprimer la même chose? M. Jobard était-il plus libéral il y a douze ans? est-il moins incrédule en 1841? Bien au contraire : mais le vent du pouvoir souffle dans une autre direction.

Je constate donc ici comme un fait, et uniquement comme un fait, dont j'abandonne le jugement à qui de droit, que j'ai toujours trouvé mes antagonistes, quelles que fussent d'ailleurs leurs opinions, sincères ou affichées comme telles, parmi les champions, soit de l'autorité, soit de la force; et que moi, athée ou évêque, pour me prêter un moment aux plaisanteries de M. Jobard, c'est l'autorité régnant de par la force que j'ai constamment combattue et que je combattrai toujours.

Sans me convertir pour cela au catholicisme, j'étais pour les catholiques belges de 1828 contre le gouvernement des Pays-Bas; je serais pour les catholiques hollandais de 1841, avec leur gouvernement, contre les protestants de la Hollande. Je ne suis ni contre les catholiques ni contre les libéraux actuels, mes compatriotes, qui se font assez exactement équilibre : je me borne à démontrer aux Belges, que leur système forcé de

bascule ne les mènera nulle part et finira par les mettre à la disposition de qui voudra les mener à son gré.

Le mobile unique de ma conduite, c'est donc la haine de l'oppression pesant n'importe sur quels hommes, exercée n'importe par quels hommes, minorité ou majorité, peuple souverain ou roi quelconque, aristocratie nobiliaire ou bourgeoise, intolérance libérale, protestante ou catholique. Je me suis exclusivement dévoué à la cause de l'humanité, qui comprend tous les hommes ; je dis *tous* : c'est là ma morale et ma religion. Où est-il celui qui oserait soutenir que j'en ai jamais apostasié ?

3 juin.

LA

RÉVÉLATION, L'EXAMEN ET LA RAISON.

DIALOGUE.

Le pseudonyme X. Défense de S. Em. monseigneur le cardinal archevêque de Malines, contre les attaques de M. De Potter.

Moi. C'est votre titre, monsieur, et il contient une erreur matérielle.

Je n'ai pas attaqué le cardinal : jamais je n'attaque les personnes; je ne vous attaque pas, vous, monsieur, que je ne connais point. De votre côté, vous défendez, non le cardinal qui est hors de cause, mais uniquement la révélation, dont j'ai démontré la déchéance sociale. Outre cela, vous

attaquez, vous, la raison humaine et moi. Je répondrai, mais exclusivement pour ce qui concerne la raison humaine.

X. Je ne mettrai pas plus de façon à vous envoyer ces quelques lignes.....

Moi. C'est fort bien fait à vous : peu m'importent les façons. Mais vous ne m'avez rien envoyé. J'avais, moi, réellement envoyé ma lettre à M. l'archevêque. Ceci seulement pour rectification.

X. Nous autres catholiques *rétrogrades*.

Moi. Vous soulignez *rétrogrades*. Cependant ce n'est pas de rétrogradation que j'ai parlé, mais bien d'immobilité. Ce n'est pas que vous n'ayez la bonne envie de rebrousser chemin; mais vous ne réussissez tout au plus qu'à demeurer *stationnaires*. *A l'impossible*, dit le proverbe, *nul n'est tenu*, les catholiques pas plus que les autres.

Comment rétrograderiez-vous, vous qui prétendez ne pas avancer? Vous voudriez arrêter le mouvement social : cela se conçoit; vous vous figurez que ce que vous avez intérêt à conserver existe encore. Selon moi, vous devriez pour cela, non perpétuer le présent, mais ressusciter le passé.

Au surplus, les libéraux aussi, qui vont plus vite qu'ils ne voudraient aller, rétrograderaient volontiers de quelque quart de siècle : je parle de ceux

qui tiennent à se conserver *eux-mêmes*, et qui commencent à sentir qu'au milieu de la décomposition de tout ce qui les entoure, ils tomberont en poussière avec le reste.

X. Vous aviez peu de motifs pour écrire à S. Em.

Moi. S. Em. avait écrit pour déterminer le sens du mot *orthodoxie*. Sa définition ne me parut pas lumineuse. Je supposai qu'il n'avait pas eu la seule intention de prêcher, comme on dit, des convertis, et je pris la liberté grande d'exposer franchement mes difficultés, mes doutes; ce qui, ou je me trompe fort, n'était pas faire injure à ce que vous appelez « la sainteté du caractère de S. Em., à ses éclatantes vertus et aux rares qualités de son esprit et de son cœur. » Je vénère, monsieur, ces qualités et ces vertus partout où je les rencontre; et je considère ceux qui en sont doués, mais seulement à cause d'elles. J'estime *également* tous les hommes éclairés et vertueux. Est-ce là ce que vous blâmez en le qualifiant un peu ironiquement de *ma réforme* égalitaire?

X. Les graves erreurs que vous reproduisez, hélas! après tant d'autres publications de déplorable souvenir.

Moi. Mes publications d'avant la révolution de 1830 sont toutes historiques. Elles ont scanda-

lisé. Cela ne m'étonne guère. Mais ne vous en prenez pas à moi, monsieur. Je n'ai pas fait l'histoire; je l'ai écrite, et écrite preuves en mains. Y a-t-il de ma faute si ces preuves sont accablantes pour les acteurs que j'ai mis en scène?

Dans la lutte politique qui devait avoir la réforme pour conséquence et qui a eu la révolution pour suite, j'ai pris le parti des catholiques, mes concitoyens, non parce que catholiques, mais parce que citoyens et hommes, contre le pouvoir qui voulait se constituer autorité inviolable et force irrésistible.

Depuis la révolution, je combats, non les catholiques, mais leur système, mais le catholicisme qui, se rappelant ses prétentions à l'infaillibilité, tend au pouvoir sans limite et sans contrôle.

A ce propos, je me permettrai une observation. Les anti-catholiques belges accusent la révolution d'avoir relevé le clergé; c'est à tort : la révolution n'a fait que constater que le clergé se relevait. Les révolutions sont comme le pouvoir; elles prennent tout bonnement acte de ce qui est déjà fait : et à l'instar du pouvoir, elles en profitent dans leur sens. Les révolutions sont des coups d'état du despotisme populaire, comme les conspirations sont des essais de despotisme de la part des factions. Quant au despotisme proprement dit, c'est le système suivi par le pouvoir de s'opposer brutalement

à toute réforme exigée, soit par les factions, soit par le peuple.

Le catholicisme religieux, dont nous nous occupons ici principalement, quoique ce que nous en disons puisse s'appliquer aussi bien au catholicisme politique, c'est-à-dire au système de conservation *quand même*...., et de par l'autorité ou la force; le catholicisme religieux a dominé la société : c'est un fait. Partant de là, il y a eu nécessairement ou il y aura à parcourir trois phases qui peuvent se reproduire à plusieurs reprises, amenées tantôt par une révolution si le gouvernement se fait lui-même catholique ou anti-catholique, tantôt par l'action naturelle du gouvernement si celui-ci est assez sage pour seconder le mouvement social. Car, ni gouvernements, ni révolutions plus ou moins populaires, ne sont coupables de ce mouvement : il est imprimé à la société par la force des choses, qui est la conséquence de la marche essentielle à l'esprit humain, et dont révolutions et gouvernements sont la conséquence. Les phases dont j'ai parlé sont :

1° Le règne du catholicisme d'abord (du catholicisme politique comme du catholicisme religieux), puis des catholiques; 2° la révolte de l'opposition protestante, suivie du règne des libéraux; 3° l'égalité entre les libéraux et les catholiques, jouissant les uns et les autres du même

droit commun, ou le règne de la liberté. En voici des exemples :

La restauration des Bourbons en France ayant vaincu la domination libérale de la révolution et de l'empire, tendait à rétrograder vers la domination catholique, troisième phase, lorsque la France bourgeoise de 1830 la fit brusquement rentrer dans la seconde. L'Angleterre et la Hollande passent maintenant, par des moyens plus ou moins pacifiques, de la seconde phase à la troisième, où la Belgique se trouve depuis sa révolution. Cette troisième phase se manifeste déjà en Belgique, comme elle se manifestera partout, par l'impossibilité de faire un pas de plus *en avant :* on touche à l'anarchie, d'où on ne sortira que par des moyens révolutionnaires, qu'emploiera le pouvoir ou qu'on emploiera contre lui. Après quoi, si l'on possède enfin un principe de certitude sociale véritablement organisateur, on réussira à établir un ordre vrai : sinon on retombera dans une des phases précédentes, auxquelles on s'était si péniblement arraché, pour s'y arracher plus péniblement encore. Despotisme et anarchie seront à tour de rôle les écueils inévitables contre lesquels nous briseront, aujourd'hui le vent de la liberté, demain celui de la force, aussi longtemps que l'on n'aura pas allumé le phare de la justice pour les éviter.

X. Dans votre lettre il y a presqu'autant d'erreurs que de mots.

Moi. Cela est possible. Mais pour qu'on le croie, il faut le prouver. Vous-même ajoutez que c'est difficile, parce que, dites-vous, je suis un adversaire habile, fortifié par de longues études. Merci. Singulière habileté, néanmoins, et études bien pauvres que celles qui ne me font ouvrir la bouche que pour en laisser échapper des absurdités.

Il me semble, monsieur, que chercher à me *convaincre* d'erreur est une fort mauvaise manière d'établir, comme vous le voulez, la vérité de la révélation. De deux choses l'une : ou j'ai tort pour avoir attaqué la révélation ; ou j'ai tort pour avoir mal raisonné contre elle. Dans le premier cas, posez la révélation comme une vérité absolue, primordiale, qui n'a pas besoin de preuves, et condamnez-moi pour en avoir demandé. Dans le second cas, invoquez le raisonnement, mais ne parlez plus de révélation. Si c'est la révélation qui domine la raison, laissons celle-ci de côté comme un hors d'œuvre : je ne suis plus un mauvais logicien, mais un impie, et vous, monsieur, vous avez commis une imprudence grave en soumettant l'autorité à la discussion; vous avez compromis le catholicisme en l'examinant. Si au contraire, c'est la raison qui prime, oh ! alors j'ai bien fait de n'interroger qu'elle, et les arguments que vous ne puiserez pas

dans votre intelligence pour les faire pénétrer dans la mienne, je les repousserai tous comme étrangers à la question que j'ai soulevée.

X. Vous parlez au présent, qui ne vous écoute guère.

Moi. Est-ce parce que je suis habile? Alors le présent ne l'est pas. Est-ce parce que je ne débite que des erreurs? Alors il me semble que vous faites le présent plus habile qu'il ne l'est de votre propre aveu et de celui de tous les hommes qui réfléchissent.

Non, monsieur, le présent ne m'écoute guère; *je le sais*: vous pourriez même dire qu'il ne m'écoute pas. Les catholiques se flattent toujours de faire de l'avenir au moyen du passé, comme s'ils disposaient du passé. Les libéraux ne s'inquiètent que du présent, qui sera passé demain et, quoiqu'ils se bercent de l'espoir du contraire, ne laissera pas d'avenir. C'est ce que je répète à satiété et au delà. Si on m'écoutait, je n'aurais pas à le répéter. Je ne m'occupe, moi, que de l'avenir. On ne m'écoutera que lorsqu'il sera trop tard; c'est-à-dire, lorsque cet avenir sera là, aussi terrible que la vaine foi au passé chez les uns et la préoccupation exclusive du présent chez les autres auront pu le faire.

A mes yeux, les hommes à croyances et les hommes du doute sont les vrais *utopistes* de notre

siècle, et utopistes dangereux pour la société : car ils veulent l'impossible, et l'opinion qu'ils entretiennent, savoir que ce qu'ils veulent n'est que difficile, empêche les générations qui se succèdent de chercher et d'embrasser ce qui serait à la fois possible et bon. Ils font repousser, eux, comme *utopie*, tout ce qui n'est pas le passé ou le présent ; et ils sont parfaitement servis en cela par la puissance que les liens de l'habitude et la peur de l'inconnu ont sur tous les hommes. De cette manière, l'ordre mauvais que nous subissons, ne pourra être remplacé par un ordre meilleur que lorsqu'il sera devenu intolérable pour tous. Alors seulement les utopistes du passé et du présent céderont le terrain à la prétendue utopie de l'avenir.

X. (Vous parlez) à l'avenir sur lequel vous comptez beaucoup.

Moi. J'espère beaucoup, monsieur, dans le bien que l'avenir peut réaliser pour l'humanité. Je crains beaucoup pour les hommes les maux au moyen desquels le présent leur prépare l'avenir.

X. On ne guérit pas les égarements volontaires.

Moi. Si je suis égaré, montrez-moi le bon chemin. Seulement ne vous bornez pas à me dire que c'est vous qui êtes ce chemin-là, et que je dois suivre vos traces.

Si je m'égare volontairement, faites mieux : guérissez-moi. Il n'y a plus de ma part erreur d'esprit; il y a maladie du corps, trouble dans les fonctions organiques, aliénation mentale.

Monsieur, jamais l'homme sain n'est volontairement égaré. Vous croyez ce que je ne crois pas. Changez ma conviction, et je cesserai de regarder comme étant vrai ce que vous m'aurez démontré être faux. Vouloir demeurer dans l'erreur est d'un fou. Les hypocrites eux-mêmes n'acceptent ou ne refusent pas de croire : ils feignent de croire ce qu'ils ne croient pas; ou ils croient et font semblant de ne pas croire : voilà tout.

X. Demandez une conférence publique et solennelle.

Moi. Ah! monsieur, cette proposition serait cruelle si elle était réfléchie. Elle vous a échappé sans doute; car, si vous êtes réellement, comme vous dites, éloigné malgré vous d'une patrie qui vous est chère, vous avez connu le malheur et vous savez y compatir. Moi aussi, monsieur; vous n'êtes pas sans l'avoir appris pendant votre long séjour en Belgique; j'ai erré sur la terre étrangère, précisément pour avoir tenu des conférences devant un public qu'il est si facile au pouvoir, que j'attaquais alors comme à présent, de tromper, de fanatiser ou de corrompre. Je me suis définitivement réfugié

dans la publicité de la presse. Les conférences auxquelles celle-ci donne lieu, offrent tous les avantages sans avoir aucun des inconvénients qu'entraînent avec elles les disputes orales.

X. S'il y a un Dieu, il y a une révélation; et s'il y a une révélation, c'est la révélation chrétienne qui est véritable et divine.

Moi. Je vous avoue humblement, monsieur, que je ne comprends pas. Si ce que vous avancez est vrai à Bruxelles et à Rome, je vous demande votre avis sur la proposition suivante : « S'il y a un Dieu, il y a une révélation; et s'il y a une révélation, c'est la révélation mahométane qui est véritable et divine. » N'est-ce pas là une assertion également vraie, et vraie au même titre, à Constantinople? Jamais, monsieur, je ne vous inviterais à y aller soutenir le contraire dans une conférence publique. Car les doctes musulmans qui ont la clef de la science, comme vous dites des doctes catholiques, pourraient vous répondre par des arguments auxquels je serais au désespoir de vous avoir exposé.

X. Sans la révélation, toute idée spirituelle est fausse ou incomplète.

Moi. Une idée spirituelle fausse serait, selon moi, la négation de toute spiritualité. Celle-ci ne

reposerait donc que sur la révélation, et sur la révélation chrétienne exclusivement, puisqu'il n'y en a pas d'autre qui soit véritable, c'est-à-dire qui soit révélation divine. Si cela était, je craindrais fort que l'athéisme ne finît par l'emporter sans retour. Le matérialisme est notoirement la dernière conclusion des connaissances sociales dans leur état *actuel*; et le progrès de ces connaissances restreint chaque jour davantage le terrain de la foi. Ce ne sera donc pas l'autorité révélée qui vaincra sans appel la science anti-spiritualiste. Cette hydre ne succombera que dans un combat plus sérieux.

Voudriez-vous bien me dire, monsieur, d'où est venue, chez les peuples qui n'ont pas eu connaissance de la révélation chrétienne, l'idée de spiritualisme, et généralement toute espèce d'idées; car toutes sont spirituelles; ainsi que le langage qui les exprime. Il y a eu et il y a encore de ces peuples; et ils ne vivent ni sans Dieu, ni sans morale, ni sans l'espoir d'une autre vie, complément de la vie présente, ni sans se former des images dans leur esprit, ni sans employer des signes pour rendre ces images sensibles à toute intelligence.

Je me permettrai aussi de vous demander ce que c'est qu'une idée spirituelle complète et une autre incomplète. Que faut-il pour compléter la notion d'esprit qui, si elle est incomplète, me semble à moi

ne plus être que la notion de matière? Je ne nie pas que l'homme puisse avoir une intelligence plus ou moins étendue, plus ou moins subtile, plus ou moins perfectionnée. Mais il est esprit ou il ne l'est pas, sans plus ni moins.

X. Le témoignage universel et incontestable du genre humain a reconnu la nécessité d'une révélation.

MOI. La société humaine a *jusqu'ici* été régie par le principe d'autorité, révélé *sans preuves* par les intelligences supérieures, et accepté *sans discussion* par les masses. Elle le sera *jusqu'à la fin* par un principe d'ordre quelconque, indispensable à l'existence et au maintien de toute organisation sociale. Mais l'examen est survenu, et l'élément individuel s'est trouvé en regard avec l'élément social, l'analyse avec la synthèse, le mouvement avec la stabilité, le progrès avec la conservation. L'individu s'est fait reconnaître socialement avec sa liberté qui résume tous ses droits, et que n'a plus limité que la force seule de plusieurs individus, la majorité. Il y a eu opposition, débat, guerre.

La force matérielle n'est désormais soumise qu'à la force intellectuelle; et celle-ci ne se manifeste que par l'incontestabilité du raisonnement. La discussion remplace la foi; on rejette l'autorité et on demande des preuves.

L'autorité n'est plus dès-lors un principe d'ordre suffisant. Ce que nous voyons sous nos yeux est un reste de marche régulière, un ordre qui s'évanouit, résultat encore de la foi passée, de l'éducation basée sur elle, des habitudes qu'elle a enracinées, des intérêts qu'elle a créés.

Mais, à côté de cela, se montrent déjà des intérêts nouveaux, des habitudes qui surgissent, l'éducation du monde qui contrarie celle des pédagogues, les inquiétudes du doute qui troublent le calme de la confiance. L'ancien ordre chancelle et menace ruine. Cela est aussi universellement et aussi irréfragablement senti que la nécessité d'un ordre quelconque. Je ne vois, moi, que l'intelligence humaine qui puisse fonder un ordre nouveau, acceptable par l'intelligence humaine, fonder en un mot la société sur une base inébranlable à l'examen, qui a tout ébranlé hors cette intelligence elle-même dont il est l'expression individuelle.

Je veux bien supposer que la révélation soit nécessaire, comme vous dites, pour suppléer à l'insuffisance de l'intelligence humaine : quelle est en ce cas la vraie révélation? Car il y en a eu plusieurs; et plus d'une encore étend son empire sur le monde. Chacune d'elles sera-t-elle vraie à un même degré, du moins pour chaque peuple qui l'a reçue? Il n'y a donc plus rien d'absolument vrai, la vérité n'est pas une, en d'autres termes deux propositions con-

traires peuvent être vraies également? N'y a-t-il qu'une vérité révélée? En ce cas, il faut nécessairement posséder avant tout un *critérium* pour distinguer celle-ci entre les autres. Or ce *critérium*, c'est encore une fois l'intelligence, et rien qu'elle.

X. La créature raisonnable n'a pu être jetée dans le monde sans relation avec Dieu.

Moi. La question n'est pas là. La relation entre les êtres qui raisonnent et la suprême Raison ne saurait se nier. Mais comment s'opère-t-elle? Est-ce contre les lois de la raison humaine, de l'intelligence, par des moyens miraculeux que l'intelligence ne saurait comprendre? Alors comment cette suprême Raison réduit-elle les esprits sous sa loi à elle? Est-ce en vertu des lois qui constituent l'intelligence? Alors la relation entre l'homme et Dieu est l'expression comme elle est la conséquence de l'esprit humain même.

X. L'homme serait un être incohérent et incomplet s'il était abandonné à ses propres forces, n'ayant pour appui et pour guide que sa seule raison, qui a essentiellement besoin de l'autorité et de la révélation pour comprendre ses destinées et ses devoirs.

Moi. Je crois que Dieu a fait l'homme aussi complet qu'il voulait qu'il fût; c'est-à-dire, avec toutes les facultés propres à se compléter en se développant;

Je crois que si quelque moyen hors de lui lui avait eté indispensable pour cela, il l'en aurait doué essentiellement. Je ne saurais me représenter un seul homme incapable, sans sa faute ou sans celle de ses semblables, de connaitre ses devoirs ou de comprendre ses destinées. Je répugne à penser qu'il faille le secours spécial de Dieu, par qui les hommes sont ce qu'ils sont, pour que quelques hommes parviennent à ce qu'ils doivent être. Sans cela, à mon avis, les hommes qui n'y parviennent pas, pourraient avec justice accuser Dieu. J'aime bien mieux le nier que le blasphémer. Je ne puis me faire d'idée de destinées humaines qui ne seraient pas la conséquence directe de l'essence de l'humanité; et alors, les droits de l'homme, ce sont tout bonnement les moyens qu'il a pour remplir ces destinées.

X. Comment une doctrine sans preuves a-t-elle pu changer les nations et régner en souveraine depuis tant de siècles?

Moi. Je l'ai dit : parce qu'il fallait qu'une autorité quelconque régnât. Tant que l'on s'est passé de preuves ou que l'on n'a pas été difficile sur leur valeur, l'autorité sans preuves a pu, a dû régner, a même fort bien fait de régner : elle a été la providence sociale.

Cette providence, il est vrai, a souvent changé de nom et de forme; mais c'était toujours l'autorité sur

parole qui succédait à l'autorité sur parole. Cette variation de principes sociaux accidentels n'a pas peu contribué à faire scruter plus avant la question du principe social absolu. C'est devant cet examen qu'insensiblement les preuves sont devenues de rigueur, comme étant le seul mode possible de discernement et de choix. Il viendra donc un temps où l'autorité sur parole n'en sera plus une pour personne. J'ai l'espoir qu'*alors* l'intelligence posera un principe qui sera prouvé pour tous.

X. Un mouvement remarquable ramène de toute part les esprits vers le catholicisme.

Moi. J'ai reconnu ce mouvement; et loin d'affaiblir mon opinion, il m'a paru venir à l'appui de ce que j'ai avancé. Seulement, je n'y vois pas ce que vous, monsieur, croyez y apercevoir. Vous prenez ce mouvement pour un élan de conviction ou de soumission intellectuelle aux dogmes révélés. Moi, je le regarde comme une impulsion instinctive de l'égoïsme conservateur. C'est une spéculation de prudence, une inspiration de la peur. Les esprits, comme vous voulez bien les appeler, comprennent que tout craque autour d'eux, par suite du doute, d'abord protestant, puis philosophique, enfin libéral ou pratique, qui a vermoulu l'édifice social, et qui les a tellement rongés eux-mêmes qu'ils n'ont plus la force de songer à se bâtir un autre abri. Ces

esprits-là, vous le savez peut-être par expérience, monsieur, et beaucoup mieux que moi, s'occupent surtout et avant tout du bien-être matériel : quoique favorisant le progrès qui peut seul satisfaire leur cupidité et multiplier leurs jouissances, ils voudraient arrêter ce même progrès qui finirait par compromettre leurs jouissances et jusqu'à leur existence. La débâcle générale les entraînerait avec tout le monde : pour la conjurer ou la retarder, ils se réfugient au sein de la société d'autrefois, à laquelle, quoique gisante, ils confient la mission de les tenir debout, et qu'ils étayent de leur appui afin qu'elle leur serve de soutien. Étrange catholicisme que celui qui se targue d'avoir uni les intelligences parce qu'il s'est efforcé d'empêcher les corps de se briser en s'entreheurtant!

Ne vous y trompez pas, monsieur : je ne reproche point aux catholiques le peu de foi qui leur reste; mais je soutiens qu'il ne leur en reste pas assez, et surtout qu'ils ne réussissent plus à la faire partager par les autres. Figurez-vous d'après cela si je tiens au libéralisme qui n'a pas de foi du tout et ne saurait par conséquent rien faire partager à qui que ce soit! C'est à tel point que, dans les luttes électorales qui agitent mon pays, la question : « Votez-vous avec les libéraux ou avec les catholiques? » me paraît aussi impertinente que le serait celle-ci : « De quelle mort

voulez-vous qu'on vous fasse mourir? » Le seul parti sage, me paraît-il, est de ne pas montrer de préférence; de tâcher, s'il en est temps encore, de s'arracher aux mains des charlatans qui se disputent l'honneur et le profit de nous tuer à leur façon; d'attendre que quelqu'un demande : « Voulez-vous être sauvés? » et *s'il prouve qu'il veut, lui, et qu'il peut nous sauver*, de voter alors pour la première fois et de voter pour ce quelqu'un là.

X. Vous niez la révélation, et vous renfermant dans cette dénégation comme derrière un rempart inexpugnable, vous publiez à son de trompe votre victoire.

Moi. Vous affirmez la révélation, et vous renfermant dans cette simple assertion comme derrière un rempart inexpugnable, vous publiez à son de trompe la défaite de ceux qui la nient.

X. Retirez-vous donc, blasphémateurs,... et vous tous dont les mains sont encore rouges du sang de nos frères immolés depuis dix-huit siècles!

Moi. Retirez-vous donc, fanatiques, et vous tous dont les mains sont encore rouges du sang que vous avez si longtemps versé parce qu'on osait penser autrement que vous et qu'on avait le courage de le proclamer!....

Sur ce ton, monsieur, nous perdrions vainement le temps à récriminer, et nous nous dirions force injures sans faire faire à la vérité le plus petit progrès.

X. Ou Jésus-Christ est Dieu, ou il est un exécrable imposteur; entre ces deux extrêmes, il n'y a pas de milieu.

Moi. Je vous demande pardon, monsieur : l'homme qui a fait du bien à ses semblables peut passer auprès d'eux pour un Dieu sans cesser d'être un honnête homme. Il ne devient un fourbe que lorsqu'il se fait Dieu pour leur nuire.

Au reste, voici mon opinion sur Jésus, sans ménagement pour personne ni égard pour rien :

Jésus n'est pas Dieu. Jésus n'a jamais pu croire qu'il était Dieu. Son esprit cultivé, sa piété sincère et sa haute sagesse nous en sont de sûrs garants. Jésus n'a jamais dit qu'il était Dieu; son cœur pur, son noble caractère n'admettent pas la supposition qu'il ait pu avancer un mensonge. Si ses paroles et ses actes paraissent quelquefois être de nature à le faire croire, c'est qu'il a été mis sur son compte bien des choses qui ne s'accordent pas avec l'admirable simplicité de sa vie et la profondeur de ses enseignements, par des gens qui avaient plus de zèle que de science : ces choses il faut les retrancher hardiment.

Il est cependant probable que Jésus partageait l'opinion de son siècle sur la nécessité d'un messie: il est même possible que, ne la partageant pas, il l'ait mise à profit pour donner plus de poids à sa doctrine. Cette doctrine était l'autorité à lui révélée d'en haut : ne devait-il pas avoir reçu une mission céleste pour la prêcher? Il ne fondait la vérité de ses paroles que sur la foi en sa personne. Cette personne était donc, en quelque sorte, en dehors et au-dessus de l'humanité, qui devait s'humilier, s'anéantir devant elle. Jésus était le Christ qui, lui, était la voie, la vérité et la vie; la voie qu'il fallait suivre, la vérité qu'il fallait embrasser, la vie éternelle dont il fallait vivre : en lui s'incarnait l'autorité la plus explicite, la plus absolue qu'il fût possible de formuler.

Il n'y a là, ni de quoi flétrir Jésus comme un trompeur, ni de quoi l'adorer comme une divinité. Il y a de quoi l'honorer comme le bienfaiteur de la société humaine pendant des siècles, comme l'homme le plus parfait peut-être qui ait eu vie, et tâcher de l'imiter dans son dévouement à son devoir.

Dieu perdrait infiniment à se faire homme : je ne vois pas trop ce qu'un homme gagnerait à se croire ou à se faire croire Dieu par quelques autres hommes. La doctrine des incarnations que vous invoquez, monsieur, en Europe, à l'époque

présente, aussi imperturbablement qu'on le ferait au fin fond de l'Asie, n'est plus recevable sur l'autorité de qui que ce soit. Sans doute, Jésus a fait preuve d'une intelligence et d'une moralité que, dans notre langage figuré, l'on peut qualifier de *divines;* mais le principe spirituel *in genere* dont tous les hommes sont doués et dont toute moralité et toute intelligence ne sont que des développements, est bien autrement divin que les perfectionnements dont il est susceptible. La divinité ne peut pas plus s'incarner dans un homme, que l'humanité s'animaliser dans une brute. *Nous sommes;* nous en avons la conscience. Dieu est *l'être* même. Le sentiment de l'existence individualisée, c'est-à-dire bornée, est incompatible avec l'idée de l'être absolu et sans limites. Incarner ce qui est la négation de toute chair, doit être définitivement relégué parmi les conceptions panthéistiques du brahmanisme hindou et du bouddhisme chinois et japonais.

X. « Si la mort de Socrate est la mort d'un sage, la mort de Jésus-Christ est la mort d'un Dieu. »

Moi. Je connaissais ce mot du célèbre Jean-Jacques. Acceptez-vous, monsieur, les écrits du philosophe genevois, dans leur ensemble, sans distinction ni restriction, comme autorité inspirée et infaillible? Non, n'est-il pas vrai? Hé bien! ni

moi non plus. Vous en rejetez donc une partie, celle qui ne convient pas à votre manière de voir; et moi je repousse une autre partie, celle qu'il m'est impossible d'admettre. Après quoi, nous sommes, malgré tout ce que nous pourrions en extraire, aussi avancés qu'auparavant. Laissons les citations, et procédons par la méthode logique.

Quant à la mort d'un Dieu, je ne sais ce que cela veut dire. C'est, je n'en disconviens pas, vous faire une réponse fort triviale; mais j'ai beau chercher : je n'en trouve pas d'autre à opposer à une proposition, tranchons le mot, aussi saugrenue.

X. Comment comprendre la persévérance des chrétiens à l'adorer (Jésus), et cela sans intérêt, sans but, sans avenir?

Moi. Par l'intérêt d'avoir un principe d'ordre social, dans le but de conserver la société humaine.

Pour ce qui est de l'avenir, il n'a pas répondu à l'attente des chrétiens : car leur autorité révélée, comme principe conservateur, nous échappe. Je ne leur en fais pas un reproche : ils ont opéré tout le bien qu'ils pouvaient faire, par le seul moyen qui fût à leur disposition. Puisque ce moyen va bientôt nous manquer entièrement, c'est à nous à en substituer un autre.

Les chrétiens ont adoré le principe d'autorité,

déifié sous le nom de leur législateur, Jésus, comme les gentils avaient adoré le leur sous les noms dont la mythologie nous a transmis le souvenir historique. Cette mythologie-là, ne l'oublions jamais, a été de la théologie : notre théologie, gardons-nous d'en douter, aura son tour à n'être plus que de la mythologie. C'est une question de temps.

X. Comment expliquer... le sang des martyrs?

Moi. Comment expliquer le sang des soldats musulmans qui se faisaient écharper sur l'ordre des khalyfes et la parole du prophète? Comment expliquer le broiement volontaire des dévots *sous* le char du Dieu de Djaggernât? La révélation mahométane, l'autorité religieuse et sociale émanée du brahmanisme, sont-elles divines comme l'autorité du Christ, pour cela seul qu'on n'a pas hésité à mourir en témoignage de leur vérité? Le martyre prouve-t-il la cause? ou la cause fait-elle le martyre? Ne peut-on mourir pour une mauvaise cause, et une cause n'est-elle bonne qu'après qu'on est mort pour elle? Pourquoi vos martyrs chrétiens ne sont-ils pour les musulmans que ce que les martyrs de ceux-ci sont pour vous, c'est-à dire des fanatiques? L'erreur, l'entêtement, l'orgueil, l'amour, la haine, toutes les passions, le crime même, ont eu leurs martyrs. Faut-il diviniser les passions? faut-il adorer le crime? Non, monsieur ; il faut

s'attacher exclusivement à ce qui est juste et vrai; et pour cela, il faut savoir ce qui est juste et vrai; et pour le savoir, il faut interroger, non l'homme d'hier ou celui d'aujourd'hui, non l'homme de Constantinople, celui de Pékin, celui de Paris, celui de Londres, celui de Rome, ou celui de Bruxelles; mais ce qui est le partage de l'homme de tous les temps et de tous les lieux, ce qui distingue essentiellement l'homme de tout autre être organisé et animé, savoir l'intelligence. La révélation a-t-elle tenu le même langage à Constantinople, à Pékin et à Rome? Loin de là : elle s'est contredite manifestement. L'intelligence, elle, ne saurait se contredire sans cesser d'être ce qu'elle est.

La doctrine dont vous vous êtes, monsieur, constitué le défenseur officieux, la doctrine de l'inspiration; car toute révélation a pour origine l'inspiration d'un révélateur; n'a jamais eu plus de martyrs, ni des martyrs plus intrépides que chez les ismaéliens du mont Liban. Là l'inspiration est le partage de chaque schyyte; et elle lui inspire toute espèce de crimes; et l'*assassin* qui les commet est sans remords; et il meurt plutôt que d'abjurer la révélation dont il est, à la fois, le prophète l'apôtre et le fidèle.

X. Si vos vœux se réalisent, si le but de vos efforts est atteint, c'en est fait du catholicisme.

Moi. Si la chose n'était pas effectivement comme je le dis, j'aurais beau faire des vœux ; ils seraient stériles : j'aurais beau tenter des efforts ; ils seraient impuissants. Faites-moi, je vous prie, monsieur, l'honneur de croire que je ne pousse pas la stupidité à ce point. Je dis : le catholicisme a rendu d'immenses services à la société ; on vivait sous l'unité sociale qu'il avait créée bien plus heureux qu'on ne vit aujourd'hui sous l'influence du doute qui décompose et démoralise toutes choses. Mais il a été destitué par l'examen. Il tombe en poudre, et la société s'écroule sur lui.

Je n'ai pas désiré la fin du catholicisme. *J'ai* constaté cette fin.

Je ne regrette pas qu'il finisse, parce que cela devait avoir lieu, un peu plus tôt, un peu plus tard, et avoir lieu pour qu'autre chose s'emparât de la place demeurée vide. Ce que je désire, c'est que l'interrègne soit le moins long possible ; car ce sera l'anarchie : mais si un interrègne est inévitable, ce que je crains, et s'il doit mener à l'ordre vrai, ce que je crois, le plus sage n'est-il pas de se résigner sans se plaindre ?

X. Semblable à ces oiseaux sinistres que l'odeur fétide des cadavres réjouit, vous poussez des cris de joie.

Moi. Voilà une sortie qui, au besoin, justifierait

votre double pseudonyme en *us* [1]. Rappelez-vous donc, monsieur, que *comparaison n'est pas raison,* et que des invectives ne sont pas des arguments. Je ressemblerais à un oiseau, et même à un oiseau sinistre, que cela ne changerait rien au fond des choses. Le fait est que la société se fait cadavre, et que toutes les croyances possibles ne réussissent plus à la galvaniser. Je voudrais lui rendre la vie; et à cet effet, c'est au delà des croyances que je porte les regards.

Si je pousse des cris de joie, c'est d'une joie lugubre, comme serait celle d'un malheureux accablé de souffrances, à l'approche du coup de grâce qui va mettre un terme à ses maux. Tant que les hommes se feront illusion sur l'état de la société qu'ils espèrent sauver, les uns au moyen de la foi agonisant sous les coups de l'examen, les autres au moyen de l'examen même, qui n'a pu que frapper à mort l'autorité imposée, et applanir la voie à l'autorité démontrée, je ne verrai, moi, d'autre issue à la crise sociale qu'un redoublement de désordre, la confusion dans les choses, suite nécessaire de la confusion dans les idées, et qui nous enveloppera tous. Ce désordre, je ne l'appelle pas pour l'amour de lui (je vous renouvelle à cet égard, mon-

[1] Le défenseur de M. le cardinal archevêque de Malines a signé son *factum* : Thadeus Peregrinus.

sieur, la prière de ne pas me taxer trop gratuitement de folie); mais je salue son avénement plus ou moins prochain, comme le coup de grâce de la société en pourriture dont nous avons le malheur de faire partie, et à laquelle, alors seulement, on croira urgent de substituer un ordre de choses basé sur la justice et la vérité.

X. La société païenne était bien autrement désorganisée lorsque le christianisme parut.

Moi. Je ne disputerai pas sur le plus ou le moins. Mais vous reconnaissez, monsieur, la démoralisation profonde, ce sont vos expressions, de la *société actuelle*, et vous trouvez que je n'ai pas trop mal saisi le malaise qui la tourmente. Je n'en veux pas davantage. De mon côté, je confesse avec vous qu'il a fallu une religion puissante pour triompher des souillures sociales sous le paganisme. Mais j'ajoute qu'il faudra une religion invincible pour régénérer l'humanité déchue sous l'autorité catholique.

Ce qui vous irrite, monsieur, je le sens bien, c'est la révolte du libéralisme envahisseur contre le catholicisme conservateur. Mais qu'a été le christianisme dans l'origine, si ce n'est une révolte de la liberté évangélique contre le despotisme païen? L'intelligence humaine a les mêmes droits aujourd'hui qu'il y a dix-huit cents ans. Elle marche vers l'accomplissement de ses destinées, tantôt par un

chemin large et uni, tantôt par un sentier étroit et rude. Le but qu'elle poursuit, toujours le même, est toujours également légitime. Gloire à Dieu et sympathie pour les hommes !

X. Des constitutions ou des chartes ont reconnu la liberté de blasphémer nos mystères.

Moi. Ces chartes faites où les catholiques n'auraient point eu voix au chapitre, n'auraient pas une grande portée contre vous, surtout les vôtres persistant à les réprouver, et à maudire, comme ils ont fait longtemps, la liberté de la pensée ou de la conscience, celle des cultes et, plus que toutes les autres, la liberté de la presse. Mais vous avez fini par les invoquer vous-mêmes, par nous reconnaître par conséquent la liberté de blasphémer pour vous contredire, par ne demander que la liberté d'enseigner vos mystères en concurrence avec nous autres qui les combattons. Vous avez, monsieur, permettez-moi de lâcher le mot, signé en toutes lettres votre extrait de mort.

X. Sans doute comme institution civile, comme principe de gouvernement, comme base de l'édifice social, la révélation est bannie des sociétés modernes.

Moi. La foule des petites brochures qui portent mon nom, comme vous vous exprimez, monsieur,

n'a pas d'autre but que de rendre populaire la vérité que vous voulez bien ici appuyer de votre témoignage : elle est le résumé de mes dernières publications. Oui, monsieur, la révélation a cessé d'être la base de l'édifice social. Cependant notre édifice social moderne devant, aussi bien que l'édifice ancien, avoir une base quelconque sous peine de crouler, je propose, ne vous déplaise, l'usage de la raison. Il me semble que, le gouvernement par la renonciation à cet usage étant devenu impossible, et celui par l'usage uniquement individuel de la raison ne produisant que le fractionnement *et la* discorde, il faut forcément essayer du moins *de la* raison commune, la seule qui puisse harmoniser et unir.

En vérité, monsieur, vous m'embarrassez le plus souvent : vous me représentez toujours la même question, presque toujours sous la même face ; comment vous y faire constamment des réponses variées ? Je n'ai cependant ici comme ailleurs autre chose à dire, si ce n'est : que s'associer c'est s'accorder ; qu'on ne s'accorde qu'au moyen de la parole qui exprime le raisonnement ; que si l'instinct, le sentiment, l'intérêt ou n'importe quelle passion rapprochent momentanément les hommes, il n'y a que l'intelligence, la raison, qui puisse leur faire comprendre leur destinée et leur droit, et établir là dessus une association durable.

X. Elle (la révélation) régnera sur la société en dépit de tous les efforts, soit par la liberté, soit par les persécutions.

Moi. Quand elle régnait, il n'y avait point de liberté ; la liberté était inutile. La légalisation de la liberté des opinions et de leur manifestation a été la constatation du renversement de toute opinion révélée, comme autorité socialement dominante. La liberté ne relèvera pas ce qu'elle a détruit.

A ce sujet, voici, je pense, ce qu'on peut dire de plus précis :

L'autorité sociale par la foi à une révélation, c'est l'ordre sans la liberté ; c'est le despotisme. (La force sans autorité serait de la tyrannie.)

Le protestantisme religieux fondé sur le libre examen et passant en libéralisme politique, c'est la liberté sans ordre ; c'est l'anarchie.

L'ordre par la liberté et *vice versa*, c'est-à-dire l'ordre et la liberté véritables, ne s'obtiendront qu'au moyen d'un principe social humanitaire, admis par l'intelligence et basé sur la raison.

Quant aux persécutions, que vous semblez craindre, monsieur, à quoi serviraient-elles ? Le libéralisme ne s'en ferait pas faute contre une secte menaçante de jeunesse, de vigueur et de zèle ; mais contre des doctrines vieillies, indolemment soutenues par un reste d'habitude, dans des motifs d'in-

térêt terrestre, l'ignorez-vous, monsieur? plutôt, qu'avec une véritable conviction religieuse, il serait absurde de s'armer de violence. On ne tue pas ceux qu'on voit mourir.

X. Vous n'envisagez la révélation que comme une simple organisation humanitaire.

Moi. Elle doit être envisagée ainsi. Car, principe absolu, de droit divin, elle doit être l'*organon* d'après lequel tout se classe, tout se coordonne, au moyen duquel tout se lie, d'où tout procède. C'est l'unité harmonique, source de la morale privée et de la religion sociale.

La révélation, partout où elle a été socialement acceptée, a été aussi la législation du peuple qui se constituait en société sous son influence; et qui se constituait en vertu de ce principe religieux et moral dont ses lois particulières n'étaient plus que le corollaire. Là où la révélation n'était acceptée que par une partie du peuple, elle associait quelques individus dans l'état sous le nom d'école ou de secte. Numa que vous citez a, sur ce point, été un révélateur aussi bien que Moïse et Jésus, et Mahomet l'a été après eux. Ils ont tellement eu le même but qu'ils ont eu recours à des moyens semblables : ils révélaient aux hommes la vérité à laquelle ceux-ci devaient se soumettre, et qui allait être la règle, non-seulement de leur vie publique

et privée, mais même de leur vie intime ou spirituelle, l'un de par sa nymphe Egérie, les autres de par Jehovah et l'Esprit de Dieu, enfin le dernier de par Gabriel, l'ange ou l'envoyé de ce Dieu.

Solon dont vous faites également mention, ne fit que tirer les conséquences de la révélation polythéistique qui régnait de son temps ; et encore eut-il soin d'établir son autorité sur la sainteté de l'oracle de Delphes qui l'avait déclaré un des sages de la Grèce, espèce de prophètes ou de voyants à cette époque, et dont par conséquent les lois étaient censées exprimer la volonté des dieux. Lui-même se vanta d'avoir été instruit par Apollon; et lorsqu'il donna à sa patrie des lois qui devaient renfermer toute sa sagesse divine, il prit encore la précaution, on pourrait presque dire surabondante, de les mettre sous la protection spéciale de Jupiter. Et c'était l'autorité religieuse qui faisait seule la force de ces lois, au point que, la foi commençant à s'éteindre, le Scythe Anacharsis reprocha à Solon de n'avoir tissu que des toiles d'araignée, bonnes tout au plus à arrêter les petits insectes encore croyants et timides, mais que les gros oiseaux plus sceptiques et moins dupes déchiraient en les traversant.

Déjà Lycurgue, ami des dieux et, en quelque sorte dieu lui-même, au dire de l'oracle, avait fait jurer à ses concitoyens de ne pas enfreindre ses

lois, qu'Apollon avait proclamées le *nec plus ultra* de l'esprit humain en matière d'institutions sociales. La religion fut à Sparte comme partout ailleurs la sauvegarde de la législation, aussi bien que des mœurs publiques, tant qu'elle se conserva elle-même autorité sociale.

Socrate, pour ne nommer ici que lui, a fait école; pour mieux y réussir, n'a-t-il pas attribué pour beaucoup son œuvre de réforme intérieure aux inspirations surhumaines de son démon familier?

Tous ces hommes, monsieur, étaient des législateurs pour les peuples, ou des moralistes pour leurs disciples : tous étaient des propagateurs de *révélations*. Ils disaient : *Obéissez à nos paroles;* et pour qu'on obéît, ils se posaient comme éclairés d'en haut; et pour donner un corps à ce fait vague, ils établissaient une relation spéciale entre la divinité et eux, et nommaient les agents dont Dieu se servait pour leur transmettre ses instructions et ses ordres.

Ordres et instructions, comme vous dites fort bien, tombent dans ce cas en désuétude lorsqu'on cesse de croire à leur justice et à leur vérité de droit divin, c'est-à-dire lorsqu'on met leur inspiration en doute. Dès que la réalité du rapport plus ou moins immédiat entre le révélateur et la divinité n'est plus un article de foi au dessus de toute discussion (et elle ne l'est plus le lendemain du jour où cette

réalité est devenue l'objet d'un examen), on entre aussi de plain pied dans la voie qui mène au refus d'adhérer aux paroles révélées, vraies ou non, de se soumettre aux lois révélées, justes ou non justes. Et il faut une autre révélation. C'est ainsi qu'il a fallu la révélation du Christ après la révélation des sages dont l'autorité avait jusqu'à lui régné sur le monde.

Ne croyez pas cependant, monsieur, que je sois injuste envers le christianisme, comme le sont en général les libéraux qui le confondent avec les autres doctrines révélées, et même le ravalent au dessous d'elles. Le libéralisme est un élément de division, d'individualisation; il scinde l'humanité en nations comme il scinde les nations en individus, tandis que le christianisme rapproche et unit les peuples. Le patriotisme est né du libéralisme qui, avec les grands mots d'honneur national et d'intérêts nationaux, en fomentant les haines et les guerres nationales, en maintenant les langues et les littératures nationales, et plus que tout le reste les systèmes nationaux de tarifs et de prohibitions, de frontières et de douanes, est devenu le pivot du despotisme et la pierre d'attente de l'anarchie. Jésus, lui, a embrassé dans sa sollicitude humanitaire les hommes de tous les climats, de toutes les époques, de tous les gouvernements. A l'opposé du libéralisme morceleur, sa doctrine a été le cosmo-

politisme. C'est un des points qui, pour les libéraux, en font un utopiste, et sur lesquels, selon moi, il a *deviné juste*. Aussi ne reproché-je à la révélation chrétienne que d'être révélation, ou, pour parler plus exactement, de n'être que révélation : ce qui explique sa décadence et occasionnera nécessairement sa chute.

Les choses étant ainsi, et comme de nouvelles révélations sont, il me paraît du moins, devenues impossibles, il n'y a plus que la raison *raisonnée*, pour bien préciser ma pensée, qui puisse relever la justice et la vérité déchues.

X. Méditez avec un cœur droit, *si cela est encore possible*, le code sacré des chrétiens, et vous apprendrez que Jésus de Nazareth est venu pour réformer les mœurs et sauver les ames.

Moi. Je saute à pieds joints par dessus la malice que vous-même, monsieur, avez soulignée, mais à laquelle, malgré cela, je ne répondrai rien.

Jésus a réformé les mœurs : il a sauvé les ames en réformant les mœurs ; car ce n'est qu'ainsi qu'on les sauve : et c'est pour cela que je l'appelle *législateur*. Je ne profane jamais ce mot, à moins d'en avertir, en l'employant dans le sens de rapetasseur du code pénal, d'entasseur de réglements d'administration et de police, comme sont nos fabricants de lois et même nos constituants modernes, qui ne

réforment rien, ne sauvent ni les ames, ni la société des ames, seule société humaine véritable, et qui par là compromettent chaque jour de plus en plus la somme des intérêts matériels humains, abandonnés au hasard et tiraillés dans tous les sens par l'incertitude sur tout et l'égoïsme en tout.

Jésus a aussi sauvé les corps; sans cela son œuvre eût été incomplète. Les corps et les ames vont constamment et indivisiblement ensemble : cet ensemble constitue la vie humaine terrestre. Vouloir sauver les ames sans les corps, c'est faire des ascètes, des moines, de pieux égoïstes, qui bifent l'existence présente des desseins de Dieu, afin de mieux jouir de l'existence future, dont Dieu a déterminé que la première existence serait une condition indispensable. Vouloir au contraire sauver les corps en faisant abstraction des ames, c'est, dans le sens du matérialisme actuel, prétendre que l'ordre dans les choses résulte du désordre dans les intelligences, seules capables de concevoir l'ordre et de l'appliquer; c'est fonder la justice sur la négation du juste, la vérité sur la négation de la certitude; c'est parquer des bêtes brutes et leur dire : « Voilà une tribune et des urnes ; gouvernez-vous. »

Je sais, monsieur, que Jésus plaçait son royaume dans un monde meilleur. Hé bien! c'est précisément pour cela qu'il a régné sur ce monde-ci, et que son règne y a été si long. Ce n'est pas par la

force que l'homme domine les hommes et les événements ; c'est par l'intelligence. Car les intelligences ne se soumettent ni aux soldats ni au bourreau. Le royaume d'Attila était de la terre ; il a passé bien vite : le royaume de Jésus était du ciel ; la terre lui a appartenu.

X. Vienne le jour où la Providence suscitera à son église des hommes puissants comme Paul,... Chrysostôme,... Ambroise,... Léon...

Moi. Je prends, monsieur, votre tirade à sa conclusion. Il m'eût été pénible de vous rappeler encore une fois que des paroles irritantes ne rehaussent par l'effet d'un mouvement oratoire, que ce mouvement même n'est pas un syllogisme, et que le tout ensemble ne procède pas d'une dialectique fort serrée.

Vienne le jour ! dites-vous. Mais ce jour ne viendra pas. L'étoffe y est bien pour des Paul, des Chrysostôme, des Ambroise et des Léon ; car enfin les hommes sont toujours les hommes, et Dieu n'a pas changé. Mais ils n'ont plus les mêmes moyens à leur disposition : ce n'est plus l'autorité qui parle à la foi. Quand les apôtres ou missionnaires disent : *Nous croyons*, on doute d'abord s'ils croient en effet ; et si on réussit tellement quellement à se convaincre de la sincérité de leurs paroles, on discute les motifs de leur croyance, c'est-à-dire qu'on agite

la question de savoir s'ils n'ont pas cru par faiblesse d'esprit ou de caractère, par paresse, par intérêt, par peur : leur supériorité intellectuelle et morale assurée, on examine leurs paroles mêmes, et si celles-ci ne sont pas socialement reconnues comme incontestables, on jette les noms de Paul, de Chrysostôme, d'Ambroise et de Léon dans une urne avec une infinité d'autres noms, et on tire au hasard. La moitié plus un de tous ces noms-là fait la loi; et vos Paul, vos Chrysostôme, vos Ambroise et vos Léon, n'ont plus qu'à se ranger en faisant leurs réserves si bon leur semble, ou à s'insurger s'ils se croient les plus forts.

Est-ce le moyen de savoir la vérité? Je ne le pense pas plus que vous. Mais c'est le seul moyen praticable aujourd'hui de formuler une opinion sociale. De principe absolu, on n'en a pas, on ne peut pas en avoir; de conséquences certaines, il ne saurait donc en être question : cependant il faut agir; pour agir, il faut se déterminer, et cela sur des motifs qui supposent un jugement et des idées : il n'y a donc qu'à convoquer quiconque se sert de la parole pour raisonner, déraisonner ou mentir, à écouter les avis pour la forme, et à compter les votants pour conclure au fond, c'est-à-dire pour fixer ce que la société fera d'après ce que la société sera censée avoir voulu faire.

Je n'ignore pas qu'il viendra un temps où il ne

suffira plus de formuler mécaniquement, pour ainsi parler, une opinion quelconque, et qu'il faudra finalement posséder la vérité sociale ou périr comme société. Aussi est-ce dans cette vue que je propose de consulter l'intelligence humaine sur ce que l'intelligence de Paul, de Chrysostôme, d'Ambroise et de Léon ne réussissent plus à imposer comme vrai à l'humanité. Peut-être sera-ce en grande partie l'opinion même professée par ces hommes remarquables, qui prévaudra alors; mais elle prévaudra, non plus comme leur opinion, *à eux*, mais comme le *dictamen* de la raison humanitaire.

X. Le passé répond de l'avenir.

Moi. C'est-à-dire que l'avenir sera ce que le présent l'aura fait, comme lui-même est ce que l'a fait le passé. Trouvez-vous, monsieur, que votre passé ait fait là une bien belle chose? Nos doutes et nos misères sont la conséquence de la foi sociale d'autrefois : il faut que la certitude et la prospérité sociale future soient la conséquence de nos doutes. Nous préparons l'avenir par des déchirements et des angoisses. Comme je compte sur la justice de Dieu, je crois que, si nous vivons moins heureux ici-bas que nos pères, et que si nous payons de notre sang et de nos larmes le bonheur de nos enfants, en définitive nous n'y perdrons rien.

X. Vous niez la vérité de la révélation; oseriez-vous nier aussi la sainteté de sa morale?

Moi. Je n'ai point nié la vérité des opinions révélées; j'ai dit uniquement que, désormais, pour être acceptées socialement comme vraies, il fallait qu'elles fussent plus que révélées. Je ne nie pas davantage la sainteté de la morale chrétienne; mais je soutiens que ce que celle-ci a de réellement saint, devra être fondé en raison au lieu de l'être sur le sentiment, sur l'inspiration, sur l'éducation, sur l'habitude. Cela étant, le raisonnement, loin de briser anneau par anneau la chaîne morale qui lie l'humanité, pour lui faire subir le joug de l'égoïsme individuel et les maux de l'anarchie générale; ce qu'il fait et fait avec rapidité de nos jours; le raisonnement, dis-je, forcera par contrainte intellectuelle tous les membres de la grande famille humaine à rendre le lien social de plus en plus indissoluble, et à ne voir de refuge pour chaque homme que dans le refuge qui abritera toute l'humanité.

X. Lisez (l'extrait d'un article de la *Revue d'Édimbourg*)... Je vous laisse méditer et comprendre.

Moi. J'ai lu, monsieur, et je pense avoir compris. J'ai vu sans grande édification, un protestant prêchant l'autorité catholique, non parce qu'il y croit; car s'il y croyait, il embrasserait le catholicisme romain sans hésiter; mais parce qu'il s'aperçoit

que son protestantisme menace ruine avec tout ce que l'esprit d'examen, de discussion, de protestation, a sapé et ébranlé, et parce qu'il voudrait raffermir, sous la forme semi-catholique d'un doute limité et comme quasi article de foi, le je ne sais quoi auquel il s'efforce de croire malgré sa doctrine protestante qui, en renversant le catholicisme, a détruit le principe même de la croyance. J'ai vu qu'il envie les conquêtes de l'église papale chez les peuples où les missionnaires de celle-ci, pâles contre-épreuves des premiers apôtres, y sont cependant à la hauteur des connaissances actuellement acquises. J'ai vu enfin qu'il oublie les pertes de *cette* même église chez les peuples plus avancés sous le rapport de l'intelligence, pertes d'autant plus réelles qu'elles font moins d'éclat. Car on ne se donne plus même la peine de renoncer bruyamment au catholicisme : cela prouve que, non-seulement on a cessé de croire à l'autorité du pape, mais qu'on répudie toute espèce d'autorité quelconque; ce qui rend les conversions impossibles. Les catholiques ne se font plus protestants comme il y a trois siècles; il fallait croire pour cela : il n'y a plus de protestant d'assez de foi pour se faire catholique. Tout le monde proteste, même contre la protestation quand elle n'est pas radicale et sans terme.

X. S'il est un fait incontestable, c'est bien la faiblesse et l'impuissance de la raison.

Moi. L'intelligence a erré et errera toujours plus ou moins. Car elle est accompagnée de liberté, c'est-à-dire d'imperfection. Et si elle n'était pas libre, elle ne serait plus intelligence. Mais faut-il attribuer les erreurs de l'esprit humain à ce qu'on s'est servi de lui? Ne résultent-elles pas plutôt de ce qu'on ne s'en est pas servi, ou de ce qu'on s'en est servi abusivement? C'est ce que je pense.

Bien ou mal, il faudra toujours raisonner. Nous ne faisons que cela, monsieur, vous et moi en ce moment. Je suppose que vous ayez affaire à un Turk et que vous vous contentiez de lui lire des textes de l'Évangile, tandis qu'il vous réciterait, lui, des passages du Coran; la discussion n'aurait pas de fin. A moins qu'il ne la portât, lui sur l'Évangile même, ou vous sur le Coran; ce qui changerait la lutte à coups d'autorité en un examen raisonné sur pièces. L'Évangile et le Coran contiennent des idées, expressions d'intelligences humaines et destinées à des intelligences humaines. C'est donc à l'intelligence, et à elle exclusivement, à prononcer entre le Coran et l'Évangile, comme entre toutes les opinions que peut élaborer l'esprit de l'homme, afin que les hommes conviennent entre eux, d'abord, de ce qu'il faut penser, puis de ce qu'il faut faire, afin, par conséquent, qu'ils se conviennent et s'unissent. Car ils ne sont hommes, et tous hommes au même titre, que par leur

essence intellectuelle ou spirituelle. Si la raison humaine, comme vous dites, était, non-seulement faible, ce que je ne conteste pas, mais aussi insuffisante pour relever l'homme de sa dégradation morale, ce que je nie formellement, il faudrait, monsieur, désespérer de l'avenir de la société.

X. La raison a soufflé le feu de la persécution (par la bouche de Plotin, Porphyre, Jamblique et l'empereur Julien); .... aux XVIe et XVIIe siècles,... elle a corrompu les peuples;... enfin elle a eu pour souverain pontife Robespierre, pour sacrificateur le bourreau, pour victimes tout ce qui ne l'adorait pas.

Moi. Cela est aussi vrai que si je disais : « Jésus a persécuté les hérétiques depuis les ariens jusqu'aux jansénistes inclusivement ; il a brûlé et égorgé Albigeois, Vaudois, luthériens, calvinistes, anabaptistes, en détail et en masse; il a corrompu les peuples sous les jésuites; il a eu pour souverains pontifes de son culte, Sixte IV, Innocent VIII et Alexandre VI, pour desservants de ses autels les chauffeurs des *auto-da-fé,* pour victimes tous ceux qui osaient s'opposer à ses prêtres; il a produit le XVIe et le XVIIe siècle qui l'ont mis en doute, le XVIIIe qui s'est moqué de lui, et le XIXe qui a perdu toute foi, toute retenue et toute pudeur. »

Si j'avais écrit dans ce style au cardinal-arche-

vêque, certes, monsieur, vous eussiez eu raison de vous étonner que je n'y mettais pas plus de façon, et vous eussiez eu tort de perdre votre temps à me réfuter.

X. Que de faiblesse dans notre esprit, que de corruption dans notre cœur, que de préjugés, que d'intérêts qui nous dominent, que d'ignorance; mais surtout que de passions qui bouillonnent dans notre sein!

Moi. Ce sont, je l'avoue sans peine, de fréquentes et de graves causes d'erreur. Aussi n'est-ce pas la faiblesse qu'il faut interroger, la corruption à laquelle il faut se fier, les intérêts qu'il faut consulter, l'ignorance qu'il faut prendre pour guide, en un mot les passions auxquelles il faut s'abandonner. Ce n'est là ni de l'intelligence ni de la raison; c'en sont au contraire les ennemis les plus redoutables. Je m'adresse, moi, à la raison pour échapper aux passions; je tiens l'imagination et le sentiment, c'est-à-dire l'inspiration du moment et les préjugés de l'éducation et de l'habitude, pour véhémentement suspects. Vous, monsieur, vous vous défiez de la raison parce qu'elle est souvent égarée dans la tourmente passionnelle. Et c'est à une passion que vous vous adressez pour éclairer la raison! car la foi aveugle à une révélation quelconque, est une passion qui, dans les temps ordinaires, peut être

fort calme, mais qui aussi peut s'exalter jusqu'à la fureur si elle est contrariée ou comprimée; ce sont les circonstances au milieu desquelles elle se développe qui en décident. Je dis une *révélation quelconque*, puisque le catholique belge n'est pas plus fondé à croire au pape que le bouddhiste mongol ou thibétain au Dalaï Lama. La raison de l'un comme celle de l'autre ne sont plus dans le cas d'être égarées; elles sont supprimées.

Voici, monsieur, trois définitions que je vous soumets. Veuillez les peser dans votre sagesse, et au cas qu'elles vous satisfassent, les tenir *présentes* à la mémoire. Ce me sera la preuve que vous avez réellement le désir de pénétrer ma pensée intime, et la volonté de ne pas fermer les yeux à la lumière du raisonnement.

Le catholicisme, dans son application, est la soumission de toute intelligence individuelle à l'autorité sociale, déclarée divine par un ou plusieurs hommes se disant inspirés de Dieu. C'est le despotisme sacerdotal, ou monarchique, ou aristocratique, en principe.

Le libéralisme pratique, suite inévitable du protestantisme intellectuel, est la souveraineté absolue de l'intelligence et de la conscience *personnelles*, c'est-à-dire la liberté illimitée et illimitable de chaque individu. Les premières conséquences du libéralisme sont la souveraineté du peuple, qui se

manifeste par le despotisme des majorités : ses dernières conséquences, aussi inévitables que les premières, sont la confusion des esprits, l'antagonisme des volontés, l'opposition des intérêts, la discorde, les luttes et l'anarchie, en un mot la négation de la société.

La société basée sur la raison ne reconnaîtra, ni l'arbitraire du sacerdoce, ni celui du pouvoir, ni celui du peuple, ni celui de l'individu, mais seulement le droit de l'humanité, de l'humanité intellectuelle, bien entendu, de l'intelligence-principe. Elle reposera sur un fait évident pour tous les hommes, savoir la conscience de leur être; et les conséquences qui en seront déduites rigoureusement, se formuleront de manière à entraîner et à réduire toutes les individualités sous une autorité humanitaire, démontrée pour l'intelligence elle-même.

X. Si elle (la religion) n'avait pas combattu les passions, déclaré la guerre au vice, proscrit les turpitudes du cœur, tous les systèmes de philosophie ne se seraient pas rués contre elle.

Moi. Cet argument a été articulé souvent : il n'en manque pas moins de justesse. Ce que la raison reproche à la religion, c'est précisément d'avoir pactisé avec les passions, d'avoir toléré le vice, pour ne me servir ici que d'un terme fort modéré, et d'avoir ménagé des *accommodements* entre le ciel et

les turpitudes du cœur. La philosophie que vous attaquez si violemment, a été surtout flétrie par les prêtres parce qu'elle dévoilait, l'histoire à la main, leurs honteuses complaisances pour l'immoralité et leurs propres déréglements, preuve sans réplique d'une conviction religieuse relâchée ou plutôt évanouie.

Si la religion chrétienne n'avait pas, dans son origine, prêché une morale pure, si elle ne s'était pas montrée aussi inflexible sur les principes du devoir qu'indulgente envers les hommes qui les avaient violés, jamais elle ne se serait établie, *jamais* du moins elle ne se serait consolidée. La philosophie, au nom de la raison, fait cela également; et c'est pour elle, comme ç'avait été pour la religion, une condition *sine qua non* de succès. Je parle, monsieur, de la philosophie raisonnable : vous n'avez pas plus le droit d'appeler *système de philosophie* toutes les folies qui ont passé par la tête des hommes, que je ne l'ai, moi, d'appeler *religion* toutes les sottises qui sont écloses dans le cerveau des enthousiastes et des mystiques.

Les systèmes de philosophie ont objecté à la religion révélée qu'elle n'est pas plus fondée sur preuves qu'eux-mêmes. Cela ne donne aucune certitude, il est vrai, concernant aucun de ces systèmes; mais cela ôte toute certitude à l'égard de la révélation. Avec le principe seul de libre examen,

on arrive à ce point ; mais on ne le dépasse jamais.

La raison l'emportera sur la révélation et sur la philosophie de l'expérience, non en lâchant la bride aux passions, mais au contraire en y mettant un frein. Les passions calmées, elle pourra se faire écouter et suivre ; elle exposera ses preuves et sera assurée de les faire accueillir. Je le répète : il est probable qu'elle n'y parviendra qu'avec l'aide toute puissante de la nécessité, qui étreindra la société dans ses bras de fer.

X. C'est pour des vérités douteuses, hypothétiques, que vous sapez les fondements de la révélation.

Moi. En appelant le dogme de l'existence de Dieu et celui des destinées humaines s'étendant au delà de la vie actuelle, des *vérités douteuses,* j'ai voulu dire seulement qu'ils ne sont pas encore démontrés de manière à emporter le consentement de tous, et à devenir de cette manière *vérités incontestables, vérités sociales.* Je crois avoir prouvé qu'il faudra finir par démontrer ces vérités si la société doit se maintenir. Il faudra ôter au scepticisme qui les a *socialement* mises en doute, toute possibilité de les nier. Car le scepticisme qui n'est encore qu'un droit social, deviendra un dogme général ; et alors il n'y aura plus de société. Une

fois au contraire que Dieu et la vie ultra-terrestre seront hors de toute contestation, ces opinions, dérévélées et hypothétiques qu'elles étaient, passeront au rang de vérités de raison; et la société marchera d'un pas ferme et décidément progressif, dans la voie où jusqu'ici elle n'avait fait qu'errer en tâtonnant

Comprenez-moi bien, monsieur : je ne prouve ni Dieu ni l'immortalité de l'ame; mais je prouve que la société n'existe que par la possession de ces vérités; que quand elle les a perdues elle touche à sa ruine; et que si elle ne les retrouve pas, *elle* périra. Je prouve que la société a existé *jusqu'ici* parce que la révélation lui avait assuré ces vérités; je prouve que l'examen les lui a enlevées; je prouve que la foi ne saurait les rétablir socialement; je prouve enfin que la société va périr si la raison humaine ne la sauve.

X. Le libre examen ne peut pas plus anéantir la vérité, que le fanatisme ne détruit la liberté.

Moi. J'ai glissé sur quelques pages de votre écrit, monsieur, où, de votre propre aveu, vous ne faites que revenir sur ce que vous aviez déjà dit. Il est vrai que vous le faites avec un redoublement d'amertume. Mais, vous le savez, je n'aime pas à m'arrêter sur ces formes acerbes, d'abord parce que cela pourrait vous blesser, ensuite parce que cela m'af-

flige pour vous, enfin et surtout parce que le persifflage et le dédain, comme vous les appelez vous-même, ne prouvent rien.

Sextus Empiricus que vous me comparez, monsieur, n'est pas heureusement choisi. C'était un philosophe remarquable qui raisonnait avec clarté, précision, sagacité et, ce qui vaut encore infiniment mieux, avec loyauté, disant ce qu'il pensait et ne faisant jamais dire aux autres que ce qu'ils avaient dit réellement, dût le combat qu'il leur livrait en devenir beaucoup plus rude. Mais il armait la science contre la science, la raison contre la raison. Il admettait le doute absolu, non comme la négation de ce qui n'est pas prouvé, mais comme établissant que rien ne saurait être prouvé. Selon Sextus, on ne peut rien savoir de certain sur quoi que ce soit ; selon moi, l'expérience est une certitude physique ou matérielle ; mais il est des vérités qui, hors de la portée de l'expérience, doivent cependant acquérir une certitude intellectuelle ou morale, identique à la certitude des vérités mathématiques.

L'empirisme (l'expérience) *seul* ne me paraît propre qu'à produire ce que nous voyons, savoir la négation des vérités métaphysiques dont je crois l'acceptation sociale, en d'autres termes la démonstration logique, indispensable à la conservation de la société. Elles ne sont pas perceptibles par les

sens. Si l'homme n'avait que des sens extérieurs, le rejet de tout ce qui ne peut, ni se voir, ni se palper, ni s'entendre serait rationnel, et l'égoïsme matériel et actuel, uniquement tempéré par la crainte de la déconsidération publique et de l'application du code pénal, serait la conséquence indéclinable de cette métaphysique-là. Je ne saurais assez le redire, monsieur : je subis le scepticisme, comme tout le monde, comme vous-même qui ne vantez que la foi ; mais je reconnais, et l'impuissance du doute à rien nous apprendre, à rien produire de positif, et son activité à tout *ébranler*, à tout détruire. Je dis que les hommes devront cesser d'être socialement sceptiques s'ils veulent continuer à exister comme humanité. Je dis même sur quoi ils devront acquérir la certitude : car je soutiens qu'ils ne l'ont pas.

Non, monsieur, le libre examen n'anéantit pas la vérité d'une manière absolue; mais elle l'empêche de se donner pour telle sur parole d'autrui : et lorsque, comme aujourd'hui, la société ne possède ses vérités, ses opinions même, qu'en vertu de quelque révélation, transmise par la tradition et recueillie par la coutume, le libre examen anéantit la vérité pour les hommes capables de la recevoir, en rendant les intelligences humaines inhabiles à la saisir. Il ne supprime ni les couleurs, ni les sons, pour me servir d'une comparaison empruntée à la

physique, mais il bouche toutes les oreilles et ferme tous les yeux auxquels couleurs et sons se manifesteraient. L'examen sans bornes ni contrôle n'a que les majorités pour *critérium* de ce qu'on *convient* d'appeler juste et vrai; lorsque cet examen est passé en droit social, toute vérité et toute justice absolues sont anéanties pour l'homme.

X. *Les miracles* (avez-vous dit) *ne peuvent convenir qu'à des sots*... Nous croyons fermement aux miracles.

Moi. J'aurais dû dire : « Les miracles ne peuvent convaincre que ceux qui ne font point usage de leur raison; » l'expression n'eût pas été moins propre, et elle eût été plus convenable. Ce que vous ajoutez me l'a fait sentir, et je le confesse volontiers.

Les mahométans aussi; je ne mentionnerai ici que cette espèce de *fidèles;* croient fermement aux miracles, mais à leurs miracles seulement, comme vous ne croyez qu'aux vôtres. Ils croient, comme tous les catholiques, que les miracles garantis par leur révélation, garantissent exclusivement cette même révélation, garantie elle-même, ainsi que les miracles, par le témoignage de ceux qui sont morts pour la vérité des prodiges et de la doctrine, et dont le témoignage est garanti à son tour par la doctrine et les prodiges auxquels il sert de garantie. Il y a

là, monsieur, une confusion d'assurances mutuelles, que les croyants seuls réussissent à débrouiller à leur pleine satisfaction.

Toutes les religions, toutes les sectes ont eu leurs miracles, et y ont cru. La plupart de ces miracles sont si bien établis, que l'on serait forcé de les admettre en masse si on ne prenait le parti de les rejeter en principe. Car enfin, les doctrines opposées à l'appui desquelles ils sont censés avoir été faits, ne peuvent pas être toutes vraies également. Je dis des miracles ce que j'ai dit du martyre : ils ne nuisent pas à la vérité d'une doctrine, mais ils ne *servent* à rien pour prouver la vérité d'une *doctrine douteuse*. C'est donc à la doctrine seule et toujours à la doctrine qu'il faut s'attacher; et la doctrine n'a d'autre juge légitime que l'intelligence. Cent témoignages scellés par le supplice et cent résurrections ne changeraient rien aux propositions : ***deux et deux font quatre; j'ai le sentiment de l'existence.*** La lecture de Bergier, du cardinal de la Luzerne et de l'évêque d'Hermopolis que vous me recommandez si instamment, ne me semble avoir rien de commun avec ce que je viens de dire.

Un mot encore : une doctrine ne cesse pas d'être fausse par cela seul qu'elle cite des miracles en sa faveur; une doctrine vraie se passe de miracles. Vous m'objecterez peut-être qu'il y a miracles et miracles; que les chrétiens en invoquent de réels,

et que les autres croyances religieuses n'ont à y opposer que de la jonglerie. Soit. Cependant comme les sectaires non chrétiens disent de vous ce que vous dites d'eux, il faudra bien, en dernière analyse, examiner, sinon la doctrine même, du moins le miracle qui est chargé de l'étayer. Or, examiner le miracle, ou la doctrine, ou le révélateur qui l'a annoncée, ou les apôtres qui l'ont propagée, ou les témoins qui l'ont attestée, c'est toujours raisonner; ce n'est jamais croire.

X. *La presse* (dites-vous ensuite) *est plus forte que vous...* Elle ne pourra jamais prévaloir contre le catholicisme.

Moi. La presse, moyen le plus actif, le plus puissant et le plus indestructible du libre examen, est plus forte que toutes les révélations, puisqu'elle les discute toutes, et que toutes finissent par reconnaître forcément son droit à les discuter, à les mettre en doute, à les nier. La presse décline l'autorité des révélations *en principe,* et ne cède que devant l'incontestabilité du raisonnement. La presse a prévalu contre le catholicisme, qu'elle a rabaissé à l'égalité avec toutes les opinions discutables; et le catholicisme a accepté cette égalité en fait, l'a légitimé en droit. Partout où le catholicisme a été le plus fort, il s'est placé au dessus de l'examen, et la presse a été réduite à le servir, à

être son organe. Dès que la presse a pu contester la vérité du catholicisme comme de toute autre autorité révélée, l'incontestabilité seule a été plus forte qu'elle.

X. Quoi! vous le reconnaissez : *La révélation peut être bonne.*

Moi. Certes : elle est fort bonne avant la discussion; elle l'est avec la foi; elle a été sociale tant qu'elle a été socialement admise; elle serait sociale et bonne, *même à présent*, s'il y avait encore les hommes voulus et la foi requise pour l'accepter comme autorité dans la société.

La question donc est de savoir si elle est acceptée socialement. Hé bien! non; elle ne l'est pas. Les catholiques le confessent eux-mêmes; car pour que leur existence comme catholiques fût socialement possible, ils ont écrit dans les chartes que le droit de libre examen est social.

Nous avons vu plus haut que vous aussi, monsieur, vous aviez fortifié de votre déclaration explicite la déclaration que vos co-religionnaires ont faite implicitement.

Voilà à quoi se réduisent mon *inappréciable aveu*, comme vous le qualifiez, ma *contradiction manifeste, l'éclatant démenti* que, suivant vous, je donne à mes paroles!

Je réitère ici, monsieur, un aveu plus réel et plus

important : savoir, qu'il est probable que la révélation a deviné juste sur quelques points. Mais elle n'a fait que deviner, ou, ce qui revient au même, elle ne peut offrir aux hommes que des opinions inspirées, senties, transmises par écrit ou oralement, et uniquement fondées sur des idées préconçues ou des préjugés, ou sur la coutume. Il faut aujourd'hui qu'elle prouve que c'est effectivement *juste* qu'elle a *deviné*, afin que, de révélation, elle devienne démonstration, et, de foi, science.

En attendant qu'elle y parvienne, ses croyants sont de beaucoup moins avancés que ne le sont les sceptiques. Non que je veuille dire par là que, moralement parlant, et pour maintenir le reste d'ordre qui empêche la société de périr immédiatement, le scepticisme vaille mieux que la foi. A Dieu ne plaise! Je sais fort bien; et c'est là, monsieur, un dernier aveu que vous pouvez enregistrer avec les autres; je sais que le croyant le plus absurde, s'il est franc, offre infiniment plus de garanties de conservation et de stabilité pour toute société dont il fait partie, bonne ou mauvaise, que le plus raisonnable des sceptiques. Je prétends seulement qu'entre la foi et la science, le doute est une transition inévitable; que la foi ayant perdu son caractère social, il faudra finir par douter socialement, c'est-à-dire, il faudra que tout le monde doute, pour arriver à savoir socialement, en d'au-

tres termes, pour que tout le monde finisse par savoir; que les sceptiques ne réussiront plus à croire, quand bien même ils le voudraient dans l'intérêt des avantages que la société leur garantit, et que les croyants seront entraînés à douter, quoiqu'ils en aient, et dût la société succomber faute de quoi et de qui que ce soit pour la soutenir; que la chute de la société actuelle, *qui est mauvaise*, outre qu'elle devient de plus en plus impossible, sera un bien que l'on devra au triomphe social du scepticisme qui la renversera; que par conséquent les sceptiques, plus près de la certitude que les croyants, ou, comme je l'ai dit, plus avancés, mais non meilleurs, préparent cependant, sans intention de leur part, le bonheur de la société future, en portant à son comble le malheur de la société présente, laquelle les croyants perpétueraient, quoique mauvaise, également sans intention de leur part, s'ils pouvaient, *ce que je nie*, perpétuer la foi.

Je suis réellement fâché, monsieur, de me répéter si souvent : mais je vous suis pas à pas. Si vous revenez sur les mêmes choses, je suis forcé d'y revenir aussi. Je ne puis qu'en avertir, et me faire ainsi excuser par ceux qui auront le loisir de s'occuper de vous et de moi.

X. Si un catholique fervent s'offrait, dans une

conférence publique et solennelle, à vous mettre dans l'impossibilité de soutenir votre dire?

Moi. Encore! monsieur. Y mettriez-vous de l'intention? Je conçois que, dans le pays où nous sommes et dans les circonstances où se trouve ce pays, le catholique fervent dont vous parlez pourrait faire une affaire fort avantageuse pour lui; mais je pourrais, moi, en faire une fort mauvaise : et je ne sache pas que, dans le seul but de faire la fortune de mon contradicteur, je sois obligé d'exposer plus que la mienne.

Parlons sérieusement. Je vous ai déjà expliqué pourquoi je ne puis, aux conditions présentes, adhérer à votre projet de conférence publique sur la matière que nous traitons. J'ajoute que, quand même il n'y aurait aucun danger à courir, je n'en reculerais pas moins devant un acte qui ne peut produire, outre le triomphe plus qu'incertain de la vérité, qu'un peu de fumée pour la vanité personnelle : or cette fumée-là m'est nauséabonde. Je plaide, monsieur, comme devant l'aréopage, c'est-à-dire de nuit; *mais je me nomme*. Je ne suis par là ni plus ni moins utile à la cause que je sers, sans me cacher pour personne, mais aussi sans me mettre en évidence sur n'importe quels tréteaux.

X. Je crois de mon devoir de déclarer que je n'ai reçu ni ordre ni mission pour écrire.

Moi. Qu'est-ce que cela fait? vous avez raison ou tort, monsieur; c'est là tout. Il est fort indifférent que ce soit par ordre ou spontanément que vous avez écrit; que ce soit pour faire votre cour à un parti ou pour défendre une cause que vous vous êtes lancé dans cette dispute. Il ne peut être question devant le public que de la verité, abstraction faite de ses champions et de ses détracteurs. Attachons-nous donc à elle seule; et effaçons les noms propres, celui du cardinal-archevêque, le vôtre et le mien.

Me voici arrivé, monsieur, à la fin de votre brochure. Avant de résumer celle par laquelle j'y réponds, je dois vous remercier cordialement pour l'occasion que vous m'avez fournie de mettre en relief et sous un jour nouveau, quelques-uns des arguments au moyens desquels je cherche à appuyer mes convictions et à les faires passer dans l'esprit de mes contemporains.

Si vous êtes de bonne foi, comme je dois le supposer jusqu'à preuve du contraire, vous conclurez de ce qui précède, que je ne suis pas aussi ennemi que vous l'avez cru de ce que vous proclamez être la vérité, et que, loin d'être volontairement méchant, je ne suis même aucunement obstiné dans ce que vous appelez mes erreurs. A votre exemple, je suis grand partisan de l'autorité, que je regarde comme

socialement indispensable; mais je voudrais qu'elle fût au dessus de toute controverse, parce que je prévois que, sans cela, il finira par ne plus y avoir ni autorité ni ordre social. J'aime la liberté autant que la vie, car elle est la vie même, pour la société comme pour l'individu; et je l'accorde aux autres au même degré que je la demande pour moi : mais je gémis de la voir, à défaut d'un *critèrium* commun de certitude morale pour la diriger; je gémis, dis-je, de la voir nous égarer à chaque pas, nous diviser chaque jour davantage, nous armer les uns contre les autres, et ne faire tourner le progrès individuel qu'au détriment et à la perte de la société.

Je ne partage pas les espérances vaines des catho liques religieux et des conservateurs politiques, qui travaillent à la restauration de l'autorité de par l'autorité exclusivement : je crois que la foi comme principe social est bien morte dans le cœur de l'homme, parce que le besoin personnel d'examen ne peut plus être comprimé dans son esprit. Mais je ne partage pas davantage les craintes puériles des libéraux au sujet du *formidable* parti-prêtre et du *vaste réseau* jésuitique.

Je ne pousse pas l'ingénuité au point de trembler pour l'avenir de notre civilisation parce que quelques capucins arpentent les rues de deux ou trois de nos villes. J'ai vu plus d'un libéral, fort accom-

modant d'ailleurs lorsqu'il ne s'agissait que des abus du pouvoir, prendre feu au seul nom de ces moines mendiants. Et quand j'en témoignais ma surprise, je recevais pour toute réponse : « Ces..... (je glisse sur l'épithète) sont dégoûtants; ils ne se lavent jamais. » — « Empêchent-ils les autres de se laver? »

Honnêtes bourgeois! vous n'éprouvez pas plus d'aversion que de pitié quand la hideuse misère assiége vos portes, pourvu bien entendu qu'elle dissimule tant bien que mal sa triste nudité sous des haillons *civils*..... Je suis, croyez-m'en, loin de défendre la livrée claustrale; je sais aussi bien que vous qu'elle couvre souvent la fainéantise et cache rarement la vraie piété. Mais qu'avant tout les libéraux assurent l'existence et le bien-être de tous les membres de la société, qui ne refusent pas de se rendre utiles; qu'ils condamnent ensuite et punissent même comme vagabonds, les quêteurs, moines ou autres, qui veulent vivre aux dépens des travailleurs. A ce prix je serai avec eux. Mais jusque-là, ce ne seront certes pas les capucins qui, à mes yeux, compromettront le plus la civilisation, l'ordre et le progrès social.

Il n'y a plus de prêtres assez forts ni de jésuites assez fins pour prétendre à l'empire du monde; quelques *va-nu-pieds* volontaires n'arrêteront pas la marche de l'esprit humain. Pour que le sacerdotalisme dominât de nouveau la société, il faudrait

qu'il abolît les libertés en vertu desquelles le sacerdoce existe, et nommément celle de la presse. Il ne le peut pas. Les libéraux qui soutiennent le contraire, s'ils croient ce qu'ils disent, sont des niais; s'ils ne le croient pas, ils usent d'une tactique peut-être utile à leur parti, mais assurément fort peu loyale. Jésuites et prêtres font exactement ce que font les libéraux eux-mêmes : ils se font centre de tout ce qui les environne, rapportent tout à eux, et exploitent dans leur seul intérêt ce qu'ils réussissent à attirer dans leur tourbillon. C'était un bon métier tant qu'il y a eu monopole ou du moins possibilité d'accaparement. Mais maintenant que la concurrence est générale et que les moyens de l'exercer sont à peu de chose près égaux, ce ne sera bientôt plus qu'une pauvre spéculation. Il serait heureux qu'on se le tînt pour dit.

Libéraux et catholiques font ce que le siècle leur impose; c'est-à-dire, ce que, l'état des connaissances sociales étant donné, ils ne sauraient s'empêcher de faire *s'ils raisonnent sainement.*

Tant que les catholiques seront essentiellement ligués contre les libéraux, et que les libéraux se ligueront accidentellement contre les catholiques, nous aurons des batailles réglées et des succès remportés ou des défaites subies par l'un ou l'autre parti alternativement. Quand je dis *des batailles*, je parle de ces actions honteuses où le courage à

découvert n'est d'aucun côté et où la ruse et la tromperie sont des deux. Du reste, le système conservateur perdra constamment du terrain avec le sentiment de la foi qui unit et conserve, jusqu'à ce qu'enfin la querelle soit d'individu à individu, et que, n'y ayant plus d'humanité, on se dispute la proie de brute à brute.

Mes vœux et mes efforts ne sont, pas plus que les vôtres, monsieur, pour ce triste état de choses, si opposé aux destinées normales de l'homme. Mais je crois que nous y tendons, et même par mouvement accéléré. Vous ne le croyez pas, vous. A la bonne heure! faites triompher votre croyance; je ne demande pas mieux que de m'y *convertir*, mais seulement lorsqu'elle sera devenue sociale, c'est-à-dire avec la société humaine que vous aurez convaincue.

De la théorie passons à la pratique. Quel singulier spectacle s'offre en ce moment à nos regards, dans le petit pays que vous habitez et qui m'a donné naissance! qu'il serait fertile en enseignements de toute espèce si on savait y puiser les leçons qu'il renferme! Les vrais croyants belges, heureux de la faveur que le ciel leur a départie, ne devraient-ils pas uniquement chercher à y faire participer leurs semblables, leurs concitoyens? Est-ce par des intrigues et par des vexations, est-ce en leur imposant, au nom du sordide intérêt, ce que leur intelligence et leur conscience repoussent,

qu'ils y parviendront? Non, certes. Et ils ne l'ignorent pas. Cependant, les dévots, laïques et prêtres, prêtres surtout, se font agents politiques, courtiers des faveurs ministérielles, racoleurs d'élections ; ils promettent, menacent, aveuglent, séduisent, corrompent et réussissent... non à gagner des ames à Dieu, pour le royaume céleste, mais à se faire des sujets à eux, pour leur royaume terrestre. La foi n'est-elle donc qu'un moyen de domination? et le prosélytisme qu'une nécessité pour perpétuer celle-ci?

Les libéraux que veulent-ils? Propager l'incertitude, étendre le doute? C'est fait. Le doute est partout, l'incertitude s'attache à tout. Les libéraux cesseraient de régner, d'agir même, que le libéralisme n'en dominerait pas moins. Ils ne s'agitent donc que par ambition et par cupidité. Tout comme, toujours par ambition et par cupidité, une fois ces passions satisfaites, ils offriront aux catholiques de prendre part à leurs jouissances, sauf à leur en garantir la perpétuité.

Les hommes religieux, ou qui se donnent pour tels, ont évidemment ou du moins doivent affecter des sympathies plus populaires que les hommes du sensualisme : pourquoi alors les radicaux qui, comme eux, affichent la popularité, s'unissent-ils plutôt avec les libéraux qu'avec les catholiques? Serait-ce que, ici aussi, les opinions ne sont qu'un masque

comme les paroles des mensonges? et le peuple n'est-il qu'un prétexte? N'y aurait-il au fond de tout cela qu'une question d'intérêt de secte, de parti et de personnes? Ne s'agirait-il jamais que de pouvoir, et rien que de pouvoir? Le combat n'est-il engagé que pour savoir à qui il appartiendra de commander, à qui d'obéir, toutes opinions d'ailleurs étant réputées indifférentes et toutes convictions nulles? et les radicaux qui doivent succéder, non aux catholiques, mais aux libéraux, ne s'évertuent-ils que pour assurer dès à présent à ceux-ci le pouvoir dont (ils le sentent instinctivement) ils hériteront plus tard?

Il eût été, me paraît-il, plus digne et plus prudent aux radicaux de se tenir neutres. Ils arriveront tout naturellement et sans qu'ils s'en mêlent : ils n'ont pour cela qu'à faire place aux catholiques et aux libéraux, et à attendre. Ce ne sera guère long. En ce moment, les catholiques sont en bon train de nous débarrasser des libéraux, et les libéraux des catholiques. Cela regarde-t-il les radicaux véritables? voudraient-ils n'être débarrassés que des uns ou des autres, et non des uns et des autres? Qu'ils laissent donc faire et se gardent bien de troubler les faiseurs!

D'ailleurs, les catholiques conservateurs peuvent l'emporter momentanément : si les radicaux se déclarent leurs adversaires, ils seront écrasés par eux

avec les libéraux. Si ceux-ci sortent vainqueurs de la bagarre représentative, leur premier soin sera d'étendre leurs auxiliaires inconsidérés sur le lit du Procuste de la doctrine, et de les y proportionner aux mesquines dimensions de la prétentieuse et égoïste aristocratie bourgeoise.

Voilà pour le présent. Dans un avenir peut-être prochain, les libéraux qui aujourd'hui attaquent les catholiques, seront attaqués à leur tour par les partisans d'une réforme plus fondamentale. Celle-ci doit enfin tout bouleverser, par cela seul que le droit indéterminé et indéterminable de réforme a été admis en principe. Car que sont les radicaux si ce n'est des libéraux un peu moins timides dans l'application logique de la théorie du libre examen? Entre la décomposition chronique du libéralisme et la désorganisation aiguë du radicalisme il n'y a de différence que dans le degré d'activité et la durée de l'opération. Le doute, la liberté et la confusion feront le tour du monde. Au terme de la crise, l'anarchie à laquelle tous auront contribué, engloutira tout.

Mais avec de la modération, me dira-t-on peut-être, ne parviendrait-on pas à éviter ces maux? — C'est juste : la *modération* est à l'ordre du jour chez les peureux, qui forment l'immense majorité de nos dominateurs; il faut lui faire sa part avant de clore ces réflexions.

Un tempérament, un caractère modérés, je comprends cela fort bien. Mais des principes modérés, des convictions, des opinions modérées, je le confesse, je ne saisis pas nettement ce que cela veut dire. Des catholiques et des libéraux *modérés* me semblent une indéfinissable création, dont le but est, à l'aide de mots vagues, de donner le change sur des choses malheureusement très précises. La modération dont on parle, c'est la ligne de conduite que suivent les hommes qui, appartenant, soit de fait, soit de nom, à l'une ou à l'autre des opinions opposées, émoussent ce que chacune d'elles offre de trop vif par la lenteur de leur organisation. Cette qualité négative fait espérer au bon public qu'il ne sera, comme disaient nos pères, *égosillé* que tout *doucettement*.

Je le veux bien : mais sont-ce les catholiques ou les libéraux qu'on a à craindre? Ne sont-ce pas plutôt le libéralisme et le catholicisme? Ces deux systèmes, pour avoir traversé des intelligences obtuses, en garderont-elles moins toutes leurs aspérités? les *exagérés* qui s'en empareront se feront-ils faute d'en tirer toutes les conséquences dont elles sont grosses? Et les *modérés*, gens incomplets et faibles par leur nature, empêcheront-ils que les *exagérés*, gens entreprenants et entiers, ne poussent la barque sociale vers le bien quand le bien sera possible, et, en attendant, vers où nous voyons?

De la modération! Mais elle n'a pas arrêté la marche de l'examen dans son état encore embryonnaire, si je puis le dire; comment le ferait-elle reculer quand il est parvenu presqu'à son terme? Le protestantisme et le libéralisme, si ardents, si violents même à leur naissance, deviendraient-ils tout à coup modestes et doux, à leur âge de virilité? Non, non: liberté civile et religieuse! Cela a été dit; et cela sera, pour les individus comme pour les peuples, en dépit même de ceux qui l'ont dit. Car si eux se font modérés, les exagérés reprendront leur besogne en sous-œuvre, et elle ira tout de même.

De la modération! Mais lorsque les hommes d'autorité, de foi, les catholiques en un mot, disposaient de tout, du glaive temporel comme du glaive spirituel, du bourreau de ce monde et de l'enfer de l'autre; lorsque, dis-je, ils en disposaient et en usaient largement, l'autorité perdait chaque jour de son prestige, la foi baissait, le catholicisme tombait. Et les catholiques, maintenant qu'il y va de leur existence comme pouvoir, ne le saisiraient que pour choyer l'examen, caresser le doute et raffermir la liberté! Leur exaspération produirait le calme, leur exaltation la discrétion! C'est trop lourdement se moquer de nous.

Que l'on prenne donc des catholiques modérés, c'est-à-dire qui ne sont guère catholiques, ou des

libéraux modérés, c'est-à-dire qui ne sont pas plus libéraux, on n'aura, ni rogné les ongles au catholicisme, ni limé les dents au libéralisme. Ces doctrines rempliront leur rôle d'exagération jusqu'au bout. Les deux grandes divisions du monde social demeureront, avec les deux grands modes d'action de l'esprit humain; et les destinées de l'humanité finiront par s'accomplir.

Monsieur, la force a été brisée le jour même où l'autorité a été vaincue. Il ne reste debout que l'intelligence. Or ce n'est pas elle que les catholiques invoquent. Je n'ai donc point confiance en eux. Je n'en ai pas non plus dans les libéraux qui, en asservissant l'intelligence aux passions individuelles, lui ont ôté toute autorité morale, toute force sociale, toute valeur réelle. Je ne veux ni des uns ni des autres; je me résigne indifféremment aux uns ou aux autres, comme à de déplorables résultats du passé, qui — Dieu est grand ! — auront d'heureux résultats pour l'avenir.

FIN.

